

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LES
BIENS RÉSERVÉS
DE LA FEMME MARIÉE

SOUS LE
RÉGIME DE LA COMMUNAUTÉ LÉGALE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le samedi 18 mars 1911, à 3 heures

PAR

HENRY DE LAUZON

Président : M. CHÉNON.

Suffragants { *MM. LEFEBVRE, Professeur.*
MEYNIAL, Professeur.

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 43

1911

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LES
BIENS RÉSERVÉS
DE LA FEMME MARIÉE

SOUS LE

RÉGIME DE LA COMMUNAUTÉ LÉGALE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le samedi 18 mars 1911, à 3 heures

PAR

HENRY DE LAUZON

Président : M. CHÉNON.

Suffragants { MM. LEFEBVRE, *Professeur.*
MEYNIAL, *Professeur.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1911





Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

I

Le législateur, sous la Révolution Française, ne s'est nullement préoccupé d'améliorer la condition juridique des femmes : il a accueilli leurs revendications avec un profond dédain et un égoïsme surprenant. Cependant la logique des principes révolutionnaires devait le conduire à consacrer l'égalité des sexes.

Des femmes ont relevé avec énergie cette contradiction entre la suppression des privilèges et le maintien des prérogatives de l'homme ; elles ont demandé leur émancipation domestique et politique (1).

(1) Les premières réformes proposées par les féministes ont donc été écartées révolutionnairement : la plupart des protestataires ayant été guillotonnées. Cf. Jean Marquet, *La condition légale de la femme au commencement et à la fin du XIX^e siècle*. Nîmes, Clavel, 1899, p. 11.

Il ne faut donc pas s'étonner, si le code de 1804 voté par d'anciens conventionnels, un peu assagis il est vrai, règle à la fois avec tant de brièveté et tant de rigueur la condition de la femme. Cette tendance devait encore être accentuée par l'influence personnelle du premier consul sur la préparation de notre grande œuvre législative. Il n'était certainement pas suspect de féminisme, celui qui déclarait au Conseil d'État : « Il y a une chose qui n'est pas française, c'est qu'une femme puisse faire ce qui lui plaît. »

Il est cependant juste de constater que le code n'a pas consacré dans son intégralité l'ancienne conception de la faiblesse du sexe. Dans notre législation, la femme, fille ou veuve, pourvu que majeure, est, au point de vue juridique, presque l'égale de l'homme. Il n'est plus question de la traditionnelle idée de « *fragilitas sexus* », qui empêcha longtemps en droit romain la femme de rien faire sans l'assistance d'un tuteur. L'incapacité velléienne a disparu de nos lois ; la femme peut être marchande publique, elle teste valablement, elle peut librement contracter avec des tiers.

De nombreux facteurs ont concouru à cette transformation : pour ne citer que les plus importants, c'est d'abord l'action du christianisme, c'est aussi le rôle joué par les femmes dans l'histoire, dans la littérature, dans les arts. Le XVIII^e siècle, qu'on a appelé non sans raison le siècle de la femme, leur a fait une place importante dans la

société. Leur influence s'est accrue dans les faits, et, comme le droit ressent toutes les impulsions de la vie sociale, il ne devait pas tarder à consacrer dans la loi ce qui existait déjà dans la réalité.

II

Nous ne voulons pas dans cette étude suivre toute cette évolution, mais seulement retracer rapidement ses phases principales, en nous limitant à la condition de la femme mariée et en prenant pour point de départ le code de 1804.

La femme mariée, c'est, suivant une vieille expression, la femme « en puissance de son mari » ; son incapacité dans nos lois dérive de ce fait que, dans tout ménage comme dans toute société, il faut un chef qui commande. Cette nécessité est ici d'autant plus impérieuse qu'on se trouve en présence d'une association composée de deux membres seulement et qu'il est par suite impossible de s'en référer à la décision d'une majorité. L'homme est plus particulièrement apte à cette fonction, et c'est à lui qu'incombe la direction du ménage.

Cette suprématie n'existe pas seulement dans les rapports personnels des époux : elle se manifeste encore dans leurs relations pécuniaires. Sans doute la liberté des conventions matrimoniales permet aux futurs conjoints de reconnaître à l'épouse une indépendance pécuniaire plus

grande, de conserver par exemple l'administration de ses biens : mais en fait, les contrats de mariage demeurent rares, et la plupart des ménages français se trouvent soumis aux règles du régime de la communauté légale.

L'intervention du notaire qui devient nécessaire par le fait même de la rédaction du contrat a pour résultat d'effrayer les pauvres gens. Dans certaines classes de la société, on craint l'homme de loi qui ne se dérange pas sans honoraires : le maigre budget familial, déjà chargé par les frais de la noce, en sera grevé d'autant. Et puis, que pourraient stipuler ces deux pauvres hères qui n'ont que leurs bras pour capital ? L'avenir ne les inquiète guère : ils vont vers l'inconnu avec toute l'ardeur de leur jeunesse. Le sentiment qui les anime les trouble au point de leur fermer les yeux. Il n'est pas question de prendre des précautions contre le mari. La fiancée d'ailleurs n'ose pas mécontenter celui qu'elle a volontairement choisi pour son compagnon ; les parents eux-mêmes ne songent point à donner de sages conseils que n'accueillerait pas volontiers leur enfant. Leur futur gendre n'est-il pas doux, travailleur, plein d'égards pour eux ? Dans la suite seulement, il se révélera brutal et paresseux : il sera alors trop tard ; la femme subira toutes sortes de vexations et assistera, impuissante, à la ruine de la famille. C'est en ce sens qu'un auteur a dit avec raison : « La communauté légale n'est pas le régime qui, comme on pourrait le croire, a été tacitement adopté par l'épouse qui doit s'unir,

c'est un régime qui est en quelque sorte imposé (1). »

Il en résulte que le régime légal de communauté de meubles et acquêts a une importance pratique considérable. Or il reconnaît au mari des droits « exorbitants du droit commun. » En effet, tous les meubles présents et à venir des époux, tous les immeubles acquis pendant la durée du mariage, font partie de l'actif commun. Seuls, les immeubles qui appartiennent à chacun des époux avant le mariage leur restent propres, tout au moins en ce qui concerne la propriété : car la communauté englobe leurs revenus. Sur tous ces biens, le mari et lui seul a les pouvoirs les plus larges : il lui est possible d'aliéner à titre onéreux les meubles et les immeubles, de transmettre par donation les meubles à titre particulier : la seule restriction faite à ses pouvoirs concerne l'aliénation gratuite d'une quotité du mobilier et la réserve d'usufruit.

En échange de ces droits reconnus au profit du chef de la communauté, le code accorde à l'épouse certaines garanties : il lui permet, par une renonciation à la communauté, de s'exonérer des conséquences désastreuses de la gestion du mari. Il y a là un remède qui intervient seulement lorsque le mal est réalisé. Comme moyen préventif, la loi de 1804 a organisé, au cours de l'union, la séparation

(1) Cf. Aftalion. *Des lois relatives à l'épargne de la femme mariée*, Thèse, Paris, 1898.

de biens ; mais la procédure en est longue et coûteuse : elle est difficilement accessible même avec l'assistance judiciaire aux classes laborieuses. Du reste, le code dans son article 1443, en subordonne l'exercice à la mise en péril de la dot, et la jurisprudence ne pouvait guère admettre que l'article s'appliquât à une femme qui n'avait pour fortune que sa force de travail.

En résumé, comme le dit très exactement M. Tissier (1) le régime du code appliqué aux femmes qui travaillent, ouvrières, domestiques, employées quelconques, est injuste et inacceptable. « Le mari chef de la communauté ayant l'administration et la disposition de toute la fortune mobilière commune, la femme ne touche son salaire que comme mandataire tacite du mari. C'est encore en vertu d'un mandat tacite du mari qu'elle l'emploie, le dépense ou l'épargne. Ce mandat, le mari peut le révoquer. En droit, il peut donc se présenter et exiger qu'on lui paie à lui-même le salaire de sa femme : il peut signifier à celui qui doit ce salaire qu'il entend le toucher lui-même. Ses créanciers, quelle que soit la cause de leurs créances, peuvent le saisir dans une certaine mesure du moins. Une fois le salaire ou le traitement reçu par la femme, quand celle-ci l'a apporté à la maison, le mari en est le maître : il peut à son gré le prendre et le dissiper pour ses plaisirs : si la femme veut s'efforcer d'amasser, il peut l'en empêcher, il

(1) *Bulletin de la Société d'études législatives*, 1901-1902, p. 34.

peut s'emparer des économies, des immeubles du ménage, tout donner ou tout vendre : ses créanciers peuvent tout saisir, même le fruit du travail et de l'épargne de la femme. »

III

Les principes que nous venons d'exposer pouvaient facilement se justifier dans l'état économique du commencement du XIX^e siècle, puisqu'à cette époque, l'activité personnelle de la femme en dehors du ménage était à peu près inconnue. L'ancien adage de la coutume de Bretagne traduisait très exactement les conceptions d'alors : « Femme si doit garder l'hôtel, le feu et les enfants. » L'épouse restait alors confinée au logis familial, s'occupant des travaux du ménage, de la garde et de l'éducation des jeunes enfants.

Mais les découvertes scientifiques du XIX^e siècle et notamment l'utilisation de deux grandes forces jusque là insoupçonnées, la vapeur et l'électricité, ont amené une véritable révolution économique. D'autre part, le travail simplifié ou plutôt transformé et décomposé par le machinisme, exigeait moins de forces matérielles et permettait par suite de recourir à la main d'œuvre féminine. Les industriels étaient naturellement portés à accepter cette offre faite par des travailleuses qui se contentaient d'un salaire d'appoint.

La femme a donc pénétré à l'usine, et le législateur, dans l'intérêt public, a été obligé de régler la durée et les conditions de son travail. Il a senti la nécessité de protéger dans sa santé, la mère qui se doit avant tout à ses enfants, de lui interdire les veilles prolongées et de lui éviter la crainte de perdre son emploi, lorsque la maternité l'oblige à prendre quelques jours de repos.

Un nouveau facteur est venu accentuer ce mouvement qui pousse la femme au travail de l'usine en apparence plus facile et plus rémunérateur. La villageoise a été attirée par les distractions nombreuses qui la séduisent dans la ville voisine et par les salaires qui lui semblent très élevés.

L'épouse est devenue ainsi un agent de production au même titre que son mari : elle touche son salaire, aux mêmes époques que lui, elle est, par suite, naturellement conduite à réclamer les mêmes droits sur l'argent gagné dans des conditions identiques. Elle veut, comme son compagnon, toucher elle-même les produits de son travail, les administrer librement, en disposer sans entraves.

D'autre part, le mari sera souvent entraîné par ses camarades d'usine à désertier le foyer familial : et il ne rentrera au logis qu'après avoir laissé chez le débitant une grande partie du fruit de son labeur : est-il juste, dans de telles circonstances, malheureusement trop fréquentes, que le chef de la communauté conserve tous ses droits en négligeant tous ses devoirs et qu'il lui soit possible de

dissiper non seulement ses propres gains, mais encore les gains de l'épouse?

La destination de ces gains, c'est avant tout l'entretien du ménage. Par la force même des choses, il se produit entre le mari et la femme une division du travail ; et si le premier s'occupe des grandes questions intéressant le ménage, c'est à la seconde qu'il appartient de soigner matériellement les enfants, d'assurer leur éducation, de préparer la nourriture de tous. Lorsque ces différents besoins sont satisfaits, n'est-il pas équitable que la femme conserve le surplus de son salaire, soit pour l'épargner, et le mettre en réserve, soit pour en disposer à son gré ? Ne vaut-il pas mieux se fier à la prévoyante ménagère que d'abandonner l'argent nécessaire à la famille entre les mains d'un mari brutal et débauché ?

IV

Une réforme était donc nécessaire : elle s'est fait longtemps attendre, et notre pays qui était ordinairement le premier à condamner devant le monde civilisé les abus et les injustices, qui s'est fait le champion des humbles et des faibles, s'est trouvé fort en retard sur les législations voisines : celles-ci ont adopté plus tôt de sérieuses

mesures de protection en faveur de la femme qui travaille (1).

Le législateur français n'a pas immédiatement songé à une protection directe du salaire de l'épouse ; cependant, certaines de ses dispositions, bien que générales dans leur application, sont venues apporter quelques améliorations à la situation de la femme laborieuse : ce sont les lois sur les retraites pour la vieillesse et sur les caisses d'épargne. Elles n'ont pu faire échec aux droits que le mari possède d'après le code sur les biens acquis par la femme qui travaille, mais elles ont eu cet excellent résultat de préparer la loi de 1907 : suivant une juste expression « elles ont amorcé la réforme (2). »

Loi sur les caisses de retraites pour la vieillesse. — D'après la loi du 25 juin 1850, tout versement fait à la caisse par le mari profitera pour moitié à sa femme. Réciproquement, si celle-ci est autorisée à faire un versement, la rente sera attribuée pour moitié au mari. La pension, bien que constituée à l'aide des deniers communs, n'entrera pas en communauté, car la femme qui renonce, et

(1) Loi danoise du 7 mai 1888 ; loi norvégienne du 29 juillet 1888 ; loi suédoise du 11 décembre 1874 ; loi roumaine du 5 janvier 1880 ; loi de Genève 7 novembre 1874 ; loi de Neuchâtel 18 mai 1897 ; loi belge du 10 mars 1900.

(2) *Bulletin de la Société d'études législatives*, années 1901-1902, Morizot-Thibault, p. 59.

qui, par là, abandonne la moitié de la communauté, gardera sa pension de retraite.

De plus, l'instruction ministérielle du 1^{er} août 1877 autorise la femme mariée à faire seule sans avoir besoin de l'assentiment du mari, des versements ne dépassant pas 150 francs, par application de la théorie du mandat tacite. C'est seulement la loi du 20 juillet 1886 qui admet des versements supérieurs à 150 francs de la part de l'épouse sans autorisation du mari (1).

La rente viagère dérivant de tous ces versements ne pourra dépasser 1.200 francs.

Lois sur les caisses d'épargne (2). — Elles ont eu un plus grand retentissement, car leur utilité est plus sérieuse. Un faible dépôt prélevé sur les salaires et répété fréquemment donnera au ménage la faculté de sortir des passes difficiles et imprévues.

L'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1881 autorise toutes les femmes mariées « à se faire ouvrir des livrets sans l'assistance de leur mari : elles pourront retirer sans cette assistance les sommes inscrites au livret ainsi ouvert, *sauf opposition* de la part de leur mari. » L'opposition devra être signifiée en la forme des actes extrajudiciaires

(1) Art. (13-4).

(2) Aftalion. *Des lois relatives à l'épargne de la femme mariée*, Thèse, Paris, 1898.

pour être valable. Il en résulte des frais et des lenteurs, qui compliquent sérieusement cette faculté attribuée au mari en sa qualité de chef du ménage.

Une loi du 20 juillet 1895 vint décider qu'en cas d'opposition du mari, la femme ne peut plus retirer la somme inscrite au livret à moins de s'être pourvue contre la dite opposition. Passé le délai de un mois, le mari touchera seul le montant du livret « si le régime sous lequel il est marié lui en donne le droit (1). » Cette disposition est donc peu favorable à la femme. Néanmoins, en pratique, les oppositions du mari sont rares, et les caisses d'épargne, par mesure de protection pour l'épouse, exigent du mari des justifications souvent impossibles.

Nous avons eu pour but, en rappelant les principaux articles des lois sur les retraites de la vieillesse et sur les caisses d'épargne, de montrer que la femme du peuple avait quelquefois la faculté de se constituer une petite réserve. Mais elle pouvait toujours craindre une intervention du mari, qui, en invoquant les pouvoirs presque absolus à lui conférés par le code, avait le droit de s'approprier après quelques formalités, les produits de l'épargne de sa compagne.

(1) Art. 16 de la loi.

V

Alors que les lois relatives aux retraites pour la vieillesse et aux caisses d'épargne, ne protégeaient qu'indirectement les produits du travail de l'épouse, des propositions doctrinales d'abord, parlementaires ensuite, songèrent à assurer à la femme des droits plus efficaces et plus directs sur son salaire.

Dès 1886, M. Glasson, dans une communication sur « le code civil et la question ouvrière » (1), réclame une modification de la procédure de la séparation de biens au profit de l'ouvrière. Il faut, suivant ses expressions « lui permettre ou bien de pratiquer entre les mains du patron une sorte de saisie-arrêt sur une partie du salaire de son mari, ou tout au moins de conserver pour elle-même, dans certaines circonstances, l'intégralité du produit de son travail. »

Pour la première fois, l'idée de protection du salaire prenait une forme positive et elle ne tarda pas à être formulée en proposition de loi par M. Glasson aidé de M. Jablart.

Peu de temps après, MM. Jourdan, Dupuy-Dutemps et Montaut la reprirent dans une proposition de loi déposée

(1) *Séances et travaux de l'Académie des sciences morales et politiques*, 1886, 1^{er} semestre, p. 882.

sur les bureaux de la Chambre le 22 juillet 1890. Cette proposition devint caduque par l'expiration de la législature et fut à nouveau présentée le 9 juillet 1894 (1).

Au même moment, sous l'influence des organisations féministes et notamment de l'Avant-Courrière, dirigée par Mme Henri Schmall, M. Goirand, député des Deux-Sèvres déposait un projet inspiré largement d'une proposition de Mlle Chauvin. Il la formulait en ces termes :

« Quel que soit le régime adopté par les époux, la femme a le droit de recevoir sans le concours de son mari les sommes provenant de son travail personnel et d'en disposer librement. Les pouvoirs ainsi conférés à la femme, ne feront point échec aux droits des tiers contre les biens de la communauté. »

Ce texte fut renvoyé à la commission chargée d'étudier la proposition Jourdan, fusionné avec cette proposition, et un rapport fut déposé par M. Goirand le 14 novembre 1895 (2).

Le 27 février 1896, après déclaration d'urgence, le texte voté par la Chambre fut transmis au Sénat.

C'est alors que commence une longue période d'inertie législative ; le projet est totalement oublié et il le serait sans doute demeuré longtemps, si l'activité doctrinale n'était venue le tirer d'un profond sommeil.

(1) J. O., 1894, Chambre, doc. parl. annexe 803.

(2) J. O., 1895, Chambre, doc. parl. annexe n° 609.

En 1901 se fondait la Société d'études législatives qui réunissait d'éminents professeurs des Facultés de droit, et à côté d'eux, les membres les plus autorisés de la magistrature, du barreau, du notariat. La première question qui fut inscrite au programme fut précisément celle des « modifications à apporter aux droits et pouvoirs de la femme mariée quant aux biens et aux produits du travail et de l'industrie ». M. Tissier déclara, dans son rapport, qu'une réforme s'imposait, et le texte par lui élaboré en préparant les discussions, en leur assurant plus d'unité et plus de netteté, contribua puissamment à faciliter l'œuvre du législateur. En effet le 27 février 1903, M. Grosjean déposa sur le bureau de la Chambre une proposition qui mettait largement à profit les travaux de la Société d'études législatives.

La commission de législation civile et criminelle prit cette proposition en considération, elle montra qu'elle y était particulièrement favorable en chargeant M. Grosjean du rapport. Mais les élections arrivèrent, M. Grosjean ne fut pas réélu et son projet disparut par là-même. Bientôt après, le 26 juin 1906, la question était à nouveau soumise au Sénat par M. Gourju (1); sa proposition fut étudiée par une commission qui la joignit au projet Jourdan-Goirand et chargea du rapport M. Guillier, sénateur de la Dordogne. Son rapport, adopté après deux délibérations du 14

(1) J. O., 1903, doc. parl. Sénat, annexe n° 304.

et du 24 mai 1907 au Sénat, fut transmis à la Chambre et après un rapport de M. Viollette, le texte fut adopté d'urgence et sans discussion le 11 juillet 1907. Le surlendemain, il était promulgué sous le titre suivant : « Loi du 13 juillet 1907 relative au libre salaire de la femme mariée et à la contribution des époux aux charges du ménage. »

Après avoir établi toute l'importance du problème législatif des droits de la femme mariée sur les fruits de son labeur, il importe maintenant de fixer à notre étude des limites précises et d'indiquer le plan que nous comptons suivre. Obligé de nous borner, nous laisserons de côté tout ce qui concerne les régimes conventionnels et même les régimes légaux autres que celui de la communauté. Dans la pratique, c'est celui où l'application de la réforme est appelée à jouer le plus souvent; ce sont ses abus que le législateur a envisagés lorsqu'il s'est décidé à accorder à l'épouse des droits sur les biens qu'elle acquiert par son travail.

Dans un *premier chapitre*, nous déterminerons l'objet précis des prérogatives de l'épouse, nous montrerons ce qu'il faut entendre par biens réservés, et nous établirons quelles sont les femmes mariées auxquelles s'appliquera le texte nouveau.

Un *second chapitre* sera consacré à la condition juridique des biens réservés tant que subsiste la communauté : il

s'agira de rechercher la situation faite par le législateur à ce patrimoine spécial, d'en suivre la composition à la fois active et passive.

Le *troisième chapitre* établira le droit de saisie des créanciers.

Enfin un *quatrième chapitre* règlera le sort du pécule, lorsque, pour une cause déterminée par le droit commun, le régime légal viendra à se dissoudre.

La *conclusion* devra apprécier le texte nouveau dans ses conséquences pratiques, dire s'il constitue une réforme définitive, ou s'il n'est qu'un pas vers une transformation plus complète de notre droit matrimonial.

CHAPITRE I

A QUELS BIENS ET A QUELLES PERSONNES S'APPLIQUE LA LOI ?

Nous avons, dans l'introduction, fait remarquer que de nos jours, la femme est fréquemment obligée de gagner un salaire en dehors du foyer domestique. De récentes statistiques révèlent qu'il y a en France à l'heure actuelle plus de six millions de femmes qui travaillent. De ce nombre il est vrai, nous devons déduire les célibataires, les veuves et les divorcées; il n'en subsiste pas moins que les femmes mariées entrent pour un tiers dans ce chiffre et sont par suite au nombre d'environ deux millions. C'est la meilleure preuve de l'intérêt de notre étude. A cette augmentation numérique, s'est du reste ajoutée une différenciation croissante, et les professions les plus diverses sont aujourd'hui accessibles aux femmes (1).

(1) Cf. Jeanne Chauvin. *Les professions accessibles aux femmes*, thèse, Paris, 1892.

Certains métiers tout d'abord semblent être mieux exercés par les femmes que par les hommes : tous ceux où la tâche est moins rude où la vigueur musculaire joue un faible rôle, sont aussi bien remplis par les membres de l'un et de l'autre sexe. Ainsi en est-il pour les travaux de couture, pour les confections, pour les industries de la mode, pour les professions de dactylographes, d'employées de commerce, etc.

D'autre part, l'augmentation du prix de la vie, la disparition des anciennes idées relatives à l'infériorité intellectuelle de la femme, ont poussé celle-ci d'un côté dans les magasins et dans les usines, de l'autre dans les professions libérales.

Le grand développement des villes (1) a offert à son activité de nouveaux débouchés : les magasins gigantesques, produits de la concentration commerciale, ont réclamé un personnel féminin important, les théâtres ont eu besoin d'ouvreuses et de figurantes ; l'usine a attiré l'épouse en lui offrant un emploi dont la rémunération est certaine, elle lui procure un travail qui n'exige pas beaucoup de force matérielle. Sa tâche y est moins fatigante si elle est parfois très méticuleuse.

Des jeunes filles ont poursuivi leurs études ; elles ont

(1) Quelques femmes ont voulu conquérir les prérogatives jusqu'ici exclusivement réservées au sexe fort. Nous avons depuis peu la femme cocher et chauffeur.

conquis leurs grades universitaires ; elles ont pénétré dans l'enseignement primaire, dans l'enseignement secondaire, même dans l'enseignement supérieur : les lettres, les sciences, le droit, la médecine, la pharmacie, les ont accueillies et leur ont ouvert l'accès des professions libérales les plus diverses.

L'État ne les a pas seulement utilisées dans l'enseignement. Les ministères des postes et télégraphes et des travaux publics occupent plusieurs milliers de femmes, téléphonistes, distributrices de billets, gardes-barrières. Les hôpitaux ont besoin de gardes-malades et d'infirmières aujourd'hui plus que jamais.

À côté de la femme employée, à côté de la femme fonctionnaire, il y a lieu de faire une place à part à la femme commerçante. De plus en plus, en effet, la petite bourgeoisie songe à exploiter un modeste fonds de commerce : tandis que le mari travaille à l'atelier ou à l'usine, la femme reste au foyer familial. Une chambre est transformée en un magasin de mercerie, d'épicerie ou de fruiterie, et de cette façon, l'épouse, sans quitter ses enfants, contribue aux charges du ménage.

Il est donc juste de le dire (1), « en France il n'y a pas de travail matériel ou intellectuel où la femme n'ait une part. Nous trouvons des femmes, ne fut-ce que comme auxiliaires, jusque dans les industries les plus pénibles

(1) Mlle Schirmacher. *Musée social. Mémoires et documents*, 1909.

(mines, carrières, métallurgie, terrassement, construction). Le plus grand nombre des Françaises (plus de sept millions) exercent la profession de ménagères. C'est ensuite l'agriculture, l'industrie, le service domestique et le commerce qui occupent le plus de femmes. »

Quelle que soit la diversité de leurs occupations, matérielles ou intellectuelles, industrielles ou commerciales, toutes ces femmes voient leur activité rémunérée. Il n'y a pas lieu de s'attacher à la dénomination particulière donnée aux produits du travail : les gages de la domestique, le traitement de la femme fonctionnaire, les cachets de la pianiste, les appointements de l'employée sont au même titre soumis à la réglementation nouvelle (1).

Ainsi, le mot salaire, employé dans le titre de la loi, ne doit pas être entendu dans un sens trop étroit. Il ne se restreint pas à la paye hebdomadaire ou mensuelle attribuée à l'épouse qui travaille : il comprend toutes les valeurs qui ont leur source dans l'activité économique de la femme ; bien plus, il s'étend aux économies faites sur les produits du travail et aux biens qui peuvent leur être subrogés. Il y a là une distinction qui nous fournit une division naturelle

(1) Des économistes ont vainement protesté contre les différences de salaires entre les travailleurs des deux sexes. Nous nous bornons à mentionner ici cette idée dont le développement nous entraînerait au delà des limites précises fixées à notre sujet.

de notre étude : et nous allons donc envisager dans deux sections successives ces éléments du pécule de la femme laborieuse.

SECTION I

Produits du travail

La femme mariée a tout d'abord certainement des droits sur les objets qu'elle fabrique elle-même : une broderie par exemple, a une valeur vénale et le produit de la vente appartient sans aucun doute à la brodeuse : il est régi dans sa condition juridique par la loi du 13 juillet 1907.

Lorsqu'au lieu de transformer pour son propre compte les objets, la femme loue ses services à un entrepreneur moyennant un salaire fixé, il est également hors de discussion que la somme qui lui est payée constitue un bien réservé.

La controverse ne peut naître que lorsqu'il s'agit, non plus d'une rémunération directe du labeur, mais d'une récompense donnée à l'occasion du travail, sans en être le principal résultat. Il s'agit par exemple de libéralités d'usage, des pourboires donnés aux ouvreuses des théâtres ou aux concierges, des étrennes faites au début de l'année. La somme d'argent ainsi versée n'apparaît plus comme la compensation d'un service rendu, comme le paiement d'une

dette. Elle est une libéralité facultative qui varie non pas d'après les mérites du gratifié, mais d'après la générosité du donateur; elle n'a par suite aucune fixité. La loi ne donne aucune action pour réclamer cette gratification, pour en poursuivre l'exécution forcée.

Cependant, ces pourboires, ces étrennes, ces libéralités multiples sont accordés en raison du travail fourni, ils sont en dernière analyse des suppléments de salaire et à ce titre méritent la protection de la loi.

Mais que décider lorsque la cause du gain est illicite, lorsque l'avantage matériel vient d'un acte malhonnête ou immoral accompli par la femme? Il provient, par exemple de l'usure, du braconnage, de la contrebande, de la prostitution.

Ces bénéfices avant 1907, faisaient partie, en qualité de meubles, de la masse commune administrée par le mari et restaient soumis à son pouvoir de disposition. C'est ce qu'a reconnu, notamment, à propos de l'exercice par le mari d'une industrie illicite, la Cour d'appel de Paris, dans un *arrêt* du 4 août 1909 (1). « Les bénéfices d'une exploitation même deshonnête tombent dans la communauté, l'article 1401 du Code civil ne permettant aucune distinction, non plus que l'équité. Dès lors tombent dans la communauté les bénéfices réalisés par la vente d'un remède secret et ils doivent être partagés suivant les

(1) *Gazette du Palais*, 1909, 2^e partie p. 371.

règles du partage de la communauté ». Or, au point de vue logique, le texte de 1907 a transféré à la femme les droits antérieurement consacrés au profit de la communauté, par conséquent, il lui a attribué des droits sur les fruits du labeur même illicite. Du reste la loi n'a fait aucune distinction et il est difficile à l'interprète de distinguer quand la loi elle-même ne distingue pas et quand les travaux préparatoires ordonnent de ne pas distinguer.

Nous venons d'établir qu'il n'y avait pas lieu de considérer les fruits du labeur de l'épouse suivant leur cause; y a-t-il lieu de les séparer d'après l'époque à laquelle ils ont été réalisés?

Les biens réservés à l'administration de la femme devront-ils comprendre seulement les salaires acquis pendant la durée de la vie commune? M. Gourju, dans sa proposition du 25 juin 1906, nous le laisse entendre (1): « Ce pécule s'étendra seulement aux produits et bénéfices du travail accompli pendant le mariage. Par exception, il comprendra également les annuités et arrérages, échus pendant le mariage, des pensions et des rentes obtenues par la femme à l'occasion d'un travail antérieur au mariage. »

Donc, sont exclues, les économies faites sur les salaires gagnés avant la célébration du mariage. Cette disposition

(1) Proposition Gourju, art. 2 *in fine* J. O., 1906, Sénat, doc. parl. p. 743.

ne fut pas reproduite l'année suivante dans le rapport de M. Guillier. Quant au texte de la loi, il est muet sur la question. De ce silence que devons-nous conclure ? qu'il ne faut pas limiter ainsi arbitrairement le droit de la femme : aucun motif ne nous y autorise. M. Pichon (1) montre la contradiction qui résulterait de l'adoption de cette partie du texte de M. Gourju : « Avant son mariage, ce que la femme gagne, elle l'administre et en dispose à son gré ; ce qu'elle aura gagné après son mariage, elle aura encore le droit de l'administrer et d'en disposer. Par l'effet de quel motif introuvable, après son mariage, ne pourrait-elle plus administrer ce qu'elle a gagné avant ? On comprendrait ce résultat si le mariage limitait ses pouvoirs à l'endroit des produits de son travail. »

La solution défendue par M. Pichon s'inspire évidemment du désir très louable de protéger l'épouse lorsqu'elle a déjà travaillé avant le mariage et que son avoir est formé par les fruits de son labeur (2). Malheureusement si cette solution semble au premier abord équitable, elle a le tort d'oublier que le régime de communauté subsiste en France et que tous les meubles existant

(1) Pichon. *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1908, p. 314.

(2) Cf. Henri Lalou, *Des droits de la femme mariée sur les produits de son travail et les produits du travail de son mari depuis la loi du 13 juillet 1907*, Paris, 1910.

lors du mariage tombent dans la masse commune. Ne serait-ce pas aussi sacrifier les droits du mari ?

SECTION II

Economies provenant des produits du travail

La proposition Jourdan et la proposition Goirand ne réclamaient pas au profit de la femme le droit de soustraire aux pouvoirs du mari des économies faites sur les salaires. Il s'agissait seulement dans l'esprit de leurs auteurs de remédier au plus tôt à la triste situation de l'épouse exposée aux abus du mari. Celui-ci pouvait s'approprier les salaires, sans leur donner la destination qu'ils devaient régulièrement avoir. On ne songeait qu'au plus pressé : on voulait assurer à la famille le pain quotidien grâce aux salaires de l'épouse. La Chambre vota en 1896 la brève proposition Goirand dont l'idée toute entière se trouve dans cette phrase du rapporteur (1) : « La femme acquiert le droit de disposer des fruits de son travail ; mais si elle les emploie à l'acquisition d'un bien mobilier ou immobilier, ainsi transformés, ils tombent dans la communauté. Il en est de même si, au lieu de les dépenser, elle les économise. »

(1) Cf. J. O., Proposition Goirand, documents parlementaires. Annexe à la séance du 9 juillet 1894. Chambre n° 801.

Peut-être cette restriction n'était-elle que la reproduction voulue des dispositions de certaines lois étrangères. Les législations danoise, norvégienne et belge, ne donnent aucun pouvoir à la femme sur les économies faites sur ses salaires et les laissent soumises aux droits d'administration du mari.

Si le législateur français en était resté à cette première conception, nous pouvons le dire, la réforme n'eut pas été complète. Sans doute le mari n'aurait pu faire main basse sur les salaires journaliers de sa compagne, considérés comme produit de son travail et, à ce titre protégés par la loi, mais il aurait eu toute liberté pour s'emparer de la réserve que la femme prévoyante aurait mise de côté pour les mauvais jours.

Le ménage le moins fortuné vient toujours à bout de prélever sur la paye hebdomadaire une faible somme provenant du travail de l'un ou de l'autre époux. C'est la caisse familiale, qui permet de parer aux circonstances imprévues qui menacent les parents et les enfants dans leurs biens et dans leur vie. Qu'une longue maladie vienne, impitoyable, atteindre l'un des conjoints; qu'un malheur soudain frappe l'un des enfants: il faudra qu'il y ait du pain au logis et que les économies réalisées dans les jours favorables servent aux temps d'épreuve.

La femme française sait si bien soustraire au gaspillage du mari la petite somme qui, amassée lentement, accrue chaque jour, assurera le bien être de tous. N'oublions pas

que depuis le temps d'Aristote. « L'affaire de l'homme est d'acquérir, celle de la femme est de conserver. »

Dans les intéressants travaux de la Société d'études législatives, on retrouve une même préoccupation chez tous les membres qui prirent part à la discussion du projet de loi ; ils voulaient assurer à la femme qui travaille l'administration et la disposition de ses économies. M. Tissier examinant la proposition votée en 1890 par la Chambre des Députés, la critique en ces termes (1) :

« Ainsi réduite, la réforme est bien insuffisante : je ne dis pas, comme beaucoup l'ont dit, que ce n'est rien. Ne serait-ce que la consécration légale de ce qui se passe dans la réalité, ce serait déjà beaucoup. Mais la loi ainsi conçue serait à mon avis trop restreinte, en désaccord avec les bases mêmes de la réforme. Elle serait imprévoyante puisque, une fois le salaire reçu et encaissé, ou employé en placements quelconques, elle le laisserait tomber au pouvoir du mari ou l'exposerait aux poursuites de ses créanciers personnels. Celui-ci pourrait dès lors dissiper les économies faites péniblement par la femme, vendre ou donner les misérables meubles acquis par elle ; tous ses créanciers pourraient saisir ces meubles : ils seraient un élément de crédit pour le mari. La conséquence, c'est qu'on détournerait la femme de l'épargne. »

A quoi bon épargner en effet, puisque toute somme

(1) *Bulletin de la Société d'études législatives*, 1902, p. 43.

prélevée sur les salaires doit retomber entre les mains du mari et servir peut-être à payer ses dettes de débauche. Et l'homme mettra de préférence la main sur ce petit capital dissimulé par sa compagne tout au fond de l'armoire. Il lui attribuera plus d'importance qu'au faible salaire hebdomadaire dont il n'osera pas toujours s'emparer, arrêté encore par la pensée des besoins immédiats de ses enfants.

Mais quelle bonne aubaine pour lui, quand, ayant découvert la mystérieuse cachette, il palpera les pièces d'or, objet de sa convoitise. Il désertera pour quelques jours le foyer familial emportant cette petite fortune que la femme a pu se créer grâce à toutes sortes de privations qu'elle s'est volontairement imposées.

Peut-être, plutôt que de laisser tomber entre les mains de son compagnon cet argent qu'il n'a pas gagné, l'épouse n'hésitera-t-elle pas à le dépenser elle-même. Elle achètera un objet de luxe sans grande utilité dans un ménage ouvrier : par exemple une dentelle, une bague. Elle sera attirée par les promesses alléchantes des grands magasins qui pratiquent les ventes à tempérament : elle se meublera beaucoup plus richement que sa situation ne le permet. Et, régulièrement, à des échéances certaines et inévitables, les créances devront être payées avec un argent qui aurait été beaucoup mieux employé si l'épouse avait eu la faculté d'épargner. Qu'importe ! La loi qui dispose favoriserait en droit le gaspillage et interdirait en fait l'économie.

Aussi les propositions postérieures ont-elles été heu-

sement inspirées en laissant de côté cette restriction et en préparant par là l'avènement de l'article 4.

Les économies sont protégées par le législateur parce qu'elles proviennent du labeur de l'épouse. Or, à côté de ces fruits dont la constitution exige un acte volontaire de l'épouse, il est d'autres valeurs qui, en dehors de toute manifestation de volonté viennent, remplacer en tout ou en partie la capacité de travail détruite ou affaiblie ; nous visons par là les indemnités payées à la suite d'un accident du travail dont l'épouse a été victime. Il n'y a pas là une question purement théorique : le développement de l'industrie moderne en utilisant la vapeur et l'électricité a domestiqué des forces qui ont de temps en temps de terribles revanches. Les accidents se multiplient à tel point qu'ils sont devenus un risque dans toute entreprise et que ce risque a été couvert par des assurances. Lorsqu'un accident se produit, lorsque la femme laborieuse est blessée par l'explosion d'une machine, elle a droit à une indemnité plus ou moins importante suivant les distinctions prévues par la loi du 9 avril 1898.

Or cette somme versée par l'assureur peut, si on en analyse exactement la nature juridique être considérée comme une compensation de la diminution de la force du travail ; à ce titre, elle est, pour ainsi parler, une fraction du salaire et elle est à notre avis régie par la loi du 13 juillet 1907.

La question est plus délicate si on envisage les pensions de retraite. Elles correspondent, elles aussi, à une part du traitement. Le seul problème complexe se pose lorsque l'activité de la femme s'est exercée avant son mariage. Nous ne pouvons entrer ici dans le détail et nous nous bornerons à indiquer rapidement les différents systèmes qui ont été proposés. Les uns décident que toute la pension fait partie du pécule réservé, les autres la divisent proportionnellement au temps pendant lequel la femme a été soumise au droit commun du Code civil.

SECTION III

A quelles femmes s'applique la loi du 13 juillet 1907 ?

§ 1. — LA RÉFORME S'APPLIQUE A TOUTES LES FEMMES QUEL QUE SOIT LE MODE D'EXERCICE DE LEUR ACTIVITÉ.

Nous avons déterminé jusqu'ici quels étaient les *objets* des droits conférés par le texte nouveau. Il s'agit maintenant de rechercher quels sont les *sujets* de ces droits. C'est qu'en effet la réforme, si originairement elle était liée à la question ouvrière, a été, dans la suite des discussions, particulièrement étendue. C'est sans doute le sort de la femme pauvre qui, au début a tiré le législateur de son inac-

tion ; il pensait alors que la femme de situation aisée était en mesure de défendre ses propres intérêts par la rédaction d'un contrat. Il savait que le code de 1804, rédigé pour la bourgeoisie, protégeait la femme qui avait des biens personnels, qui apportait une dot, en lui octroyant la séparation de biens.

Il ne songeait donc qu'à la femme ouvrière et en cela, il s'inspirait de l'exemple d'un pays voisin. La loi belge du 10 mars 1900 sur le contrat de travail accorde, en effet, à la femme mariée un droit d'administration sur son salaire, seulement si celui-ci n'est pas supérieur annuellement à 3.000 francs.

Dès la rédaction des projets Jourdan et Goirand, cette conception restrictive paraît écartée. Son abandon est définitivement consacré dans les délibérations de la Société d'études législatives où d'éminents juristes se montrent soucieux de donner à la loi future une portée très grande.

Comme le dit M. Tissier (1) : « Il n'y a pas à hésiter à protéger d'une façon générale, comme les lois étrangères l'ont fait, toutes les femmes qui ont à recevoir d'un tiers le prix de leur travail, ouvrières, domestiques, employées, fonctionnaires, toutes celles qui sont liées par un contrat de prestation de travail ou de services. Ne

(1) *Bulletin de la Société d'études législatives*, 1901-1902, p. 38 et 39.

faut-il pas aller plus loin ? Il y a des femmes qui exercent un commerce séparé ou qui exercent des professions dites libérales, qui sont médecins, artistes, écrivains. Ne doit-on pas leur appliquer la loi nouvelle ? Pourquoi s'arrêter à certaines catégories de femmes mariées et ne pas protéger toutes celles qui travaillent et contribuent par leurs gains, quel qu'en soit le caractère, à l'entretien du ménage et au bien être de la famille ? Pourquoi s'en tenir aux salaires et aux traitements ? Il y a dans de petits commerces tenus par des femmes, des bénéfices aussi respectables, aussi dignes d'être protégés que les salaires de l'ouvrière contre le mari et surtout contre les dettes du mari ; on éviterait ainsi bien des demandes en séparation de biens. »

Si le législateur avait créé des distinctions plus ou moins vagues entre les diverses professions, les unes profitant de la réforme, les autres n'y ayant pas droit : il en serait résulté d'extrêmes complications.

M. Cauwès fait remarquer fort justement que toute loi doit avoir une portée générale. « Il importe, écrit-il, de conserver aux lois civiles leur caractère de législation générale et de ne pas créer dans les lois constitutives de l'ordre familial des catégories professionnelles. » Toutes les femmes qui travaillent sont dignes de profiter des avantages de la loi de 1907, toutes ont besoin de justice. Dans tous les ménages, riches ou pauvres, le mari qui s'attribue sans motif un bien qui ne lui appartient pas commet, suivant une juste expression, un « vol conju-

gal ». Il détourne pour son profit personnel une somme qui devrait avoir une destination tout autre, puisqu'elle devrait être employée à subvenir aux besoins de la famille. Ne doit-on pas mettre le mari dans l'impossibilité d'employer ces moyens malhonnêtes?

Évidemment, la situation de la femme pauvre paraît surtout digne de pitié et nous émeut de préférence. Mais ne devons-nous pas prendre aussi en considération le sort de cette femme qu'un revers de fortune oblige à gagner sa vie. Son talent de pianiste ou de chanteuse lui procure des cachets importants. Pourquoi le produit de son travail irait-il grossir le budget des réjouissances du mari, qui peut-être a dissipé au jeu la fortune de sa compagne!

L'idée émise par M. Tissier, à la Société d'études législatives, a été adoptée par M. Grosjean à la Chambre et par M. Gourju au Sénat : elle a heureusement abouti.

Au Sénat, M. Guillier (1), dans la séance du 14 mai 1907, avait fait la proposition suivante : « J'espère que le Sénat, voudra, avec sa commission, mener à bien cette réforme qui intéresse à un si haut degré toutes les femmes françaises qui travaillent et qui par là sont dignes de toute notre sollicitude. »

La femme commerçante profitera donc elle aussi des faveurs de la loi du 13 juillet 1907, car le texte l'article 1^{er} ne contient aucune restriction. Dans le rapport Guillier, il

(1) *Journal Officiel*, 1907, Sénat, 15 mai, p. 620 et seq.

s'agit d'appliquer la réforme à toutes les femmes qui travaillent (1), « qu'elles soient ouvrières, employées, professeurs, artistes, écrivains, fonctionnaires, *commerçantes ou artisanes*. » C'est justice : la femme commerçante est quelquefois l'unique agent de production du ménage ; elle consacre toute son activité à la prospérité des intérêts de la famille. Qu'un mari, mal intentionné, lui enlève ses économies, et la voilà réduite à fermer la maison. De ce fait elle encourra un grave préjudice, car cet acte du mari aura des conséquences quelquefois terribles et suffira souvent à provoquer une faillite.

Le code de 1804 avait traité avec faveur la femme qui entreprend le commerce avec l'autorisation de son mari. Elle n'aura pas besoin d'une habitation spéciale pour accomplir chacun des actes nécessités par l'exercice de sa profession. Une autorisation générale, et donnée au début de l'entreprise, suffira.

Il serait vraiment singulier qu'une loi introduite en faveur de l'épouse laborieuse ne vienne pas profiter à cette catégorie de femmes que la législation impériale avait déjà favorisée. Au fond, le code de 1808 apparaît comme une transition entre le code civil de 1804 et la loi du 13 juillet 1907, il est le premier à faire l'application de cette idée que l'activité économique exige plus de liberté et plus d'indépendance. Ici, comme souvent, le droit

(1) Rapport Guillier. Documents parlementaires. Sénat 1907. Annexe n° 77.

commercial apparaît comme un précurseur qui se dégage du formalisme étroit du droit civil et qui reconnaît à la personnalité humaine une plus grande autonomie.

Aussi la loi de 1907 est-elle fort utile à la femme commerçante, car elle constitue une étape nouvelle et particulièrement hardie. En effet, sous le régime du code, la femme une fois retirée des affaires, devait laisser entre les mains du chef de la communauté tous les profits qu'elle avait pu réaliser : l'autorisation de les administrer elle-même ne lui était concédée, pour ainsi dire qu'à titre précaire et seulement pendant la durée de l'exercice de sa profession.

Désormais la femme, même après la cessation de son commerce, administrera seule les économies qu'elle a pu faire ; et le chef de la communauté n'aura que le droit d'obliger sa compagne à contribuer aux charges du ménage (art. 7 de la loi nouvelle).

Nous verrons dans le chapitre suivant que, depuis 1907, les dettes du mari, contractées dans un intérêt autre que celui du ménage, ne grèveront jamais les biens provenant du travail de sa femme et qui constituent son pécule. Donc la femme commerçante est à l'abri des demandes incessantes d'argent : et le mari, tout en connaissant la prospérité de l'exploitation commerciale dirigée par sa compagne, ne pourra s'en approprier les bénéfices ni directement, ni indirectement.

Lorsque la communauté vient à disparaître du vivant

des deux époux ou par la mort de l'un d'eux, la femme a la faculté ou d'accepter ou de répudier la masse commune. Dans ce dernier cas, elle gardera les profits qu'elle a pu retirer de son commerce et ces biens ne seront tenus que des dettes contractées par le mari dans l'intérêt du ménage.

Enfin la loi de 1907 a accordé à la femme commerçante la capacité d'intenter seule une action en justice pour les besoins de sa profession.

Mais à la base de la loi nous pouvons relever une lacune importante : le mari peut paralyser l'activité de sa compagne, en lui interdisant l'exercice de la profession commerciale. L'article 4 du code de commerce en effet n'a pas été abrogé (1).

Il arrivera souvent que la femme régulièrement autorisée entreprendra un commerce à l'aide d'économies provenant de son travail personnel. Elle achètera un modeste fonds de commerce, une petite blanchisserie par exemple et commencera son exploitation avec l'aide seulement du faible capital mis en réserve et qui est le fruit de son labeur. Dans ce cas, c'est indiscutable, l'épouse doit profiter de la réforme de 1907 : la loi l'autorise en effet à administrer librement ses économies : or, on ne peut le

(1) La législation belge est un peu moins rigoureuse : contre le mauvais vouloir évident du mari, la femme a un recours devant les tribunaux.

nier, l'achat d'un fonds de commerce doit être considéré comme un placement d'argent.

Mais les difficultés les plus sérieuses s'élèvent lorsque le capital destiné à servir de première mise de fonds dans l'exploitation commerciale, ne provient pas du pécule, mais qu'il est constitué à l'aide des biens communs, des biens du mari ou des propres de la femme. Les bénéfices que la femme réalisera dans cette hypothèse, devront-ils alors entrer dans la catégorie des biens réservés?

Le capital est peut-être un propre de la femme; or, depuis 1907 comme avant, le mari perçoit les revenus des propres de l'épouse. Si le capital est prélevé sur les biens communs ordinaires, on se trouve encore en présence d'un droit de jouissance reconnu au mari en sa qualité de chef de la communauté. Si enfin le capital est un propre du mari, le droit de celui-ci est encore plus impérieux puisqu'à l'usufruit viendra se joindre la propriété.

C'est en raison de ces difficultés que M. Thaller s'élevait avec vivacité contre l'idée de faire profiter la femme mariée commerçante de la réforme. Il approuvait pleinement les modifications apportées aux droits du mari sur les salaires de l'épouse ouvrière ou employée dans la maison d'autrui; mais il ne consentait pas à donner à la commerçante le droit de s'affranchir des restrictions imposées dans le code de 1807.

Il y a en effet « une grande différence entre la femme ouvrière et la femme commerçante, la voici : tout com-

merçant met dans son fonds un petit capital, si faible soit-il (quelques milliers de francs). Ce capital, d'où vient-il? Quelle en est la nature? C'est une valeur de communauté nécessairement; ce capital de communauté, je ne dis pas qu'il demeure sous la gestion actuelle du mari, puisqu'il en a confié tout au contraire à sa femme l'administration, mais il reste sujet au retrait du mari aussitôt que celui-ci en témoignera le désir.

Telles circonstances vont mettre un terme à l'exploitation de ce commerce : la femme tombe malade par exemple : cette valeur, ce capital de 3 à 4.000 francs va se trouver grossi des bénéfices réalisés dans l'intervalle. Or, il est absolument impossible de matérialiser le profit réalisé dans des biens qui se sépareraient du fonds d'exploitation lui-même. Il est incorporé dans l'ensemble du capital industriel, dans les marchandises, dans la caisse, dans le compte des banquiers. Si le mari a le droit de reprendre ce capital, du même coup s'exerce en sa faveur la reprise des bénéfices.

Toute ligne de démarcation m'échappe. Le bénéfice c'est la différence entre deux valeurs : la valeur d'entrée d'exercice et la valeur de sortie.

En prétendant donner au profit un corps distinct, nous entrons dans des difficultés à peu près inextricables : Ou bien il faudra recourir à une ventilation, permettre à la femme, si son mari entend la déposséder de tout capital et bénéfices réunis de recourir à une procédure ayant pour

but un partage d'administration, quoique rien ne soit changé au régime matrimonial (1). »

Ces difficultés de fait expliquent pourquoi le rapport de M. Tissier au lieu de se rallier à une conception très large déclare que « les droits institués ne s'étendront pas aux gains provenant d'un commerce ou d'une industrie entretenu ou alimenté, à l'aide des fonds du mari ou de la communauté. »

Mais si cette conception peut se défendre au point de vue théorique, elle méconnaît certainement l'équité qui impose une protection analogue dès l'instant où des intérêts semblables se trouvent menacés.

D'autre part ce point de vue n'est certainement pas celui du législateur français. La généralité même des termes employés, les déclarations précises et formelles faites dans les travaux préparatoires empêchent sur ce point toute controverse et M. Thaller lui-même le reconnaît.

La question se trouve ainsi déplacée, elle n'est plus de savoir si la loi s'applique, mais comment elle s'applique. Y a-t-il à établir une séparation dans les bénéfices commerciaux? Acceptons-nous la théorie qui admet l'affirmative en déclarant qu'on ne peut pas sacrifier les droits du mari au nom des prérogatives de la femme, et que si le chef de la communauté met des fonds dans l'exploitation commerciale, il a le droit de retirer l'intérêt de son argent?

(1) Thaller, *Bulletin de la Société d'études législatives*, 1902, p. 121.

Mais en fait, cet isolement des intérêts des capitaux est impossible en dehors d'une convention : il est du reste à remarquer que le mari n'est pas sacrifié ; il n'a qu'à stipuler un intérêt et, s'il a omis de le faire au commencement du négoce, il lui est toujours loisible de le faire après, en menaçant au besoin de retirer son autorisation.

Il est du reste à remarquer que si le mari gère convenablement ses propres affaires, la femme, à la dissolution du régime matrimonial, acceptera la communauté et qu'ainsi, postérieurement, le mari profitera du négoce.

Nous avons montré jusqu'à quel point la loi du 13 juillet 1907 est large relativement aux personnes qu'elle comprend dans sa sphère d'application. Elle s'étend en effet non seulement aux ouvrières, aux employées, aux fonctionnaires, mais aux commerçantes, aux artistes. Bien plus, il n'est même pas nécessaire que la femme exerce une profession proprement dite. Ainsi l'idée qu'avait exprimée en 1906 M. Perreau dans sa chronique législative de la *Revue critique de législation et de jurisprudence*, se trouve consacrée par la loi nouvelle. « Pourquoi, disait-il, ne pas soustraire au mari le produit des ouvrages plus ou moins importants que les femmes du monde ont coutume de faire, soit par agrément, soit par philanthropie ? C'était jadis les tricots et les crochets, passe temps du coin du feu

de nos vieilles grands-mères. Ce furent plus tard des enluminures, petites aquarelles, terres cuites, barbotines, etc... Aujourd'hui c'est le tour des pyrogravures, cuirs patinés, étains et cuivres repoussés, etc... ce serait un moyen d'occuper, grâce à l'attrait d'un gain dont elles pourraient disposer, bien des mains jusqu'alors inactives. »

§ II. — LA RÉFORME S'APPLIQUE A TOUTES LES FEMMES, QUEL QUE SOIT LEUR RÉGIME MATRIMONIAL ET QUELLE QUE SOIT LA DATE DE LEUR UNION.

Le législateur, en créant au profit de la femme des droits nouveaux sur les produits de son activité, a voulu donner à la réforme une très large application.

Ce n'est pas seulement la femme mariée sans contrat sous le régime de la communauté légale, qui profitera des avantages de la loi ; désormais toutes les femmes mariées auront les mêmes prérogatives sur les produits de leur activité. Bien plus, les femmes mariées antérieurement à 1907 pourront bénéficier de ces faveurs : la réforme est donc très générale. L'article 1 formule une disposition impérative qu'on ne pourra transgresser : la nullité de toutes clauses contraire est expressément visée.

Il ne nous appartient pas ici de nous étendre longuement

sur ces caractères de la loi, puisque notre étude se restreint à la condition des biens réservés sous le régime légal. Cependant il ne faut pas les laisser dans l'ombre car ils prouvent le souci du législateur de mettre fin d'une façon certaine aux abus des maris indécents qui, forts du droit attribué à eux par le code de 1804, dissipaient, selon leur bon plaisir, un salaire péniblement acquis par leur compagne.

C'est que la femme ne souffre pas seule de ces vexations quotidiennes : les enfants du ménage, innocentes victimes, subissent le contre coup inévitable du désaccord des parents et de la dissipation des sommes nécessaires à la vie de tous.

Caractère d'ordre public

Le législateur n'a pas admis qu'on puisse contrevenir par une manifestation de volonté aux dispositions de la loi de 1907, et dont le but direct est la protection du salaire de l'épouse contre les abus de pouvoir du mari.

Dans tous les ménages français, désormais, la femme aura donc la faculté de toucher elle-même son salaire et d'en disposer pour les besoins du ménage sans qu'il lui soit nécessaire d'invoquer la théorie du mandat tacite ;

elle pourra même, nous l'avons dit, économiser et placer les sommes ainsi gagnées grâce à son labeur quotidien.

Si le régime de la loi eut pu être écarté par convention, le futur époux aurait eu recours à la rédaction d'un contrat pour se soustraire aux conséquences des dispositions nouvelles. Il fallait donc prévoir sa résistance, puisque, aux termes de la loi, le mari perd tout droit sur les salaires de sa compagne. Ainsi qu'on l'a fait fort justement remarquer au Sénat, l'habitude de rédiger un contrat de mariage serait rapidement entrée dans les mœurs populaires, au détriment de l'épouse. La réforme aurait perdu sa portée.

C'est pourquoi le principe d'ordre public fut admis en deuxième délibération au Sénat, malgré l'opposition du rapporteur.

Il est nécessaire de retracer ici l'histoire de cette transformation de la conception primitive.

Dans la séance du 24 mai 1907, M. Maurice Faure présenta un amendement (1) tendant à ajouter ces quelques mots pour terminer l'article 1 de la loi : « La femme ne peut renoncer par contrat de mariage aux droits qui lui sont conférés par la présente loi. »

C'était une importante modification au texte, l'auteur de l'amendement le reconnaît, mais elle lui semblait absolu-

(1) Cf. *J. O.*, Sénat, Débats parlementaires, 24 mai 1907, p. 660 et seq.

ment nécessaire, car il fallait donner à une réforme si longtemps attendue et si juste en soi un vaste champ d'application. Aux arguments présentés par M. Maurice Faure, M. de Lamarzelle ajouta le suivant : « Vous créez une nouvelle capacité pour la femme, dit-il, or, tout ce qui concerne la capacité ou l'incapacité d'une personne juridique est de droit public, par conséquent vous ne pouvez pas y porter atteinte par des conventions particulières. » D'après lui, le dogme de la liberté des conventions matrimoniales n'est point en cause.

Le rapporteur, malgré les avis contraires éloquemment exprimés, se refuse à admettre ce point de vue. Il veut que le régime établi par la loi soit proposé et non imposé aux parties : c'est pourquoi il veut conserver sa liberté à la femme. « Son intérêt privé, déclare-t-il, est seul en jeu. Elle est parfaitement capable de juger sainement s'il est ou non avantageux pour elle de stipuler telle ou telle combinaison pécuniaire. » « Le mari, réplique M. Georges Le Chevalier, ne peut renoncer aux droits que la loi lui confère en tant que chef du ménage : il est par suite naturel que le même caractère soit conféré aux droits nouveaux de l'épouse. » Il ajoute : « Il est une liberté supérieure à celle des conventions, c'est la liberté des personnes. »

Il était à craindre qu'une volonté contraire à la loi vint en paralyser les effets, et ce péril avait été très nettement mis en relief par M. Maurice Faure. « Si vous laissez grande ouverte ou même simplement entrebaillée la porte

qu'avait fermée la Chambre, il serait fort à craindre que sous l'empire de la suggestion de l'intérêt personnel, la clause de renonciation ne devint dans les contrats de mariage, d'un usage presque constant et ne finit par être ce qu'on appelle une clause de style (1). »

Ces protestations auxquelles vint se joindre M. Poulle finirent par triompher, et on inséra dans l'article 1 de la loi les mots suivants : « à peine de nullité de toute clause contraire portée au contrat de mariage. »

Ainsi, comme le remarque M. Saleilles (2), on se trouve en présence, « non plus d'une clause interprétative de volonté, mais d'une conséquence du mariage lui-même en tant que mariage et indépendamment du régime ; donc d'un effet propre dérivant du mariage, au même titre que l'incapacité de la femme elle-même, telle qu'elle apparaissait dans les idées encore dominantes à l'époque du code civil. »

La conception du législateur français apparaît sur ce point comme le couronnement d'une longue évolution. Le code civil allemand de 1896 avait considéré l'institution du pécule comme inconciliable avec le régime de la communauté, et il avait admis la possibilité de le faire disparaître par une convention formelle. Le code civil suisse de 1907

(1) Cf. J. O., Sénat, Débats parlementaires, Séance du 24 mai 1907.

(2) Cf. *Bulletin de la Société d'études législatives*, année 1907, p. 567.

donne plus d'étendue à la réforme en généralisant son application à tous les régimes, mais il conserve le droit des époux de rédiger un contrat qui écarte cette disposition légale. Enfin la loi française conservant l'extension réalisée par le code civil suisse, admet le caractère d'ordre public de la réforme.

Il est donc certain que l'accord des conjoints est incapable de restreindre le patrimoine réservé de l'épouse, mais en sens inverse la question se pose de savoir s'il n'y aurait pas moyen par une convention d'accroître les prérogatives conférées à la femme. Cet élargissement de sa capacité pourrait se réaliser par deux modes différents : ou bien en lui permettant des actes que la loi défend par exemple des aliénations, à titre gratuit, ou bien en faisant entrer dans la composition du pécule de nouveaux éléments, par exemple, des biens propres à la femme, des valeurs à elle constituées en dot.

Le même intérêt se rencontre pour l'épouse, qu'il s'agisse des fruits de son travail, ou d'une dot qui lui a été versée à l'occasion de son mariage. Les mêmes dangers existent et la même protection semblerait devoir s'imposer.

D'autre part, les instruments du travail qui ne sont pas compris, à tort peut-être, dans notre loi française, mériteraient bien d'être mis à l'abri des abus du mari. Il est

inadmissible en effet que celui-ci puisse, par exemple, vendre la machine à coudre nécessaire au labeur de sa compagne.

Mais au point de vue du droit positif, il paraît impossible d'admettre la constitution conventionnelle de biens réservés. C'est qu'en effet, la loi de 1907 a un caractère exceptionnel, qu'en dehors d'elle, les principes généraux de la loi civile subsistent et que ceux-ci font rentrer dans la communauté tous les acquêts réalisés au cours de l'union conjugale, tous les meubles antérieurs ou postérieurs à la célébration du mariage.

**Les dispositions de la présente loi pourront être invoquées
même par les femmes mariées avant sa promulgation
(article 11)**

Lorsqu'une loi est d'ordre public, lorsqu'elle se justifie par le désir de faire cesser des abus particulièrement criants, longtemps tolérés et même encouragés par le législateur, il est nécessaire qu'elle entre rapidement dans le domaine de l'application pratique.

Sans doute, d'une façon générale, le réformateur doit avoir pour souci de ne pas modifier trop brusquement les droits reconnus, mais ce n'est pas porter atteinte à des droits que d'en refréner les abus.

C'est là, la cause profonde qui explique la disposition de l'article 11 du texte nouveau ; elle n'était mentionnée, ni dans la proposition de M. Gourju, ni dans le rapport de M. Guillier ; même le texte proposé en première délibération au Sénat lors de la séance du 14 mai 1907 ne renfermait que dix articles. C'est à la fin de la deuxième séance, du 24 mai, consacrée à l'élaboration de notre réforme, que le Président donna lecture d'un onzième article qui fut voté sans aucune discussion.

C'est qu'au point de vue pratique, la disposition de l'article 11 apparaît comme particulièrement heureuse. Si l'épouse dont le mariage était antérieur à la loi nouvelle n'avait pu jouir des prérogatives conférées par la loi nouvelle à la femme laborieuse, elle aurait dû souffrir, peut-être de longues années encore, de tous les excès que le régime antérieur avait révélés. Du reste, dès l'instant où l'on admettait le point de vue défendu par M. de Lamarzelle, dès l'instant où l'on rattachait à l'idée d'une capacité nouvelle les avantages conférés à la femme mariée, on devait songer à déclarer cette capacité immédiatement existante et à lui faire produire sans retard tous ses effets. Pouvait-on admettre qu'une femme mariée le 12 juillet 1907 fut incapable de disposer des fruits de son labeur, et qu'une de ses amies travaillant dans la même usine et mariée le 16 juillet profitât des droits considérables de la loi du 13 juillet 1907 ! On aurait ainsi établi sans aucune raison deux catégories de femmes, les unes douées de capacité,

les autres suivant les expressions de M. Sourdois (1)
« frappées par prétéritio[n] d'une sorte de *capitis deminutio*. »

Il est cependant à remarquer que la disposition de l'article 14 paraît méconnaître un des principes fondamentaux de notre droit français. Le Code civil, en effet, dans son article 2, décide en termes formels que « la loi ne dispose que pour l'avenir et qu'elle n'a pas d'effet rétroactif. »

Sans doute, il n'y a point là un principe d'ordre constitutionnel qui doive être suivi par le législateur ; il n'est mentionné que dans une loi ordinaire, et par suite il ne lie que le juge : est-ce à dire pourtant que l'article 14 dont nous nous occupons actuellement présente en réalité ce caractère de rétroactivité, et devons-nous sur ce point admettre sans réserve les déclarations du rapporteur au Sénat ?

Pour trancher cette question, il est nécessaire de préciser ce qu'il faut entendre exactement par la notion de rétroactivité. Longtemps obscurcie par des distinctions trop subtiles, entre les droits acquis et les simples expectatives, elle a été dégagée avec plus de netteté par la doctrine moderne.

Suivant la définition élaborée par M. Planiol, une loi

(1) Cf. Sourdois, *Revue trimestrielle de droit civil*, 1907, art. cité p. 579.

est rétroactive « quand elle revient sur le passé, soit pour apprécier les conditions de légalité d'un acte, soit pour supprimer ou modifier les effets d'un droit déjà réalisé (1). »

Il faudrait donc pour que la loi de 1907 fut véritablement une, rétroactive, qu'elle vint déclarer comprendre dans son application non seulement à partir du 13 juillet 1907 toutes les femmes mariées, mais encore qu'elle les autorise à réclamer à leurs conjoints tous les gains qui sont tombés dans la masse commune depuis la célébration du mariage. Prenons l'hypothèse suivante : une femme appartient par exemple à l'enseignement secondaire : elle a commencé ses fonctions le 1^{er} octobre 1900 ; elle s'est mariée en septembre 1903. L'article 11 vient seulement décider que cette femme a pu profiter des droits à elle conférés par la loi nouvelle dès le moment où le texte est devenu exécutoire par la promulgation et l'expiration du délai déterminé dans l'article 4 du Code civil. Mais cela ne veut pas dire que l'épouse puisse se retourner contre son mari, critiquer son administration pendant toute la période de 1903 à 1907. Elle ne peut pas attaquer en nullité les emplois que le mari aura faits de son traitement.

Or c'est seulement si une pareille faculté lui était reconnue qu'il y aurait un cas de rétroactivité. Alors, en

(1) Cf. Planiol, *Traité élémentaire de droit civil*, 5^e édit., 1908, tome I, p. 95.

effet, suivant le critérium défendu par M. Planiol, on reviendrait sur le passé, on remettrait en question des actes qui étaient entièrement valables à l'époque où ils ont été passés, parce qu'à ce moment ils n'excédaient en rien la capacité légale de celui qui y procédait.

Le législateur de 1907 ne l'a pas fait, et il est du reste juste de remarquer que, si on laisse de côté certaines lois inspirées par des considérations politiques spéciales, et pour lesquelles le caractère interprétatif dissimule le plus souvent une véritable rétroactivité, le législateur moderne a abandonné les violations du principe de rétroactivité que le droit intermédiaire avait pratiquées.

Il n'y a donc pas lieu d'attacher une importance trop grande aux déclarations faites par le rapporteur ; les termes qu'il a employés, dépassent manifestement la portée de la réforme.

Certains auteurs ont prétendu voir là une dérogation au principe consacré en termes formels par l'article 1395 du Code civil qui décide : « Les conventions matrimoniales ne peuvent recevoir aucun changement après la célébration du mariage. » Notre rôle n'est pas ici de nous étendre sur l'origine de cette règle qui, fondée d'abord sur la prohibition des donations entre époux, justifiée ensuite par l'intérêt des familles, tend de plus en plus à être négligée par les législations modernes. Il se produit ici comme dans la plupart des autres branches du droit, une extension de l'autonomie de la volonté et une restriction des dispositions impératives de la loi.

Mais il n'en est pas moins vrai que, dans notre législation positive, le principe subsiste et qu'il devrait à ce titre être respecté. Nous nous permettons cependant de faire remarquer aux auteurs qui invoquent l'article 1393, que ce texte placé au chapitre 1^{er} du titre du contrat de mariage, a uniquement en vue les *conventions* qui interviennent entre les futurs époux. S'il s'applique indiscutablement aux particuliers qui règlent leurs rapports pécuniaires, il n'a pas été édicté pour le législateur et par suite on ne peut reprocher à celui-ci de l'avoir violé.

Tout ce qu'il est permis à l'interprète de faire, c'est de constater qu'une modification se produira dans la pratique, que le régime matrimonial des époux se trouvera profondément transformé et différera de celui qu'ils ont stipulé lors de la célébration de l'union. Mais il n'y a point là une dérogation à l'article 1393, nous y voyons simplement une conséquence du caractère d'ordre public de la réforme.

Certains produits du travail de la femme échappent à ses pouvoirs nouveaux : notamment elle n'aura pas de biens réservés lorsqu'elle exercera la même profession que le mari et que leurs gains résulteront d'un commun travail (1).

(1) Les législations genevoise et belge admettent aussi cette distinction.

On peut envisager le cas des deux conjoints touchant une seule et même rémunération pour prix de leurs services, par exemple un ménage de concierges. Ils ont l'un et l'autre les mêmes attributions et ne touchent qu'une somme globale où la part de chacun n'est pas individualisée. La loi de 1907 ne s'applique pas à cette hypothèse.

Au contraire, si deux époux tout en exerçant un travail en commun ont un salaire distinct, les gains de l'épouse deviendront des biens réservés. Ainsi deux domestiques, mari et femme, travaillent dans la même maison, mais leurs gages leur sont versés séparément ; ou bien encore deux ouvriers mariés sont employés à la même usine et travaillent chacun dans un atelier différent. Les deux conjoints recevant l'un et l'autre un salaire, il n'y a aucune raison pour que le texte nouveau ne s'applique pas ici.

En résumé, et cette conclusion se dégage des exemples que nous venons de donner, ce qui exclura l'application de la loi du 13 juillet 1907, ce n'est pas, comme semblerait le faire croire la rédaction du dernier alinéa de l'article 1, le fait du travail commun, c'est bien plutôt que la rémunération n'est pas versée distinctement à chacun des travailleurs, mais est stipulée d'une façon générale pour le mari et pour l'épouse sans attribution de parts.

M. Pichon, dans la *Revue critique de législation et de jurisprudence* (1), s'insurge contre cette grave dérogation

(1) Cf. *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1908, p. 415.

à la règle générale, la loi ayant pour but de protéger toutes les femmes qui travaillent.

« Serait-ce, écrit-il, à raison de la difficulté qu'il pourrait y avoir à déterminer, en cas d'activité commune, la part qui serait laissée à l'administration du mari et celle qui reviendrait à l'administration de la femme ? Il nous semble que cette objection aurait été sensiblement atténuée, si, d'avance, la loi avait décidé par exemple que ce partage d'administration se ferait par moitié. »

D'après M. Pichon, la difficulté n'est pas plus sérieuse dans cette hypothèse que dans celle où le mari a mis des capitaux à lui personnels dans une entreprise dirigée par l'épouse.

« La difficulté qui risquerait de s'élever en l'espèce entre le mari et la femme est exactement la même que celle qui, chaque jour, peut s'élever entre deux associés. » La complexité des relations qui naissent entre les divers membres d'une société par actions, n'autorise pas le législateur à prohiber la répartition des bénéfices.

CHAPITRE II

CONDITION DES BIENS RÉSERVÉS PENDANT LA DURÉE DE LA COMMUNAUTÉ

SECTION I

Nature des biens réservés

Les salaires de la femme mariée sous le régime de la communauté légale et ses économies continuent à faire partie de la masse commune. Cette affirmation trouve, dans les travaux préparatoires et dans l'étude approfondie faite de la question du libre salaire de la femme mariée à la Société d'études législatives, un solide appui.

Il n'était cependant pas impossible d'admettre, que, pour remédier aux abus de la puissance maritale, le législateur dût avoir recours à une séparation partielle de ces biens acquis par la femme et constitués à l'aide des pro-

duits de son travail. C'est ce qu'explique en ces termes M. Bérard (2).

« Une première solution s'offrait très nette et très tranchée : c'était d'organiser pour les biens réservés une séparation de biens partielle. Cette conception hardie fut soutenue dans la Commission. N'avait-elle point le mérite et l'attrait d'une innovation radicale et simple de sens très précis ? Par là, on placerait le pécule de la femme dans une condition juridique parfaitement définie, sous les règles d'un régime matrimonial connu et tous les jours pratiqué. »

La femme serait donc séparée de biens quant aux produits de son travail, la communauté demeurant toutefois le régime matrimonial du ménage.

Resteraient dans le patrimoine commun, tous les meubles des époux, les successions mobilières échues au cours du mariage et les produits du travail du mari, ceux-ci tombant dans la masse commune en qualité de meubles acquis pendant la durée du mariage ; les immeubles acquis postérieurement au mariage feraient également partie de la communauté. Les produits du travail de la femme constitueraient des propres.

L'actif commun ainsi composé, nous ne pourrions nous défendre de trouver excessive et injustifiée la protection organisée en faveur de l'épouse. Celle-ci aurait été, en

(1) *Bulletin de la Société d'études législatives*. 1902, p. 454.

effet, propriétaire de ses gains et salaires du jour où elle les aurait reçus. Par juste réciprocité, il eut fallu admettre un droit égal pour le mari et décider que lui aussi, il garderait la propriété des biens acquis par son travail. Mais alors, autant valait déclarer franchement que la communauté n'est plus en France le régime légal, que toutes les préférences du législateur sont en faveur d'un régime se confondant pour toutes les classes laborieuses avec la séparation de biens.

L'exclusion de la masse commune des produits du travail de l'épouse aurait pour effet dans certains ménages pauvres de laisser au mari seul la mission de créer et de développer par son activité les biens communs ; car le salaire respectif des deux conjoints constitue quelquefois tout l'actif de la communauté ; c'est l'unique revenu du ménage. Quels sont en effet les meubles antérieurs au mariage ? Le lit, l'armoire et la table ; ceux qui pourront au cours du mariage provenir d'une donation ou d'une succession ne seront pas nombreux et n'auront qu'une très faible valeur. Si on soustrait les produits du travail de la femme à la masse commune il n'y a plus aucun motif pour y comprendre ceux du mari.

Que signifierait alors ce mot de « communauté » dont se parerait le régime matrimonial ? Où serait le patrimoine « commun », dû aux efforts de chacun des deux époux ? La collaboration n'existe plus si la femme donne aux produits de son activité une vie à part. L'étiquette de

« communauté » est non seulement une formule vide de sens, mais encore un contre-sens.

Certaines législations voisines ont pu concevoir pour les biens réservés de la femme une séparation partielle, mais, remarquons-le, elles n'ont pas admis comme régime légal la communauté. La communauté d'administration (1) organisée par le code allemand et le code suisse diffère profondément de la conception communautaire qui durant des siècles a dominé le droit matrimonial français. C'est ce qui autorise M. Saleilles à écrire fort justement (2) : « Je me contenterai d'indiquer que la conception un peu hybride et quelque peu complexe qui maintient à ces biens réservés leur qualité de biens communs, au moins provisoirement, n'a pu trouver crédit que sous le régime juridique du droit français ou des

(1) Le code civil allemand de 1896, exécutoire depuis le 1^{er} janvier 1900, n'admet la communauté que comme régime conventionnel, stipulé par les époux. Il vise dans ses articles 1437 à 1519 la communauté universelle, de 1519 à 1549, la communauté d'acquêts, de 1549 à 1558 la communauté de meubles et acquêts (*Fahrnisgemeinschaft*). Mais le régime légal, organisé dans les articles 1363 et suivants et désigné sous le nom de communauté d'administration, se rapproche en réalité de notre régime français de sans communauté.

Le code civil suisse, voté le 9 décembre 1907 et exécutoire à partir du 1^{er} janvier 1912, se rattache à la même conception. L'union de biens y est également le régime du droit commun.

(2) *Bulletin de la Société d'études législatives*, 1907, p. 569.

législations qui lui sont apparentées, comme c'est le cas de la loi genevoise de 1894. »

Nous avons déjà fait remarquer, au cours de ces explications, l'influence qu'exerça sur la réforme française la loi genevoise du 7 novembre 1894. Le canton de Genève était soumis au régime du code civil français de 1804 avec quelques légères modifications. A la fin du xix^e siècle, certains juristes de talent, en particulier M. Bridel, se sont appliqués à prouver que le régime légal français s'était montré profondément injuste envers la femme qui travaille, en exagérant les pouvoirs du mari sur les salaires de sa compagne. Un mouvement d'opinion très sérieux a fait aboutir la loi du 7 novembre 1894 (1). Le législateur genevois n'a pas adopté la thèse de la séparation partielle de biens en ce qui concerne les produits du travail de la femme : ceux-ci continuent à faire partie de la masse commune. Dans un article fort intéressant, M. Bufnoir (2) a très judicieusement expliqué que la réforme ne modifie en rien les règles essentielles du régime de la communauté.

(1) L'émancipation des femmes a eu à Genève de nombreux apôtres : entre autres, M. Secrétan professeur à l'Université et M. Bridel, auteur de nombreux ouvrages sur la condition de la femme. La loi du 7 novembre 1894, est le résultat d'une pétition pour la réforme de la condition légale des femmes.

(2) *Bulletin de la Société de législation comparée*, février 1896, p. 176.

En France, soit dans les travaux préparatoires de la loi, soit dans la discussion des articles à laquelle le Sénat consacra une partie des séances des 14 et 21 mai 1907, aucune voix discordante ne s'est élevée pour demander qu'il fût institué quant aux produits du travail de la femme une séparation impartielle. Nous nous en référons à M. Saleilles pour établir sous quel jour le législateur français a envisagé la réforme (1).

« Quel sera l'effet de la loi nouvelle sur ces gains et salaires, lorsque normalement ils doivent appartenir à la communauté ?

Il y a sur ce point, une première question théorique, ou, si l'on veut, un problème de construction juridique à trancher, puis une question pratique qui seule importait à résoudre.

Le problème théorique touche à la question de propriété, le problème pratique vise la question d'administration.

La loi nouvelle avec raison selon moi, n'a pas entendu résoudre la question théorique : elle ne touche, au moins à son texte pris littéralement, qu'à la seconde.

Précisons bien le nœud du problème. La question de propriété revient à se demander si, sous le régime de la communauté, les gains et salaires de la femme continueront à faire partie de la communauté, c'est-à-dire à être propriété de la communauté. Deviendront-ils au contraire

(1) Cf. *Bulletin de la Société d'études législatives*, 1907, p. 567.

propriété séparée de la femme et constitueront-ils ainsi un petit patrimoine séparé, combiné avec le principe de la communauté ? La loi ne s'exprime point d'une façon expresse sur ce problème initial. Elle se contente de nous dire quels seront les pouvoirs de la femme sur ces biens acquis par son travail. C'est la question pratique d'administration qu'elle a seule entendu résoudre. »

Ainsi d'après M. Saleilles, le texte de la loi de 1907 manque de clarté et de précision. Il donne un résultat sans songer à le justifier au point de vue des principes. Dans son début, il ne se prononce pas catégoriquement sur la nature juridique des produits du travail de la femme.

C'est pourquoi quelques auteurs se basant sur certaines expressions employées par le législateur, ont voulu comprendre tout autrement le sens de la réforme et ont prétendu y trouver la consécration d'une séparation partielle pour les biens réservés de l'épouse.

Ils ont surtout tiré argument de l'article 1 : ce texte semble en effet assimiler à la condition de la femme séparée de biens, la situation nouvelle créée par la loi au profit de la femme qui travaille en vue de subvenir aux besoins du ménage.

Nous ne pouvons avoir ici de meilleur guide que M. Saleilles (1).

(1) *Bulletin de la Société d'études législatives*, 1907, p. 567 et suiv.¹

« J'ai cependant laissé entendre, écrit-il, que cette construction juridique, celle à coup sûr, qui correspond le mieux à nos traditions juridiques françaises, et qui peut s'autoriser déjà de précédents précieux et d'opinions influentes, n'était pas expressément admise ou imposée par la loi.

Il semblerait même au premier abord que l'article 1 pris à la lettre lui serait nettement contraire, puisqu'il assimile la position juridique de la femme par rapport à ce que l'on appelle communément aujourd'hui les biens réservés, à celle qui lui appartient sous le régime de séparation, relativement à sa fortune personnelle.

Or il n'est pas douteux que, sous la séparation, la femme garde ou reprend la propriété de ses biens ou apports.

L'article 1 viserait donc, avant tout, les biens dont la femme garderait la propriété. »

Plus loin, M. Saleilles commente la disposition de l'article 5 ainsi conçue : « Si la femme renonce à la communauté, elle les (biens réservés) gardera francs et quittes de toutes dettes autres que celles dont elles étaient antérieurement le gage » ; et il l'explique ainsi :

« On peut même dire que la seconde disposition de l'article 5 s'accorde assez mal avec l'idée d'un patrimoine de communauté : le second paragraphe de l'article 5 laisse, en effet, à la femme renonçante, le droit de garder son patrimoine réservé, comme s'il s'agissait de propres dont elle peut revendiquer la propriété.

Aussi peut-on construire juridiquement de deux façons très différentes mais également admissibles, la théorie de cet article 5 : en disant, ou bien que la femme garde la propriété de ses gains et salaires sauf à les rapporter à la communauté au cas d'acceptation et de partage, comme c'est le cas en matière de rapport à succession, ou bien que ces biens, tout en étant tombés initialement en communauté sont cependant attribués à la femme à titre de propriété définitive au cas de renonciation.

Toute cette interprétation pourrait s'autoriser enfin de l'article 3 qui écarte du patrimoine réservé toutes actions des créanciers de la communauté, sauf s'il s'agit de dettes contractées par le mari dans l'intérêt du ménage. »

La construction de M. Saleilles, si elle a une valeur théorique certaine, ne peut cependant pas être adoptée comme système d'interprétation de notre droit positif français. Un texte doit, pour être sainement compris, être placé dans le milieu où il est né : surtout lorsqu'il s'agit d'une loi toute récente, l'interprète est lié par les travaux préparatoires et doit rechercher dans les antécédents de la loi son sens véritable.

Or le législateur français, s'il avait voulu rompre avec la tradition en retirant les salaires de l'épouse du patrimoine commun, l'aurait expressément énoncé. C'eût été bouleverser complètement notre droit matrimonial, dont la réforme, grosse de conséquences ne peut se faire en un jour.

Il ne faut pas prendre à la lettre l'assimilation faite par l'article 4, car ce texte accorde à la femme sur ses gains et salaires des pouvoirs beaucoup plus importants que n'en a jamais eu la femme séparée sur les biens qu'elle administre. Nous en ferons le parallèle en étudiant un peu plus loin (1) les droits que la loi nouvelle crée au profit de la femme quand elle gagne un salaire.

D'autre part, la disposition du deuxième alinéa de l'article 5 autorisant la femme renonçante à garder son pécule est plus difficile à défendre juridiquement : il faut la comprendre dans le sens d'une modification aux règles du régime de communauté, modification partielle qui laisse subsister le principe et qui n'a été admise que par faveur spéciale pour l'épouse.

Du reste le premier alinéa du même article, dispose expressément qu'au cas d'acceptation de la communauté, le pécule rentre dans la masse commune et est soumis aux règles générales fixées par le droit commun pour la liquidation et le partage de la communauté.

Les différents orateurs qui prirent la parole dans la discussion des articles de la loi se sont maintes fois recommandés des intéressants travaux de la Société d'études législatives : or dans le Bulletin de la Société, qui rapporte exactement les discussions intervenues, nous relevons à chaque instant ce vœu, que le législateur, tout

(1) Cf. *infra*, notre deuxième section.

en accordant à la femme des droits sur les produits de son travail, ne détruise pas le régime légal de communauté.

Nous n'en voulons pour preuve que les citations suivantes. « J'adhère complètement à la pensée de maintenir dans la communauté le salaire de la femme tout en lui en confiant la libre disposition (1). »

« En ce qui concerne le principe de la communauté, je pense comme la plupart d'entre vous, que c'est notre système national, qu'il est nécessaire de le garder comme type légal (2). »

« Je suis revenu à notre vieille communauté et je m'y tiens (3). »

« J'estime qu'il nous faut rester fidèles au régime de la communauté légale (4). »

On le voit, les éminents juriconsultes qui préparaient dans leurs réunions la réforme qui devait plus tard recevoir du Parlement la consécration législative, n'ont jamais eu l'intention de bouleverser notre droit matrimonial (5).

(1) Boistel, *loc cit.*, p. 58.

(2) Morizot-Thibault, *ibidem*, p. 64.

(3) Turgeon, *ibidem*, p. 72.

(4) Cauwès, *ibidem*, p. 124.

(5) Il est du reste juste de le remarquer : lorsqu'elle prit l'initiative du mouvement en faveur du libre salaire de la femme en 1893, l'association féministe l'Avant Courrière s'était montrée très modérée dans ses prétentions et n'avait pas, comme d'autres organisations plus avancées réclamé une transformation complète des principes de notre régime légal.

Dans son rapport au Sénat, M. Gourju s'exprime ainsi (1) : « Ces principes posés, nous estimons, contrairement il est vrai à l'opinion de beaucoup de féministes, qu'il n'y a pas lieu pour protéger le salaire de la femme mariée et qu'il n'est conforme ni à la vraie notion du mariage « union des personnes et des biens », ni surtout à notre état d'esprit national et à nos préférences nettement manifestées par l'adoption dans la plupart des contrats de la communauté comme régime conventionnel, de substituer au régime légal actuel de communauté, un régime légal de séparation de biens totale ou partielle.

Nous admettons donc que les salaires de la femme, comme ceux du mari, doivent rester communs. Mais nous croyons qu'il est parfaitement conciliable avec l'essence même de la communauté que celle-ci ait deux administrateurs et que pour certains biens, ce ne soit plus le mari, mais la femme qui en ait l'administration et même la disposition. C'est pourquoi, nous nous rallions à un système, qui, sans les faire sortir de la communauté, donne à la femme la jouissance, l'administration et la disposition de ses salaires. »

Le rapport Guillier n'est pas moins explicite (2). « Le pécule ne constituera pas pour la femme un patrimoine propre et distinct, ce qui lui créerait un privilège sur l'homme, il restera commun. »

(1) Gourju, rapport cité, p. 741, 3 col.

(2) Guillier, rapport cité, p. 55, 3 col.

Il est donc établi, tant par les discussions doctrinales de 1902 que par les travaux préparatoires, que la loi de 1907 n'a pas entendu sacrifier les principes traditionnels de notre droit français et que si ceux-ci ont été modifiés partiellement, ils n'ont pas été détruits.

D'après M. Saleilles (1), « cette construction mixte d'une séparation d'administration qui ne correspond pas à une séparation de propriété, ne saurait jamais avoir qu'une valeur transitoire. » Il est cependant juste de remarquer que ce « transitoire » est susceptible de durer longtemps et qu'il est très vraisemblable que la loi du 13 juillet 1907 ne sera pas avant longtemps transformée. Elle peut ne pas correspondre à une construction logique parfaite, mais le droit ne doit pas nécessairement être rigide et les exigences de la vie pratique sont toujours beaucoup plus nuancées que les systèmes doctrinaux. Les biens réservés continuent donc à faire partie de la masse commune.

Comme l'a très bien mis en relief M. Bufnoir (2) l'essence du régime de communauté est sauvegardée : « Quelle est donc au juste, écrit-il, la modification apportée aux règles de la communauté ? Elle consiste en une dérogation aux droits du mari comme chef de communauté : les gains de la femme et les acquisitions qui en proviennent sont soustraits aux pouvoirs d'administration et de disposition du mari. La femme acquiert ainsi l'administration

(1) *Bulletin de la Société d'études législatives*, 1907, p. 573.

(2) Cf. *Bulletin de la Société de législation comparée*, fév. 1896, p. 172.

et la disposition d'une partie des biens communs. On ne saurait *apriori* déclarer inacceptable cette innovation. Qu'elle soit en contradiction avec les idées traditionnelles reçues en France et consacrées par le Code civil, cela n'est pas douteux ; mais il n'est pas démontré qu'elle soit en contradiction avec l'essence même de la communauté et qu'elle soit pour elle une cause nécessaire de ruine ? Diverses législations n'ont pas craint d'associer la femme aux actes les plus importants accomplis par le mari comme chef de la communauté. En France même, si on consulte la pratique plus que les textes mêmes de la loi, on reconnaîtra qu'en fait le concours de la femme aux actes qui rentrent dans les pouvoirs du mari est, pour des motifs divers, entré dans les habitudes courantes. Pour ne prendre qu'un exemple, l'existence de l'hypothèque légale de la femme ne rend-elle pas pratiquement son intervention personnelle indispensable dans l'aliénation des immeubles communs comme aussi d'ailleurs des immeubles propres au mari ? »

Au fond, la conception nouvelle de collaboration des conjoints dont la loi de 1907 est la première manifestation très nette dans le droit civil français, se rattache aux théories du treizième siècle, à l'organisation coutumière de la communauté, lorsqu'elle n'avait pas été déformée par l'envahissement des idées romaines. Elle porte atteinte certainement à l'omnipotence du mari, à son absolutisme, mais elle réalise d'une façon plus parfaite la poursuite en commun d'un même idéal, l'intérêt du ménage.

SECTION II

Pouvoirs de la femme.

Les articles 1 et 6 de la loi du 13 juillet 1907 formeront la matière de cette section : ce sont eux qui donnent à la réforme toute sa signification et toute son importance pratique, puisqu'ils consacrent au profit de la femme sur son salaire et ses économies des droits considérables. Bien que toujours considérées comme faisant partie de la masse commune au même titre que les salaires du mari, les valeurs acquises par le travail séparé de l'épouse sont soumises à un tout autre régime que les autres biens communs dont le mari reste l'administrateur en qualité de chef de communauté.

Au milieu de cette grande masse commune constituée sous le régime légal, les biens réservés ont une vie à part ; ils forment une quatrième masse de biens qui vient s'ajouter aux trois patrimoines existants, les propres du mari, ceux de la femme et les biens communs ordinaires administrés par le mari.

La loi de 1907 a donc profondément bouleversé l'antique conception qui faisait du mari le seigneur et le maître de la communauté. La masse de biens sur laquelle s'étendent ses pouvoirs, est singulièrement diminuée puisqu'elle ne com-

prend plus les salaires et les économies de l'épouse. La femme à son tour devient chef d'une partie de la communauté : cependant, hâtons-nous de le dire, elle ne dispose pas sur cette partie du patrimoine commun dont la gestion lui est confiée, de droits aussi considérables que le mari sur les biens communs ordinaires.

Nous allons déterminer exactement les prérogatives conférées à l'épouse en examinant tour à tour les actes d'administration, les actes de dispositions et la possibilité pour la titulaire de ces droits de les faire valoir devant les tribunaux.

§ 1. — ACTES D'ADMINISTRATION

« C'est ici le vif de la réforme », comme le dit un auteur (1). Le législateur n'ayant pas voulu créer sous le régime légal une séparation partielle qui comprendrait les salaires de la femme, s'est borné à enlever au mari les larges pouvoirs qu'il possédait sur cette partie des biens communs. C'était en effet la question qu'il importait de résoudre en première ligne : il était surtout nécessaire d'enlever au mari la gestion des produits du travail de sa compagne et d'en confier l'administration à celle-ci. Les efforts de tous ceux qui ne voulaient pas voir s'implanter

(1) Cf. Pichon. *Revue critique de législation et jurisprudence*, année 1908, p. 105 et seq.

dans les masses populaires le régime de la séparation de biens, se bornaient à réclamer cette simple « intervention de pouvoirs. »

La femme mariée a désormais en dehors de toute convention matrimoniale, la libre administration de ses gains et salaires. Ses pouvoirs sont bien plus étendus que ceux de la femme séparée de biens. Sans doute l'article 1 du texte nouveau dans son premier alinéa, renvoie expressément à l'article 1449 du Code civil et aux droits qu'il confère à la femme séparée de biens : mais, comme nous aurons l'occasion de le montrer plus loin, cette assimilation est loin d'être totalement exacte.

Quels sont donc les différents actes d'administration que pourra accomplir la femme laborieuse sur les produits de son travail ?

Tout d'abord, depuis 1907 elle peut librement toucher la rémunération de son activité : agissant ainsi, elle n'est plus mandataire du mari, elle use d'un droit qui lui est propre. A son tour, elle a la faculté de donner mandat à son mari et la situation se trouve ainsi renversée au profit de l'épouse. Quoi de plus outrageant pour la femme que cette disposition du Code civil ? le mari a le droit de se présenter chez l'employeur de sa compagne pour recevoir lui-même une somme qu'il n'a pas gagnée, enlevant ainsi à l'épouse cette satisfaction d'amour propre qui consiste à recevoir soi-même le fruit de son labeur.

La dignité du travail humain exigeait une réforme au

profit de la femme. Le législateur ne s'était-il pas préoccupé de restreindre les droits des créanciers sur les salaires ouvriers, il en avait limité la saisie, mais il ne s'était pas alors avisé de prohiber cette saisie totale du salaire de l'épouse qui, dans quelques ménages, était l'habitude d'un mari brutal et gaspilleur.

La femme qui travaille est désormais qualifiée pour administrer seule et très largement son pécule : elle aura, bien entendu, tous les droits de la femme séparée de biens, mais ses pouvoirs s'étendront plus loin. C'est ainsi qu'elle aura la faculté de consentir un bail de plus de neuf ans : or la femme séparée de biens ne le peut, puisque cet acte est considéré comme engageant pour longtemps l'avenir et se rapproche, en réalité, des actes de disposition (1).

La femme d'après la loi de 1907 aura encore le droit nouveau de convertir ses titres nominatifs en titres au porteur (2).

Elle a la faculté de placer ses salaires à la caisse d'épargne et de les retirer quand bon lui semble sans que le mari puisse faire opposition.

En cas de contestation, le juge devra rechercher si le dépôt dont la femme demande le retrait a été fait à l'aide des biens communs ordinaires. Dans ce cas, le mari aura le droit de faire opposition suivant la procédure organisée

(1) Cf. pour plus de détails. Albert Wahl. *Revue trimestrielle de droit civil*, année 1909, p. 1 à 29.

(2) Guillier, rapport cité, p. 55.

par la loi sur les caisses d'épargne. Mais si le dépôt provient d'un bien réservé, l'opposition ne sera pas recevable. Du reste une circulaire récente rendue en application de la loi du 13 juillet 1907, a prescrit aux caisses d'épargne d'ouvrir des livrets sur lesquels serait mentionné le fait que la femme possède un patrimoine réservé : et, une fois cette mention apposée sur le livret, l'épouse peut librement effectuer des retraits.

Elle peut d'une façon très générale suivant l'article 1 alinéa 2 du texte nouveau, faire emploi de ses salaires par l'acquisition de valeurs mobilières ou immobilières.

Pendant près de deux ans, les grands établissements de crédit s'opposaient à l'application de la loi du 13 juillet 1907 et leur hostilité avait été très nettement mise en relief dans une note de M. Léon Adam parue en 1909 dans le Bulletin de la Société de législation comparée. Il concluait que la loi était en pratique lettre morte. Un revirement s'est produit, et maintenant aussi bien les établissements de crédit que la Chambre syndicale des agents de change, accueillent favorablement les prétentions de la femme mariée et se contentent des justifications prévues par le texte lui-même sans imposer une autorisation maritale.

§ 2. — ALIÉNATIONS

1. *Aliénations à titre onéreux.*

Comme nous l'avons laissé entendre un peu plus haut, la femme qui gagne un salaire a, sur le patrimoine laissé à son administration, des droits plus considérables que la femme séparée de biens. L'article 1 de la loi semble confondre les deux situations : il y a là certainement un vice de rédaction, et le rapporteur devant la Chambre des Députés l'a nettement établi (1). Les différences se manifestent surtout lorsqu'il se pose des questions d'aliénation et le législateur donne à la femme, sur son pécule, des droits que le Code n'a jamais songé à accorder à la femme séparée de biens.

Celle-ci, suivant les termes de l'article 1449 « peut disposer de son mobilier, et l'aliéner. » Il est nécessaire de rappeler ici ce qu'il faut entendre par ces mots. La jurisprudence a décidé que la vente d'un meuble ne vaut qu'autant qu'elle est nécessitée par les besoins de l'administration ; plus libérale, la doctrine a toujours soutenu que la femme séparée peut aliéner librement ses meubles corporels et incorporels.

(1) Viollette, rapport cité, p. 960.

L'article 1449 ajoute que la femme séparée « ne peut aliéner ses meubles sans le consentement du mari ou sans être autorisée de justice. » Or d'après l'article 1 de notre loi, la femme peut aliéner sans autorisation maritale ses valeurs mobilières ou immobilières, lorsqu'elles représentent les produits de son activité indépendante.

Dans la séance du Sénat du 4 mai 1907, le Président donna lecture de l'article 1 proposé par la commission et dont nous retiendrons ici la formule suivante : « Elle (la femme) peut en (du pécule) faire emploi en valeurs mobilières ou immobilières. Elle peut, sans l'autorisation du mari aliéner à titre onéreux les biens ainsi acquis. » C'est alors que M. Legrand proposa un amendement qui tendait à admettre une rédaction nouvelle du texte (1) : « Sous tous les régimes, et sauf clause contraire portée au contrat de mariage, la femme mariée a la libre administration des produits de son travail personnel et des économies en provenant, telle qu'elle est réglée pour la femme séparée de biens par les articles 1449, 1536 et 1538 du Code civil. Elle peut de plus en faire emploi même sans autorisation maritale, en acquisitions de valeurs mobilières ou immobilières sous la seule justification qu'elle exerce personnellement une profession distincte de celle de son mari. »

(1) Cf. J. O. Débats parlementaires, Séance du Sénat, 14 mai 1907, page 623, et suivantes.

M. Legrand interprétait l'article 4 de la commission comme instituant une assimilation entre la situation de la femme qui travaille et celle de la femme séparée de biens ; il approuve pleinement cette manière de comprendre les nouveaux droits que devra posséder la femme.

« Il est donc sage de dire d'une façon générale que la
« femme aura sur les biens réservés les mêmes pouvoirs
« que la femme a en matière de séparation. J'ai cru
« seulement devoir préciser davantage le système adopté
« par la commission, et au lieu de m'en référer seulement
« à l'article 1449 du Code civil, j'ai tenu à m'en référer
« également à deux autres articles du même code qui
« traitent aussi de la séparation de biens. Pourquoi en
« effet accorder à la femme qui gagne un salaire et qui
« achète grâce à ses économies un immeuble, le droit de
« l'aliéner ensuite, puisque la femme séparée n'a jamais
« eu ce droit. Pourtant celle-ci est propriétaire des biens
« qu'elle administre, elle devrait donc, en principe, avoir
« des droits plus considérables que la femme qui travaille,
« et dont les gains font toujours partie de la masse com-
« mune. »

M. Guillier, rapporteur, ne se rendit pas aux raisons invoquées par M. Legrand. M. de Lamarzelle (1) vint à son tour les combattre :

(1) J. O. Sénat. Débats parlementaires, Séance du Sénat, 14 mai 1907, p. 625.

« Il y a une grande différence, dit-il, entre les biens propres de la femme et ceux qu'elle a gagnés par son travail. Pour ses biens propres, elle n'a été pour rien dans leur acquisition : ce n'est pas sa volonté, ce n'est pas un acte venant d'elle qui les a fait passer dans son patrimoine ; une femme parfaitement incapable, une femme paresseuse peut avoir des propres, et on conçoit par suite qu'aucun pouvoir d'aliénation, sans autorisation maritale, ne lui soit donné sur ces biens. Mais ce n'est pas d'eux qu'il s'agit ici. La loi que nous votons vise au contraire des biens qui sont entrés dans le patrimoine de la communauté par l'habileté de la femme, par son art, par son travail. »

Il est par suite légitime que le statut juridique ne soit pas le même pour les biens qui composent le pécule et pour ceux qui sont régis par les règles du Code civil sur la séparation de biens. Du reste, le droit de disposition apparaît comme nécessaire pour permettre à l'épouse de satisfaire entièrement aux besoins du ménage et il est le complément nécessaire du droit d'administration.

Le législateur ayant accordé à la femme le droit d'aliéner les produits de son travail et les économies en provenant, il n'y a pas de distinction à faire suivant l'objet de ce droit. Qu'il s'agisse de meubles ou d'immeubles, la loi s'appliquera au même titre, car les biens ne sont pas protégés à raison de leur nature mobilière ou immobilière, mais à raison de leur origine. La vieille idée suivant laquelle les

immeubles nécessiteraient pour leur aliénation une capacité particulièrement complète est fort discutable lorsqu'il s'agit d'interpréter les lois modernes. Le temps est loin en effet où le vieil adage latin *res mobilis, res vilis* apparaissait comme une vérité incontestée. La fortune mobilière a reçu de nos jours un développement extraordinaire, la propriété foncière elle-même s'est mobilisée, les grandes entreprises industrielles ou commerciales se sont montées par actions et les actions sont essentiellement des valeurs mobilières. Il est par suite conforme à la fois à la logique et aux besoins pratiques de ne point distinguer pour l'épouse la faculté d'aliéner entre les meubles et les immeubles.

2. Dispositions à titre gratuit.

Il est certain que la loi du 13 juillet 1907 n'autorise pas la femme à aliéner à titre gratuit et sans le consentement du mari, les produits de son travail. Aucun article, il est vrai, ne vient édicter formellement cette prohibition. Cependant elle résulte du sens de la réforme elle-même.

Dans les travaux préparatoires, projets de loi, rapports, il est partout convenu que l'on doit limiter les droits de la femme aux aliénations à titre onéreux.

A la Société d'études législatives, M. Tissier, M. Bérard et les autres orateurs qui prirent la parole dans les intéressantes séances consacrées à la réforme du libre salaire de la femme mariée, furent unanimes à lui interdire les

dispositions à titre gratuit. M. Boistel traite éloquemment la question (1) : « On n'a pas cru devoir reconnaître à la femme le droit de disposer seule à titre gratuit de ses gains ou de ses économies. On n'a pas jugé opportun de comprendre dans les pouvoirs d'administration de la femme, ce droit très critiqué entre les mains du mari et appelé sans doute à disparaître d'un moment à l'autre : il a paru présenter de graves dangers spécialement dans le cas où la fidélité de la femme serait soumise à de trop rudes épreuves et n'en sortirait pas victorieuse. Il ne semblait pas d'ailleurs justifié par les raisons qui ont provoqué l'innovation réalisée par le projet. »

Les rapports Gourju et Guillier présentés au Sénat insistent particulièrement sur la défense pour la femme de disposer gratuitement des biens composant son pécule. M. Viollette rapporteur auprès de la Chambre est aussi explicite (2) : « Il n'y a qu'un acte qui sera interdit à la femme, c'est l'aliénation à titre gratuit. Avant comme après la nouvelle loi, elle ne peut en cette matière avoir une capacité quelconque qu'avec l'autorisation de son mari. C'est l'application des principes généraux du Code civil. »

Si la femme a de sérieux motifs pour faire une donation, elle n'aura qu'à réclamer le concours de son mari et la présence de ce dernier à l'acte le rendra valable.

(1) *Bulletin de la Société d'études législatives*, 1902, p. 455.

(2) Viollette, rapport cité, 1907, p. 960.

Mais qu'arriverait-il si la femme outrepassait ses droits et, sans le consentement de son mari, faisait donation d'un bien compris dans un pécule ? Sans aucun doute, l'acte serait annulable, mais non pas nul de nullité absolue.

C'est en se basant sur l'idée essentielle de la réforme que le législateur a entendu défendre à la femme l'aliénation à titre gratuit. Les pouvoirs nouveaux n'ont leur raison d'être que dans l'intérêt du ménage, comme le consacre expressément le texte de l'article 2 de la loi. Toutes les fois que l'intérêt du ménage l'exigera, la femme ne dépassera pas ses droits en faisant seule de menues gratifications, de charitables aumônes ou des cadeaux qu'il est d'usage de faire à l'occasion d'un anniversaire ou d'une cérémonie.

Quelquefois, avec l'autorisation tacite du mari, elle aura la faculté, dans l'intérêt bien compris du ménage, de disposer à titre gratuit. Ainsi, toute mère de famille, soucieuse de l'avenir et du bien-être de ses enfants aura à cœur de leur faciliter l'accès d'une profession ou d'une carrière; elle donnera à celui-ci une petite somme pour le récompenser de son zèle, quand il aura obtenu quelque succès dans l'apprentissage de sa profession; elle procurera à celui-là des instruments qui lui permettront d'exercer son activité ou son talent.

Mais il est évident que toute donation importante ne pourra être faite qu'avec l'assentiment du mari. Ceci nous amène à traiter un problème délicat que la loi n'a pas

résolu. La femme peut-elle, dans l'intérêt du ménage, faire une donation pour l'établissement d'un enfant commun sans l'assistance de son mari ?

Nous savons que la jurisprudence a toujours considéré la constitution de dot comme un acte à titre onéreux : pouvons-nous ici, en nous servant de cette interprétation de la loi, attribuer à la femme la faculté d'établir ainsi un enfant commun, en prélevant sur ses biens réservés la somme nécessaire ?

M. Grosjean, dans son rapport présenté à la Chambre (1) en 1903, examine cette délicate question : il estime que l'intérêt du ménage autorise de la part de la femme cette disposition à titre gratuit et il souhaite que le législateur vienne expressément reconnaître cette exception à l'interdiction des donations faites sur le pécule.

Les rapports Gourju et Guillier n'ont pas repris cette idée qui ne fut pas agitée, devant les assemblées parlementaires, au moment de la discussion de la loi de 1907. Qu'en devons-nous conclure ? Il nous semble qu'admettre au profit de la femme le droit de verser seule, pour l'établissement d'un enfant commun une somme importante, dépasserait le but du législateur français. Le concours du mari semble tout indiqué quand il s'agit de pareilles donations. C'est lui qui sera le conseiller de sa femme. L'enfant qu'il

(1) Cf. Rapport Grosjean, au J. O. 1903. Chambre. Documents parlementaires; Annexe n° 2280.

s'agit d'établir peut avoir des torts considérables envers ses parents ; il a peut-être contracté des dettes qui ont été généreusement payées. S'il était ainsi favorisé, il serait singulièrement avantagé au détriment de ses frères et sœurs dont la conduite a été irréprochable. La mère, livrée à elle-même, se laisserait volontiers émouvoir : elle se dépouillerait librement d'une grande partie de ses économies pour venir en aide à cet enfant prodigue qui implore son assistance, et regretterait plus tard ses largesses.

En résumé, les dispositions à titre gratuit sont interdites par la loi de 1907 à la femme sur ses biens réservés ; elle n'a donc pas recueilli dans leur intégralité les droits reconnus au mari par le Code de 1804 sur les produits du travail de sa compagne. En tant que chef de la communauté, celui-ci avait pleins pouvoirs pour les aliéner sans recevoir aucune compensation en retour, et la femme ne pouvait s'en plaindre, le concours de l'épouse n'étant exigé que lorsqu'il s'agissait d'une donation d'immeuble ou d'une quote-part du mobilier.

Est-ce à dire cependant que ces pouvoirs exorbitants du mari subsistent après la loi nouvelle et que, de nos jours encore, il a la faculté de disposer à titre gratuit des économies de sa compagne ? On pourrait, avec une apparence de logique, le soutenir : on se baserait sur le caractère exceptionnel de la loi de 1907, et on en déduirait que là où le texte nouveau ne trouve pas application, les principes généraux du Code civil retrouvent leur empire.

Nous pensons qu'il y aurait là un sophisme, car il est impossible qu'un texte empêche le mari de disposer à titre onéreux et autorise une aliénation à titre gratuit.

D'autre part, si l'interdiction des donations en faveur du mariage sur le pécule est une règle de notre droit positif français (et nous l'avons établi plus haut), elle peut, au point de vue législatif et doctrinal, être assez sérieusement contestée. Le fondement véritable de l'autonomie plus grande accordée à l'épouse, c'est l'intérêt du ménage et par là même l'intérêt des enfants. Leur établissement par mariage est le désir le plus naturel et le plus légitime des parents : pourquoi l'épouse ne pourrait-elle y pourvoir à l'aide de ses biens réservés ?

Deux intéressantes questions se rattachent aux pouvoirs octroyés à la femme par l'article 1^{er} et doivent être maintenant brièvement examinées. La première concerne son entrée en société, la seconde a trait aux obligations qu'elle est susceptible de contracter.

1. Entrée de la femme en société.

Avant la loi de 1907, la jurisprudence avait admis que la femme commerçante ne pouvait pas, en invoquant l'autorisation générale qui lui avait été donnée pour l'exercice de son négoce, conclure un contrat de société avec un tiers.

Elle se basait surtout sur des raisons de convenance et estimait que le mari devait nécessairement en cette hypothèse être consulté. A ce premier argument, M. Pichon en ajoute un autre tiré de ce que l'entrée dans une société ferait obstacle à la faculté de retrait consacrée au profit du mari par les principes généraux de la loi civile et de la loi commerciale.

« Ne serait-ce pas compromettre (1) ce droit de révocation si la femme pouvait s'engager dans des liens dont elle ne pourrait sortir avant une date fixée d'avance et peut être fort lointaine ? Pour concilier ces deux affirmations de la loi, liberté pour la femme de faire emploi de ses capitaux, possibilité constante de la révocation de ses pouvoirs, il nous semble qu'il suffirait de reconnaître à la femme le droit d'entrer dans toute société d'où elle ne s'interdirait pas pour un temps plus ou moins long le droit de sortir...

A notre sens, serait seule interdite aux femmes mariées, lorsqu'elles ont des gains personnels, l'entrée dans les sociétés à terme fixe où les associés sont tenus jusqu'à date convenue. »

Cette théorie ingénieuse en elle-même a peut-être l'inconvénient d'être assez difficile à appliquer en pratique et de s'attacher à un critérium qui est très artificiel. L'existence ou la non existence d'un terme fixe ne doit pas être

(1) Pichon. *Revue critique de législation et jurisprudence*, 1908, p. 230.

considérée comme un élément essentiel du contrat de société. Il serait à notre avis préférable de distinguer entre les sociétés de capitaux et les sociétés de personnes. C'est seulement dans les secondes que le mari peut avoir à dire son mot et que les raisons de convenance invoquées par la jurisprudence ont toute leur valeur. Au contraire, le fait de placer une partie de sa fortune dans une entreprise par actions devrait être entièrement permis à l'épouse sans autorisation maritale.

2. *Obligations consenties par la femme.*

A côté des aliénations directes qui se réalisent par la vente, se trouvent des aliénations indirectes qui proviennent des obligations assumées par un débiteur. L'épouse qui peut faire les premières est également capable de conclure les secondes. La seule question qui se pose, et qui est du reste commune à toutes les aliénations, quel que soit leur mode de réalisation, est de savoir si aucune limite n'est imposée aux prérogatives de la femme laborieuse.

Il semble incontestable que la loi du 13 juillet 1907 n'a entendu formuler aucune restriction : si elle prohibe certains actes, elle ne paraît pas se préoccuper du but poursuivi par la femme : nous n'en voulons pour preuve que l'article 3 du texte nouveau qui vise très nettement les « obligations contractées autrement que dans l'intérêt du ménage. »

Au point de vue rationnel, cette conception n'est pas à l'abri de toute critique, et il eut été certainement plus logique de s'en référer au critérium de l'intérêt du ménage, tel qu'il avait été posé et défini dans les études doctrinales antérieures à la loi de 1907.

§ 3. — DROIT D'ESTER EN JUSTICE

L'article 6 est la consécration et la suite logique des pouvoirs nouveaux reconnus par le législateur dans le texte de l'article 1^{er} à toutes les femmes mariées qui travaillent. Elles pourront faire valoir leurs droits en justice quand il s'agira de défendre leurs biens réservés, sans qu'il leur soit nécessaire de requérir l'autorisation maritale.

La protection de la loi aurait été en effet bien peu efficace si la femme n'avait pas obtenu le droit de porter librement ses contestations devant le juge. Suivant la juste expression de M. Viollette, rapporteur de la proposition de loi devant la Chambre « si le législateur ne l'avait pas dit, il aurait été impardonnable (1). » Un mari méfiant, ou mal intentionné ne pourra plus refuser à sa compagne l'autorisation d'ester en justice lorsque celle-ci aura des biens

(1) Cf. J. O. Rapport Viollette. Rapport cité, page 961.

réservés, et estimera qu'elle doit intenter une action contre un tiers.

Sous l'empire des textes de 1804 et de 1807, l'accès des prétoires était interdit à toutes les femmes mariées en dehors d'une habitation régulière. Dans un accès de mauvaise humeur, le mari pouvait opposer un refus catégorique et sans recours. Malgré les prières, les supplications, l'intérêt même de son propre ménage, il avait la possibilité de refuser son autorisation, sans justifier son avis et de menacer ainsi le développement d'une activité exercée par sa compagne pour le plus grand bien de son foyer.

Et cependant ce fait pour la femme mariée de s'adresser à la justice sans autorisation maritale heurte profondément nos vieilles habitudes françaises. C'est une grave nouveauté dans notre législation quelquefois archaïque, et elle est grosse de conséquences.

On s'était toujours refusé à accorder un pareil droit à la femme commerçante qui cependant jouissait d'un régime de faveur. Elle devait obtenir une autorisation spéciale pour intenter une action en justice. Désormais (1) la

(1) Un jugement du Tribunal de la Seine en date du 26 mars 1908, (Cf. S. sommaires 2^e partie) a fait une application intéressante de ce principe dans les termes suivants. « Il y a lieu de décider, conformément à l'esprit et au texte de la loi de 1907, que la femme mariée a qualité pour ester en justice dans les instances relatives aux accidents du travail dont elle peut être victime, l'enquête consécutive à tout accident de ce genre étant de nature à fournir la justification exigée par l'article 1 paragraphes 4 de la loi précitée, pour

femme ne sera plus arrêtée par un obstacle indépendant de sa volonté et le mari n'interviendra plus comme il le faisait souvent mal à propos, arrêtant ainsi l'essor commercial d'une maison déjà prospère. Il ne refusait pas toujours d'habiliter sa compagne pour contrecarrer de parti pris tous ses projets; il agissait plutôt par ignorance des intérêts d'un commerce qu'il ne conduisait pas lui-même; il ne pouvait donc mesurer les conséquences funestes de son veto.

Ce n'est pas à dire cependant que la femme puisse depuis 1907 s'aventurer à la légère dans une instance judiciaire et que le mari soit entièrement réduit à l'impuissance. Comme nous l'établirons plus loin, l'article 2 lui permettra de conserver sur l'exploitation commerciale et sur les actions judiciaires un certain droit de contrôle.

Au Sénat, l'adoption de l'article 6 n'amena aucune observation et fut considérée comme le complément nécessaire de l'article 1. On ne sembla pas même s'apercevoir qu'on créait une dérogation capitale à des principes jusque là universellement admis dans notre droit français.

Que faut-il donc entendre par ces expressions « ester » en justice? C'est pour la femme, le droit de paraître dans toutes les contestations relatives à ses biens réservés, de procéder à tous les actes judiciaires et extra judiciaires qui

établir que la femme exerce une profession distincte de celle de son mari. »

préparent le jugement et en assurent l'exécution. La femme peut intenter toutes actions mobilières, immobilières, possessoires et pétitoires, sans l'assistance de son mari. La disposition de l'article 6 est très générale, elle ne comporte aucune restriction.

Dans son rapport, M. Guillier (1) rappelle qu'en 1896 « la Chambre avait décidé que les actes de procédure, les jugements et les significations nécessaires pour l'exécution de la loi seraient dispensés des droits de greffe, de timbre et d'enregistrement. La même disposition se retrouve dans le rapport de M. Gourju. Elle a motivé de la part de M. le Ministre des Finances les observations suivantes. L'exemption complète d'impôts s'expliquerait à la rigueur si la proposition de loi était restreinte à des salaires d'ouvriers ou à des gains modiques. Mais il n'en est pas ainsi : elle est étendue à tous les produits du travail, quelle qu'en soit l'importance. »

En effet, les époux de condition aisée, auraient profité des dispositions généreuses du législateur au détriment du Trésor public ; il n'était pas utile de leur accorder cette faveur. Dans les ménages ouvriers, il sera toujours possible à l'époux demandeur de s'adresser au procureur de la République pour obtenir le bénéfice de l'assistance judiciaire.

(1) Guillier, rapport cité, page 56, col. I.

Si, arrivés, à la fin de cette deuxième section de notre chapitre II, nous voulons en résumer les idées essentielles, nous le ferons en comparant les pouvoirs accordés à l'épouse sur les produits de son travail et les droits qui sont reconnus au profit du mari sur ses biens personnels. Il importe ici de faire une distinction et de séparer les dispositions à titre onéreux et celles à titre gratuit.

Puisque l'amendement de M. Legrand n'a pas été pris en considération, l'épouse a la faculté de disposer à titre onéreux et sans conditions des produits de son labeur et des biens meubles ou immeubles à eux subrogés. Le mari jouit en un certain sens d'une liberté moindre, car lorsqu'il s'agit de l'aliénation de ses immeubles, il doit tenir compte de l'hypothèque légale établie par la loi au profit de sa compagne (1).

Au contraire, pour les dispositions à titre gratuit, la femme a des droits bien inférieurs à ceux de son conjoint : ce dernier a en effet toute liberté pour procéder à des donations : il y a là une différence importante qui méritait d'être signalée.

(1) Planiol, *Traité élémentaire de droit civil*, 1910, tome III, n° 1045-6,

SECTION III

Droits du mari

L'idée d'intérêt du ménage, bien qu'elle n'ait pas été sanctionnée très nettement par le législateur français, a un rôle particulièrement important lorsqu'il s'agit de déterminer les droits du mari sur le pécule de sa femme. C'est en effet l'intérêt du ménage qui permettra, nous le verrons plus loin, aux créanciers du mari d'avoir dans leur gage général les biens réservés de l'épouse.

C'est d'autre part l'intérêt du ménage qui justifie et qui peut légitimer l'intervention du mari admise par l'article 2 de la loi nouvelle.

C'est enfin ce même intérêt du ménage qui est à la base de la contribution des deux époux aux charges communes.

§. — ABUS DE L'ÉPOUSE : RETRAIT DE SES POUVOIRS

L'article 1, nous l'avons exposé précédemment, consacre certains droits nouveaux qui vont profondément modifier la capacité des femmes mariées. Aussitôt, et, comme s'il s'était trop avancé, le législateur envisage les cas où les droits accordés pourront être retirés par le chef

de la communauté : car il est certain que la femme peut mésuser de ses prérogatives et donner aux produits de son travail une destination étrangère et contraire à l'intérêt du ménage.

Le rôle qu'Aristote attribue à la femme n'est pas toujours en pratique le sien. De même qu'il y a des maris malhonnêtes et dissipateurs, de même, nous rencontrons des épouses dépensières et mauvaises mères. M. Saint-Girons (1), dans une intéressante communication faite à la Société d'études législatives, nous fait connaître la chanson de la femme du mineur, ce qui établit d'une façon certaine que « la femme n'est pas toujours un ange de vertu ni le mari un monstre d'iniquités. »

M. Turgeon écrit à ce propos (2) « N'oublions pas qu'un des symptômes les plus inquiétants de notre époque, c'est la démoralisation croissante de la femme par le luxe. Et tandis qu'à la ville la coquetterie l'enfièvre et la ruine, l'alcoolisme commence à l'entamer dans les campagnes. En certaines régions de la Normandie et de la Bretagne, les femmes boivent tout autant que les hommes, ce qui n'est pas peu dire. Il semble donc ici et là que l'honnêteté féminine soit en baisse. »

Cet état de liberté qui vient d'être accordé sans transition à la femme, aura peut-être un fâcheux résultat. En France

(1) *Bulletin de la Société d'études législatives*, année 1902, page 52.

(2) Turgeon, *Le féminisme français*, tome II, p. 176.

avec notre régime légal, l'épouse est sous la domination d'un mari seigneur et maître, sa personnalité s'efface devant celle du chef de communauté. Du jour au lendemain, le législateur lui concède des droits importants sur son patrimoine. Ne deviendra-t-elle pas à son tour indigne de la faveur du législateur ? Dans ce cas, on aurait malencontreusement changé un état de choses qui, sous couleur de rudesse, valait encore mieux que l'autre excès, car la débauche de la femme a de plus terribles conséquences dans la famille et dans la société que ces excès des maris si fréquents de nos jours dans certains milieux.

L'article 2 de la loi du 13 juillet 1907 trouve dans ces considérations sa raison d'être. Il le déclare expressément : les droits nouveaux de la femme ne lui sont accordés que *dans l'intérêt du ménage* ; donc en cas d'abus, le mari pourra en demander le retrait à la justice.

Que faut-il entendre par cette expression intérêt du ménage ? C'est que la femme mariée doit employer ses salaires et ses économies conformément à leur destination légale, c'est-à-dire qu'elle doit joindre le fruit de son labeur au salaire de son mari s'ils sont tous deux obligés de gagner leur vie. Cet argent servira à l'entretien de la famille et à l'éducation des enfants. Si la femme travaille seule, elle devra encore employer ses gains à cette fin. Qu'elle fasse des économies au lieu de dépenser sans motif son salaire, c'est juste, c'est raisonnable ; cependant, il ne faut pas qu'elle songe à distraire même dans ce but

louable en soi une partie des sommes indispensables à la vie quotidienne des siens; elle ne doit pas au nom de l'avenir oublier le présent. Le retrait des pouvoirs de la femme en cas d'abus est ainsi légitimé.

Mais ce mot abus est un terme vague et dont le sens n'est pas très nettement défini : il importait de le préciser. Dans la séance du 14 mai 1907 au Sénat, M. de Lamarzelle demanda dans ce but à M. Guillier rapporteur de la loi « soit une énumération, soit une définition des cas d'abus (1). »

Le distingué rapporteur répliqua que cette précision était inutile et il exposa dans les termes suivants la pensée qui avait inspiré la commission en insérant dans le texte de la loi le mot incriminé : « Nous avons supposé une femme qui a fait des économies, qui les gère d'une façon très rationnelle, très normale, qui a donné des preuves de sagesse, de son entente aux affaires et qui a augmenté son pécule. Un jour, elle change ses habitudes. Sous des influences ou des inspirations fâcheuses, cette femme qui, pendant plusieurs années a été sage, rangée, économe, prudente, devient dépensière et prodigue. Si l'on veut empêcher qu'elle dilapide son avoir constitué dans l'intérêt du ménage et de la famille, il est nécessaire de donner au mari la possibilité de le sauvegarder. Le projet de loi

(1) Sénat, J. O. Débats parlementaires, Séance du 14 mai 1907, p. 625.

permet dans ce cas au mari de se pourvoir devant le tribunal et de provoquer une décision privant la femme de tout ou partie des droits de libre disposition de son pécule qui lui sont conférés par la loi. Ce sera pour les juges une question d'appréciation : sans doute on leur confère un pouvoir redoutable, mais lorsque la femme sous l'empire de la législation actuelle demande la séparation de biens, et à plus forte raison lorsqu'elle sollicite la séparation de corps, n'est-elle pas dans une situation analogue? (1) »

M. de Lamarzelle n'en continua pas moins à voir dans l'imprécision du mot abus un moyen de chantage que le mari saura utiliser. La femme n'aura même pas la faculté de porter l'affaire devant le tribunal. Après des explications de M. Bérenger, la commission accepta l'addition suivante proposée par M. Théodore Girard « notamment en cas de dissipation, d'imprudence ou de mauvaise gestion. »

Il y a donc trois hypothèses distinctes visées par le législateur, et dans les trois cas, le mari pourra solliciter du tribunal le retrait des droits d'administration accordés par la loi à sa compagne.

Le mot dissipation se comprend aisément. La femme abuse en dépensant sans raison les produits de son

(1) J. O. Sénat, séance du 14 mai 1907. — Page 625, troisième colonne.

travail, en aliénant à *titre gratuit*, elle abuse en faisant de folles dépenses, sans se soucier de l'entretien du ménage.

Mais les deux autres termes « imprudence et mauvaise gestion » nous semblent encore particulièrement vagues. L'imprudence de cette femme d'ouvrier qui achète une riche fourrure n'est pas contestable et impliquera la possibilité pour le mari d'obtenir pour sa compagne la déchéance des droits conférés par la loi de 1907. Mais quelquefois le tribunal devra apprécier des questions de fait très délicates.

La mauvaise gestion résulte d'un ensemble de faits qui dénotent une administration maladroite. Il peut pourtant arriver qu'une entreprise où le hasard joue un grand rôle ne soit pas une preuve de mauvaise gestion. Par exemple l'épouse qui se livre à des spéculations de Bourse d'une façon habituelle, pourrait se voir appliquer la sanction de l'article 2. Mais cette femme qui, par esprit de lucre achète une poignée de titres à un prix très modeste avec l'espoir de les revendre plus cher quelques mois après, commet-elle un acte de mauvaise gestion ? Doit-on pour apprécier, se baser uniquement sur les conséquences favorables ou funestes de son acte ?

Il est du reste à remarquer que les expressions employées dans l'article 2 ne sont pas nécessairement limitatives. La dissipation, l'imprudence, la mauvaise gestion n'ont été indiquées par le législateur qu'à titre d'exemple et même en dehors de ces hypothèses, le juge

aura toujours le pouvoir d'admettre l'application de l'article 2.

Ce texte requiert du reste certaines conditions, et pour que le mari puisse agir, il doit justifier d'un intérêt, il doit être lésé en tant que chef de la communauté. On ne conçoit pas qu'il demande le retrait des pouvoirs de sa compagne pour son bon plaisir et sans aucun motif. De même, la femme, sous l'empire du Code n'a le droit de demander la séparation de biens que si le mari dissipe sa fortune et met en péril les droits qu'elle est appelée éventuellement à exercer lors de la dissolution du régime matrimonial.

Quel sera donc, sous la législation de 1907, l'effet de l'abus commis par la femme ? Il déterminera le retrait des pouvoirs d'administration qu'elle possède sur ses gains et salaires. Ce retrait sera partiel ou total : donc le tribunal, de lui même ou sur la demande du mari lésé, décidera si la femme devra continuer à gérer ses économies, ou s'il est nécessaire de lui enlever l'administration de tous ses biens réservés. Au premier cas il s'établira une combinaison des principes de 1804 et de ceux de 1907 ; dans la seconde hypothèse, le régime de 1907 disparaîtra complètement. Si le retrait des pouvoirs est total, quelle sera exactement la situation de l'épouse ? La loi et les travaux législatifs sont muets sur la question. Sans aucun doute,

elle sera régie par la conception antérieure à 1907, c'est-à-dire que le mari aura le droit de toucher le salaire de sa compagne, qu'il lui appartiendra d'en disposer et de l'affecter lui-même aux besoins du ménage. L'épouse pourra faire des placements à la caisse d'épargne et les retirer sauf opposition du chef de la communauté. Les économies accumulées par cette femme qui, avant d'être dépensière, a peut-être été rangée et bonne ménagère retombent entre les mains du mari qui, librement, en disposera. La disparition de la protection particulière organisée par la loi du 13 juillet a pour conséquence nécessaire le rétablissement du régime du Code civil.

Il en résulte que le retrait des pouvoirs de la femme est un acte d'une gravité exceptionnelle d'autant plus dangereux que le mari sera bien souvent tenté de mettre la main sur la pécule de sa compagne. Il était par suite nécessaire que la loi du 13 juillet 1907 organisât une procédure capable de donner à la femme toutes les garanties possibles.

Le législateur a attribué compétence à la Chambre du Conseil qui étudiera le litige et le règlera en dehors de la publicité des audiences. On a voulu éviter un reproche souvent adressé à la procédure de la séparation de biens : il est toujours gênant et humiliant pour un ménage d'étaler au grand jour les dissentiments qui séparent les conjoints et leurs querelles journalières.

On écartera de la sorte les avocats qui peuvent enve-

nimer la querelle et lui faire prendre de grandes proportions en poursuivant des effets oratoires.

Ici, au contraire, le Président convoque le mari et la femme : il les entend contradictoirement, et ce caractère contradictoire du débat (1), qui est du reste conforme à l'évolution de toute la procédure moderne, est tout spécialement favorable à la femme. Peu importe dès lors en pratique l'imprécision des termes employés par la loi : le juge sera à même de vérifier les assertions du mari, de les contrôler en invoquant le témoignage de l'épouse et de se faire ainsi une conviction sur l'attitude réelle de chacun des conjoints.

On a, il est vrai, assez gravement critiqué cette intervention du juge : on a soutenu que la justice n'avait rien à voir dans les rapports de famille, et que son action avait généralement pour conséquence s'aggraver les querelles au lieu de les apaiser. On a invoqué en ce sens l'effet désastreux des procédures de divorce.

Mais le mal provient de ce que, dans le divorce, par exemple, le juge arrive beaucoup trop tard, lorsque la rupture est déjà consommée et que l'accord est à peu près impossible à rétablir. Il est permis d'espérer qu'une intervention moins tardive sera plus efficace. C'est du reste la tendance que manifestent toutes les législations modernes

(1) Cf. Sourdois, *Revue trimestrielle de droit civil*, 1907, art. cité, page 575.

et qui s'affirme avec une netteté caractéristique dans le code civil allemand et dans le code civil suisse.

A ce titre, la loi du 13 juillet 1907 se rattache aux idées directrices des législations contemporaines.

Les deux époux qui s'adressent au juge sont au fond bien plutôt deux associés qui vont trouver un arbitre ; l'un d'eux prétendant que l'autre ne comprend pas son rôle comme il le doit. Grâce à la procédure établie par la loi, un mari peu scrupuleux ne portera pas à la légère contre sa femme une accusation que les faits ne justifient pas. Il sait que l'accusée pourra se défendre et que le juge lui donnera satisfaction si ses revendications sont légitimes.

Le ministère public sera toujours entendu, ce qui ajoute une huitième cause aux cas de communication prévus par l'article 83 du code de procédure.

En cas d'urgence, aux termes de l'article 2 dans son dernier alinéa, le président du tribunal peut, par ordonnance de référé, donner au mari l'autorisation de s'opposer aux actes que la femme se propose de passer avec un tiers.

Il y a lieu de mettre en relief toute la différence qui sépare ces deux modes d'intervention. Lorsqu'il n'y a pas d'urgence, le mari ne fait prononcer le retrait de la capacité tout au moins vis-à-vis des tiers que pour l'avenir. Au contraire en cas d'urgence, il empêche la réalisation d'actes qui sont en préparation.

Nous nous bornerons à rappeler brièvement les dispositions de l'article 10 qui règle de simples questions de

forme. « Les jugements sont exécutoires par provision, nonobstant opposition ou appel et sans caution, ils peuvent alors même qu'il sont devenus définitifs être modifiés si la situation respective le justifie », et en cela ils se rapprochent des décisions relatives aux pensions alimentaires.

§ 2. — CONTRIBUTION AUX CHARGES DU MÉNAGE

Le mari peut trouver une seconde disposition protectrice de ses droits dans l'article 7 de la loi du 13 juillet 1907. Ce texte dispose, en effet, que « faute par l'un des époux de subvenir spontanément, dans la mesure de ses facultés aux charges du ménage, l'autre époux pourra obtenir du juge de paix du domicile du mari l'autorisation de saisir-arrêter et de toucher des salaires ou du produit du travail de son conjoint une part en proportion de ses besoins. »

Alors que la disposition de l'article 2 est essentiellement unilatérale, celle de l'article 7 est au contraire commune aux deux époux et s'applique aussi bien au mari qu'à la femme.

La loi consacre ici une vérité certaine ; elle part de ce fait que la conclusion de l'union conjugale entraîne des charges multiples. La vie en commun exige des dépenses

de nourriture, de logement, d'habillement ; l'éducation des enfants impose des sacrifices souvent très lourds. Toutes ces obligations que les conjoints ont créées par leur volonté doivent peser aussi bien sur l'un que sur l'autre.

Et cependant la loi de 1804 ne contenait pas à ce sujet de dispositions vraiment précises. Il aurait dû y avoir un principe général posé en dehors de l'adoption de tel ou tel régime matrimonial particulier, quelle que soit en effet la convention des époux : qu'il y ait communauté conventionnelle, régime dotal ou régime sans communauté, les mêmes nécessités pratiques se rencontrent.

Ce n'est que très indirectement et d'une façon éparse que le code civil déclare que les charges du ménage doivent sous les régimes de communauté être supportées par le patrimoine commun. C'est seulement sous la séparation des biens que nous trouvons un texte moins vague et que l'article 1537 vient décider : « chacun des époux contribue aux charges du ménage suivant les conventions contenues en leur contrat, et s'il n'en existe point à cet égard, la femme contribue à ces charges jusqu'à concurrence du tiers de ses revenus. »

En dehors de là, l'épouse ne pouvait que très difficilement obtenir la contribution du mari. Le plus souvent en effet, les tribunaux n'accueillaient ses prétentions que si la vie commune avait cessé (1).

(1) Cf., pour plus de détails : Chéron, « La contribution des époux

Le seul remède auquel l'épouse pouvait recourir était, avec la permission du Président du Tribunal, de procéder à une saisie arrêt entre les mains du patron du mari ; mais il y avait là une procédure souvent longue et qui était insuffisante pour assurer à un ménage les ressources qui lui étaient soustraites par les dissipations du mari.

Aussi la loi de 1907 a-t-elle sur ce point réalisé un progrès indiscutable (1) : elle a institué une procédure à la fois simple et peu coûteuse. Le mari et la femme sont

aux charges du ménage et la loi du 13 juillet 1907 » dans la *Revue trimestrielle de droit civil* de 1909, *adde* Tribunal de Montluçon, 16 nov. 1905. (D., 1906, 5-28).

(1) La meilleure preuve de l'importance pratique de cette disposition nous est fournie par la consultation des annales de la jurisprudence. C'est en effet l'article 7 qui a donné lieu à un mouvement de jurisprudence nettement caractérisé et c'est à son égard que les controverses se sont le plus souvent élevées. La Cour de Cassation a même eu à intervenir. Le premier problème posé était de savoir si la loi du 13 juillet 1907 s'appliquait aux époux séparés de fait : les juges de paix plus rapprochés des justiciables avaient admis l'affirmative (Cf. Tribunal de paix de Calais. D. (1909, 2-17) et S. (1909, 1-309). Mais le Tribunal de Boulogne-sur-Mer, le 5 mars 1908, se prononça pour la solution contraire, en raisonnant par analogie sur les articles 212-213 du Code civil. Cette décision qui aurait paralysé presque complètement la loi nouvelle fut heureusement infirmée par la Cour de Cassation qui le 1^{er} février 1909 décide que l'article 6 autorise la saisie arrêt « sans qu'il y ait lieu de distinguer si les époux vivent ensemble ou sont séparés de fait » (Cf. D. 1909, 1-85). Cependant la séparation ne doit pas être imputable aux torts de la femme. Sur le point de savoir si la compétence du juge de paix est illimitée ou bornée à 600 francs, cf. Tribunal de Châlons-sur-Marne, 19 mars 1909. (D. 1910, 2-11).

appelés devant le juge de paix par un simple avertissement du greffier (1), en la forme d'une lettre missive recommandée à la poste indiquant la nature de la demande. Ils doivent comparaître en personne, sauf en cas d'empêchement dûment justifié. Le juge se trouve ainsi à la portée des justiciables, ce qui évite les lenteurs et les frais. Le jugement rendu d'une façon très simple est également d'une exécution facile et rapide : sa seule signification (3) faite au conjoint et aux tiers débiteurs à la requête de l'époux qui en bénéficie, lui vaut attribution des sommes dont la saisie a été autorisée sans autre procédure.

Nous avons successivement examiné les droits du mari tant en raison de l'article 2 qu'en raison de l'article 7.

Il se pose dès lors un problème des plus délicats qui consiste à concilier ces deux dispositions. Leur coexistence dans la loi s'explique par ce fait que l'article 2 vient du projet de la Société d'études législatives et que l'article 7 se rattache à la proposition Gourju. Le meilleur moyen serait de faire à chacune de ces dispositions un champ d'application à part et de réserver l'article 2 pour les circonstances exceptionnellement graves. Ce but serait surtout facile à atteindre si le même juge avait à connaître de

(1) Cf. loi du 13 juillet 1907, art. 8.

(2) Cf. loi du 13 juillet 1907, art. 9.

l'une et de l'autre. Il serait désirable, par suite, d'admettre d'une façon générale la compétence du juge de paix, comme le fait remarquer très justement M. Raoul de la Grasserie (1) : « Pour bien décider, il faut connaître les parties, avoir recueilli les renseignements de leurs proches : d'autre part leur déplacement occasionne les dépenses. Un tribunal moins solennel aurait mieux valu et le juge de paix nous eut semblé un magistrat tout désigné pour statuer. On sait que la Chambre du Conseil traite ces questions de juridiction gracieuse avec une certaine légèreté pendant la suspension de l'audience, qu'elle est peu informée, que sa décision est rapide, enfin que malgré tout, les officiers ministériels viennent servir d'intermédiaires. »

(1) Cf. Raoul de la Grasserie, *Le libre salaire de la femme mariée et la contribution des époux aux charges du ménage*, p. 32.

CHAPITRE III

LES CRÉANCIERS, LEURS DROITS SUR LES BIENS RÉSERVÉS

Le législateur n'a pas voulu faire des biens réservés de la femme mariée un patrimoine insaisissable. C'eut été, en effet, une véritable atteinte aux droits des créanciers de la communauté. La femme elle-même aurait ressenti le contre-coup de cette mesure : cette protection excessive lui aurait certainement nui, en faisant d'elle une incapable avec laquelle personne n'aurait désormais contracté.

D'après l'article 3 de la loi du 13 juillet 1907, les biens réservés à l'administration de la femme mariée sont susceptibles d'être grevés de certaines dettes dont les créanciers pourront poursuivre l'exécution.

« Les biens réservés à l'administration de la femme
« pourront être saisis par ses créanciers.

« Ils pourront l'être aussi par les créanciers du mari
« qui ont contracté avec lui dans l'intérêt du ménage,

« alors que, d'après le régime adopté, ils auraient dû,
« antérieurement à la présente loi se trouver entre les
« mains du mari.

« La preuve que la dette a été contractée par le mari
« dans l'intérêt du ménage incombe au créancier.

« Le mari n'est responsable, ni sur les biens ordinaires
« de la communauté, ni sur les siens des dettes et obliga-
« tions contractées autrement que dans l'intérêt du
« ménage par la femme, même lorsqu'elle a agi dans la
« limite des droits que lui confère l'article 1^{er}, mais sans
« autorisation maritale. »

Rappelons de quelle façon sous le régime du code de 1804, la femme pouvait engager les biens communs ou ses biens propres. Contractant sans l'autorisation de son mari, l'épouse n'oblige pas les biens communs; elle engage seulement la nue propriété de ses propres, les revenus de ceux-ci rentrant dans la masse commune. Le créancier devra attendre la dissolution de la communauté pour recevoir satisfaction; c'était à lui de se mieux renseigner sur la capacité de sa débitrice, capacité qui varie suivant le régime matrimonial adopté.

L'épouse peut cependant donner action à ses créanciers quand elle contracte dans les étroites limites d'un mandat tacitement intervenu (1) entre elle et le chef du ménage pour les besoins de la famille.

(1) Cf. Binet, *La femme dans le ménage*, thèse, Nancy, 1904.

(1) Cf. Binet, *La femme dans le ménage*, thèse, Nancy, 1904.

En enlevant au mari sur les salaires de sa compagne les trop larges pouvoirs que le code de 1804 lui avait consentis, le législateur de 1907 a donné à la femme la faculté d'engager ses biens réservés sans autorisation du mari. Mais il n'en est pas moins vrai qu'elle pourra encore donner action à certains créanciers sur les biens communs ordinaires.

Nous allons successivement, dans quatre sections, examiner les droits des créanciers de la femme, puis les droits des créanciers du mari sur le pécule de son épouse. Nous déciderons ensuite à qui incombera la preuve que la dette a été contractée dans l'intérêt du ménage. Enfin, nous montrerons de quelle façon la femme doit prouver qu'un bien est réservé pour en éviter quelquefois la saisie.

SECTION I

Créanciers de la femme

Le gage offert par la femme à ses créanciers pourra varier suivant les circonstances; cependant ils auront toujours le droit de saisir les biens réservés à l'administration de leur débitrice et qui constituent son pécule. Dans certains cas, ces créanciers pourront se faire payer sur les autres biens communs.

La situation faite aux créanciers de l'épouse s'est donc profondément améliorée depuis le vote de la loi de 1907. Désormais, dès que le pécule aura quelque valeur, ils seront certains de pouvoir faire efficacement valoir leurs droits.

Sous l'empire du code, les dettes de la femme antérieures à son mariage tombaient en communauté (art. 1409), et le mari devait les acquitter en tant que chef du ménage sur les deniers communs dont il avait l'entière administration. Cependant aux termes de l'article 1410, la communauté n'était tenue des dettes mobilières contractées avant le mariage par la femme « qu'autant qu'elles résultaient d'un acte authentique antérieur au mariage ou ayant reçu avant la même époque une date certaine soit par l'enregistrement, soit par le décès d'un ou de plusieurs signataires dudit acte. Le créancier de la femme en vertu d'un acte n'ayant pas de date certaine, antérieure au mariage ne pouvait en poursuivre contre elle le paiement que sur la nue propriété de ses immeubles personnels. »

Depuis le vote de la loi de 1907, les créanciers de la femme, qui ont contracté avec elle antérieurement au mariage, seront payés sur les biens réservés sans qu'il soit nécessaire que la dette ait date certaine. M. Gourju (1) dans l'article 5 de sa proposition déclarait : « Le pécule répondra de toutes les dettes de la femme, contractuelles, ou délictuelles, *même antérieures au mariage.* »

(1) Prop : Gourju, Doc. parlem... Sénat 1906, p. 743.

Sans doute cette disposition n'a pas été reproduite dans le texte de la loi nouvelle, mais il serait tout à fait erroné d'en conclure que le législateur a voulu la supprimer. Elle résulte naturellement du fondement qui était attribué à l'article 1410 du Code civil. Ce que le législateur avait voulu, c'était protéger les droits d'administration et de jouissance du mari : or, comme avec le texte de 1907, ces mêmes droits sont transférés à l'épouse, il n'y a plus aucune raison pour maintenir les exigences particulièrement rigoureuses formulées dans l'article 1410. Celles-ci se justifiaient en effet par l'idée que le mari était un tiers, elles ne peuvent plus s'appliquer dès l'instant où les droits de ce tiers disparaissent et où l'on a seulement en présence le créancier et sa débitrice.

Lorsqu'au cours du mariage la femme contracte sans autorisation maritale, elle engage dans tous les cas ses biens réservés, et ses créanciers ont la faculté de les saisir. Ils se trouvent par suite dans une situation singulièrement plus favorable que celle qui leur était réservée sous l'empire de la législation du Code civil. Alors, en effet, la femme, dans cette hypothèse, engageait seulement la nue-propriété de ses propres et le plus souvent ses propres étaient excessivement rares surtout dans les familles ouvrières. Les revenus de ces biens étaient, de par la loi, apportés au mari pour subvenir aux charges

du ménage et étaient ainsi soustraits à l'action des créanciers de l'épouse ; il en était ainsi tant que durait la communauté.

A l'heure actuelle au contraire, les biens qui forment le pécule représentent souvent une valeur économique considérable et le créancier n'a pas besoin d'attendre pour poursuivre l'exécution des engagements dont il est le titulaire actif, la dissolution de la communauté.

Le gage général des créanciers de la femme est particulièrement accru lorsque leur débitrice a traité dans l'intérêt du ménage. Ce n'est plus alors seulement le pécule qui se trouve tenu, c'est aussi l'autre partie du patrimoine de la communauté.

Dans cette hypothèse en effet, qui est de nature à se présenter très fréquemment dans la pratique, la dette ne grèvera pas seulement les biens réservés, elle portera sur les autres biens communs dont le mari reste l'administrateur.

C'est ici le lieu d'exposer une difficulté suscitée par un passage du rapport de M. Viollette à la Chambre des Députés (1). « La loi, déclare-t-il, prend soin d'expliquer qu'on ne considérera pas comme contractées dans l'intérêt du ménage les obligations de la femme pour l'administration de ses biens réservés. » Nulle part dans le texte de la

(1) Viollette, rapport cité, p. 961.

loi, nous n'avons pu lire cette disposition : elle ne résulte pas non plus du sens même de l'article 3 : car il semble au contraire, que l'intérêt du ménage exige au plus haut point une bonne administration des biens réservés. Il serait profondément injuste que la femme seule fut désignée pour en supporter les charges. D'ailleurs comme l'expose M. Pichon (1) « cette affirmation si elle devait être tenue pour exacte vaudrait aussi pour le mari : il en résulterait donc que les obligations contractées par le mari pour l'administration des biens qui lui sont confiés, ne seraient point considérées comme contractées dans l'intérêt du ménage, et par suite ne grèveraient pas les biens réservés à l'administration de la femme. »

Mais la loi de 1907, ne l'oublions pas, n'a pas entendu supprimer la vieille théorie du mandat tacite. La femme contractera pour les besoins du ménage, et les créanciers pourront recourir sur les biens de la communauté comme autrefois : nous entendons par communauté l'ensemble du patrimoine commun et non pas seulement les biens dont le mari garde l'administration. Pourvoyeuse des intérêts de la famille et en vertu de son mandat tacite, la femme achète des denrées alimentaires : elle solde les factures des fournisseurs du ménage ; pour accomplir cette tâche, elle n'a pas besoin d'une habilitation régulière et

(1) Pichon, *Revue critique de législation et jurisprudence*, 1908, page 228.

spéciale. L'intérêt du ménage exige donc que les créanciers de la famille aient action sur le patrimoine commun tout entier.

Le résultat qui découle de l'affectation de la dette aux charges du ménage et qui se traduit par la responsabilité de quatre patrimoines, peut également être atteint par une manifestation de la volonté subjective du mari, par son autorisation.

Dans cette hypothèse, en effet, l'épouse engagera non seulement ses biens réservés et les autres biens communs, mais encore ses biens propres et ceux du mari. Les créanciers de la femme ne pourront jamais saisir ses biens propres, lorsqu'elle aura contracté sans autorisation du mari ou de justice, dans tout autre intérêt que celui du ménage : ils se contenteront alors de faire supporter la dette par les biens réservés. Au cas d'une autorisation de justice, le gage des créanciers de la femme comprendra les biens réservés et s'étendra aux propres de leur débitrice.

L'idée générale qui se dégage de toute cette étude est celle d'une augmentation du crédit de l'épouse. Surtout lorsqu'elle est soucieuse de ses devoirs, lorsqu'elle ne perd pas de vue l'intérêt du ménage, elle offre aux créanciers des garanties très sérieuses et peut ainsi surmonter des circonstances difficiles et des embarras passagers.

SECTION II

Créanciers du mari

L'institution des biens réservés avait pour but de limiter les pouvoirs que possédait le mari sous le régime de la communauté légale, sur les biens provenant du travail de sa compagne. Il en est résulté une diminution du gage de ses créanciers personnels.

Sans doute, le mari, malgré les restrictions créées par la loi nouvelle, reste le chef incontesté de la communauté ; il administre en effet la plus grande partie des biens communs et il a, en ce qui les concerne, des droits fort importants. C'est ainsi qu'il peut toujours aliéner les biens communs et même disposer des meubles à titre gratuit pourvu qu'il les donne séparément.

Il ne possède plus depuis 1907 la faculté d'engager à sa guise les produits du travail de sa compagne. La loi apporte donc une sérieuse modification aux articles 1409 et suivants du Code civil.

Mais, il n'en est pas moins vrai, que, s'il s'agit de l'intérêt du ménage, le mari pourra engager le pécule de sa compagne, de même que celle-ci peut engager les biens communs ordinaires lorsqu'elle contracte dans cet intérêt.

Mais que faut-il entendre par cette expression, l'intérêt

du ménage ? C'est une nouveauté dans notre langue juridique et seule une longue jurisprudence pourra lui donner toute la précision désirable.

Il est très important pour les créanciers du mari comme pour les créanciers de la femme de savoir si leurs débiteurs contractent ou non dans l'intérêt du ménage. Souvent il s'agira d'une question de fait qui variera suivant la situation de fortune du mari. Il sera, semble-t-il, le rôle du juge de rechercher si les dépenses du mari sont conformes objectivement à sa situation sociale ou si, manifestement elles excèdent celles qu'aurait consenties un bon administrateur. La jurisprudence aura du reste sur ce point à s'inspirer des solutions qu'elle a admises relativement au mandat tacite de l'épouse.

1. Les biens réservés répondront donc toujours des dettes contractées par le mari *dans l'intérêt du ménage* : mais la loi de 1907 n'établit pas dans quel ordre les créanciers pourront exercer leurs droits de recours. Devront-ils commencer par s'en prendre aux biens administrés par le mari, ou auront-ils la liberté de s'attaquer immédiatement aux biens réservés ?

Cette question avait été expressément prévue dans la proposition faite en 1905 par M. Grosjean : dans son article 3 en effet, il formulait le principe suivant : « la femme répond également des dettes faites pour les besoins du ménage par le mari, mais seulement en cas d'insuffisance des biens de celui-ci ou de la communauté. » Il en résultait

que la responsabilité du pécule n'était pour ainsi dire qu'une responsabilité subsidiaire. C'était seulement après avoir usé de l'exécution forcée contre le patrimoine personnel du mari et contre celui de la communauté que les créanciers non désintéressés pouvaient, pour ce qui leur restait dû, s'adresser à l'épouse. Il y avait là certainement une disposition des plus protectrices pour l'épouse.

C'était au fond un véritable privilège consistant non point en ce qu'un créancier devait être payé le premier, mais en ce que la femme débitrice devait payer la dernière.

C'était en tout cas une dérogation au principe de l'article 2092 du Code civil, qui déclare le débiteur tenu sur tous ses biens mobiliers ou immobiliers.

Mais cette solution a évidemment besoin d'un texte formel pour la consacrer, et, en l'absence de cette disposition dans la loi nouvelle, il n'est pas possible à l'interprète de la considérer comme maintenue. Il en résulte que les créanciers peuvent librement régler l'ordre de leurs poursuites et commencer par le pécule de la femme puisque tous les biens de la communauté rentrent dans leur gage général.

2. *Dettes contractées en dehors de l'intérêt du ménage.* Ces dettes comprennent tout d'abord celles qui sont antérieures à la célébration du mariage. Il est bien évident en effet que le ménage supposant des charges communes, ces charges ne peuvent exister que postérieurement à l'union des deux époux.

Il en sera de même, après la conclusion du pacte matrimonial, pour toutes les obligations qui ne seront formées que dans l'intérêt exclusif du mari. L'article 3 de la loi nouvelle, dans son paragraphe 2, n'étend en effet le droit de saisie du pécule aux créanciers du mari que dans le cas d'intérêt du ménage.

La seule question véritablement importante qui puisse se poser à cet égard est de savoir si la convention des parties peut modifier cette règle légale et si un accord intervenu est susceptible de déclarer que la femme sera responsable sur son patrimoine réservé des engagements contractés par le mari. Peut-elle, lorsque son conjoint assume une obligation, donner sa signature et s'engager par là personnellement. M. Viollette, dans son rapport (1) s'était très nettement prononcé pour la négative. Il redoutait que cette simple formalité fit entièrement disparaître tous les effets de la loi et rendit illusoire la protection que le législateur jugeait nécessaire d'instituer en faveur de la femme laborieuse.

En réalité cette prétention du rapporteur ne lie pas l'interprète : elle est la manifestation d'une opinion personnelle

(1) Cf. J. O. Chambre. Doc. parlem., 1907, annexe n° 4128, page 961.

« La signature devrait être considérée comme nulle d'une nullité d'ordre public. En effet, il ne servirait à rien de dire dans l'article 1 que la femme ne peut pas renoncer au bénéfice de la loi, si dans chaque cas particulier elle avait la possibilité de consentir à la violation de la loi. »

qui a du reste été démentie dans les travaux préparatoires eux-mêmes. En effet M. Guillier (1) déclara expressément : « Si la cause de l'engagement du mari est légitime et avouable, les créanciers personnels du mari prendront la précaution d'exiger le concours de l'épouse. »

Cette théorie défendue par M. Guillier est d'autre part certainement meilleure au point de vue des principes ; il serait en effet singulier qu'une loi dont le principal but fut d'étendre la capacité de l'épouse, vint ressusciter le sénatus-consulte Velléien. « Nulle part, comme le constate M. Pichon (2), la loi n'a limité ainsi la capacité de la femme : si le mari use de violence ou abuse de ses pouvoirs pour obtenir l'engagement de la femme, la théorie civile des nullités suffit à faire tomber l'acte ainsi vicié. Quant à l'argument tiré des clauses contraires dans le contrat de mariage, il se fonde sur une erreur manifeste : renoncer pour toujours et d'une façon irrévocable à un droit c'est l'aliéner. Mais, lorsque la femme s'engage pour son mari, elle n'aliène plus les droits qui lui ont été reconnus, elle les exerce. La prohibition de la première stipulation n'atteint donc pas la seconde. »

(1) Cf. Guillier, rapport cité, p. 55. Cette affirmation a du reste été confirmée par M. Guillier lui-même à M. Crevoisier (cf. loi du 13 juillet 1900), page 41).

(2) Cf. Pichon, *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1908, p. 221.

Après l'étude des droits des créanciers de la femme et du mari sur les biens réservés, il nous reste à adresser à la loi de 1907 un grave reproche. Les dispositions des articles 1 et 3, permettent aux époux de se concerter pour frauder leurs créanciers.

C'est ce qui résulte de la distinction des dettes contractées dans l'intérêt du ménage ou pour tout autre motif personnel à l'époux : de la division, dans l'intérieur du patrimoine commun de deux catégories de biens, les biens communs ordinaires administrés par le mari et les biens réservés à l'administration de la femme.

Un tiers peut savoir si la femme exerce une profession distincte de celle du mari, il ne connaîtra pas toujours l'état des affaires de sa débitrice, et il lui sera par conséquent difficile de se rendre compte si les biens réservés à son administration ont ou non une grande valeur.

Il y aurait pour ce tiers un avantage à contracter avec l'un des époux dans l'intérêt du ménage, puisque, dans ce cas, il aurait action sur cette partie du patrimoine commun administrée par l'époux non contractant. Or, nous l'avons dit plus haut, il sera souvent très difficile de distinguer *a priori* la qualité de la créance.

Enfin, quoi de plus facile, pour le mari par exemple, lorsqu'il doit être saisi, de dissimuler une partie de ses biens sur lesquels doit porter le droit de gage de ses créanciers, en les faisant passer dans le patrimoine réservé de l'épouse. Celle-ci aura l'idée de majorer l'étendue de

ses biens réservés, elle fera même rentrer dans son pécule une partie des biens propres du mari.

De même, l'épouse, devant les poursuites de ses créanciers, retirera de la masse du pécule des valeurs qui seront considérées comme rentrant dans la catégorie des propres de son conjoint.

La connivence des deux époux est ici nécessaire ; elle sera, nous le pensons, en l'espèce, très fréquente. C'est ce qui autorise M. Sourdois (1) à écrire fort justement « Les créanciers, déjà suffisamment maltraités par la loi française, vont, une fois de plus, courir le risque d'être spoliés. »

SECTION III

Qui doit prouver dans quel intérêt la dette a été contractée ?

La dette contractée par l'un des époux l'a-t-elle été dans l'intérêt du ménage ou dans un autre intérêt ?

Dans le premier cas, nous avons dit, elle grèvera les biens communs, y compris les biens réservés à l'administration de la femme. Dans le second cas, contractée par le mari, elle engagera seulement les biens communs ordinaires dont il a l'administration ; assumée par sa femme,

(1) Sourdois, *Revue trimestrielle de droit civil*, 1907, page 585.

les créanciers ne pourront s'attaquer qu'à la partie de la masse commune formée par les biens réservés.

Mais qui doit prouver que la dette contractée présente ou non cette affectation à l'intérêt du ménage ? Ce pourrait être le créancier qui réclame son dû ou l'un des deux époux, le débiteur lui-même ou son conjoint.

Les travaux préparatoires de la loi sont muets sur cette importante question, et elle n'a pas été soulevée au cours de la discussion devant les Chambres.

L'article 3 alinéa 3, s'occupant des dettes du mari contractées dans l'intérêt du ménage, et grevant par conséquent les biens réservés, oblige le créancier à faire la preuve que cette dette a été contractée dans l'intérêt du ménage. Cette disposition vient à l'encontre des règles anciennes. Sous le régime du code, toute dette contractée par le mari administrateur de la grande masse commune devait être acquittée sur tous les biens communs et en engageait la responsabilité. La femme devait alors prouver que cette dette ne grevait pas les biens communs. La présomption était alors que toute dette du mari était exécutoire sur le patrimoine de la communauté.

Mais, si la femme a contracté la dette dont le créancier veut poursuivre le paiement, à qui incombe la charge de prouver qu'elle est justifiée par l'intérêt du ménage et doit en conséquence grever tous les biens communs ? La loi n'a pas statué sur ce point, il appartient donc à la doctrine de trancher en toute liberté la controverse. Faut-il mettre

en parallèle les deux hypothèses du mari débiteur et de la femme débitrice et conclure par analogie de la première à la seconde que les créanciers de l'un et de l'autre devront établir que la dette a été contractée dans l'intérêt du mariage ?

M. Pichon estime que c'est au mari à démontrer que la dette ne doit pas grever les biens communs ordinaires : il s'appuie sur le dernier alinéa de l'article 3 de la loi du 13 juillet 1907 conçu dans les termes suivants : « Le mari n'est responsable ni sur les biens ordinaires de la communauté ni sur les siens des dettes et obligations contractées autrement que dans l'intérêt du ménage par la femme. » Il en conclut, que cette disposition consacre au profit du mari une exonération de responsabilité : elle lui accorde donc une prérogative : et c'est à celui qui invoque une prérogative, d'en faire la preuve.

SECTION IV

Des preuves à fournir par l'épouse.

La question des preuves a, au point de vue pratique, une importance des plus considérables. Il serait en effet illusoire de proclamer des droits si on ne leur assurait une réalisation facile et rapide. Le problème peut se poser dans

deux circonstances différentes : ou bien l'épouse veut se servir de l'article 1 de la loi et il lui faut montrer qu'elle en remplit les conditions, ou bien elle doit aux termes de l'article 4 en cas de contestation, établir la consistance et la provenance de ses biens réservés.

La première hypothèse est la plus simple ; elle est nettement résolue par l'alinéa 4 de l'article 1 qui fut introduit le 24 mai 1907 sur la proposition de M. Legrand (1) et qui est formulé de la façon suivante : « La validité des actes faits par la femme sera subordonnée à la seule justification faite par un acte de notoriété ou par tout autre moyen mentionné dans la convention qu'elle exerce personnellement une profession distincte de celle de son mari : la responsabilité des tiers avec lesquelles elle a traité en leur fournissant cette justification, n'est pas engagée. »

Il y a là une innovation particulièrement grave. Lorsque l'épouse vient faire usage des droits à elle conférés par l'article 1, lorsqu'elle achète des valeurs mobilières ou des immeubles, elle n'est plus obligée de prouver que les sommes qu'elle emploie au prix d'achat ont été effectivement acquises par son labeur. Il lui suffit de justifier d'une profession distincte. Il n'est donc plus nécessaire comme le désirait la Société d'études législatives et comme l'avait

(1) *Journal Officiel*, débats parlementaires, Sénat, 1907, séance du 14 mai 1907, page 624.

prétendu M. Gourju dans sa proposition (1), de démontrer que les valeurs à l'aide desquelles se réalise l'opération proviennent en réalité de l'activité indépendante de la femme mariée. Les tiers expressément déchargés de toute responsabilité par la loi, entreront sans hésiter en relation d'affaires avec la femme.

Il suffira d'un acte de notoriété, qui, d'après M. Dépinay (2), est de la compétence exclusive des notaires. De plus, la loi elle-même prévoit d'autres moyens, lorsque l'opération ne sera pas suffisamment importante pour légitimer l'intermédiaire d'un officier ministériel, on fera alors usage d'une lettre de l'employeur : de la patente si la femme est commerçante, ou de l'intervention de deux témoins.

Si des contestations surgissent, et particulièrement à la dissolution de la communauté, si le mari ou des tiers prétendent se trouver en présence des biens communs ordinaires, c'est naturellement à la femme qu'il incombe d'établir la qualité des biens réservés, leur consistance et leur provenance. Il y a là simplement l'application

(1) Cf. Proposition Gourju, art. 6, *Journal Officiel*, 1906, Sénat, annexe n° 304.

(2) Cf. « Applications par la pratique notariale de la loi du 13 juillet 1907 » dans la *Revue du notariat et de l'enregistrement*, année 1908.

de l'adage de procédure bien connu. « *Onus probandi incumbit actori.* »

Mais si la loi impose la charge de la preuve à l'épouse, elle lui facilite d'autre part sa tâche en disposant dans l'article 4 qu'elle peut avoir recours à toutes preuves de droit même par témoins, mais non à la commune renommée.

Cette disposition apparaît comme une réaction heureuse contre un formalisme exagéré, notamment au cas de dissolution de la communauté. La procédure instituée par la loi nouvelle est bien différente de celle admise par le droit commun en ce qui concerne l'exercice par la femme de ses reprises. Il nous suffira de rappeler ici la rigueur de la jurisprudence qui exige lorsque l'épouse se trouve en conflit avec les tiers, l'existence d'un inventaire ou d'un état authentique pour autoriser ses reprises.

Ici au contraire, seule, la preuve par commune renommée est exclue, en raison des dangers qu'elle présente et de son trop faible degré de certitude, mais c'est la seule restriction apportée. M. Viollette a insisté sur cette idée dans son rapport à la Chambre ; comme il le dit « la femme pourra faire la preuve en produisant le bordereau d'agent de change ou l'acte d'acquisition : elle pourra aussi faire entendre des témoins même si la somme dépasse 150 francs..... On s'est demandé si la femme pourrait prouver par présomption. Incontestablement : d'abord

l'article admet qu'elle peut prouver par témoins; ensuite, le fait que seule la commune renommée est exclue fait évanouir toute difficulté (1). »

(1) Cf. *J. O. Chambre*, doc. parlem. 1907, annexe n° 1128, p. 961.

CHAPITRE IV

SORT DES BIENS RÉSERVÉS A LA DISSOLUTION DE LA COMMUNAUTÉ

Quand cessera la vie commune, il y aura lieu de se préoccuper du sort de cette importante fraction de la fortune des époux qui, sous le régime légal, constitue la communauté.

Le Code de 1804 contient sur cette matière de nombreux articles. La masse partageable se divise toujours par moitié, s'il n'est pas intervenu de contrat entre les conjoints au moment de l'union.

Le mari, gérant de la masse commune, doit subir la responsabilité de ses actes et sera toujours personnellement tenu du passif. Mais la femme ou à son défaut ses héritiers ont la faculté de choisir entre deux déterminations. Il leur est loisible d'accepter la communauté, s'ils la jugent prospère; ils peuvent aussi répudier ce patrimoine qui leur est offert s'ils estiment que l'acceptation serait préjudiciable à

leurs intérêts. On a pu à ce titre rapprocher la femme de l'héritier qui, dans notre législation, puisqu'il n'y a plus d'héritiers nécessaires, peut accepter ou répudier la succession qui lui est proposée.

La loi de 1907 devait nécessairement nous faire connaître le sort des biens réservés à l'administration de la femme mariée, quand la communauté vient à se dissoudre. C'est l'objet de l'article 5 ainsi conçu :

« S'il y a communauté ou société d'acquêts, les biens réservés entreront dans le partage du fonds commun.

« Si la femme renonce à la communauté, elle les gardera
« francs et quittes de toutes dettes autres que celles dont
« elles étaient antérieurement le gage, en vertu de l'article 3 de la présente loi.

« Cette faculté appartiendra à ses héritiers en ligne directe. »

Comme l'a fait la loi elle-même, nous aurons à distinguer les deux situations qui découlent de l'option pratiquée par l'épouse ; et nous examinerons dans deux sections successives le statut juridique des biens réservés au cas d'acceptation et au cas de renonciation.

SECTION I

La femme accepte

La dissolution de la communauté peut se produire soit par le prédécès d'un des conjoints soit de leur vivant.

Supposons que la femme, étant encore dans les délais, se décide à accepter la moitié de la communauté qui lui est offerte ; c'est le cas le plus fréquent. D'après l'article 3, les biens réservés entrent alors dans le partage du fonds commun.

Cette disposition vient renforcer la théorie que nous avons émise dans le chapitre second : les biens réservés à l'administration de la femme font toujours partie de la communauté. S'ils étaient propres, on comprendrait difficilement cette solution bizarre qui forcerait la femme acceptante à se dépouiller nécessairement d'une partie de ses biens péniblement gagnés pour enrichir les héritiers du mari.

Le partage de la communauté a lieu par moitié lorsque les époux n'ont pas fait de contrat : le pécule de la femme vient s'adjoindre aux biens communs ordinaires.

Cette partie de l'article 3 n'a pu donner lieu à aucune critique : l'attribution d'une part égale du patrimoine commun aux deux époux, est un principe de notre droit matrimonial, aussi vieux que le régime de communauté lui-même.

Si la femme acceptante avait eu la possibilité de participer au partage des biens communs ordinaires, dont une grande part provient du travail du mari, tout en conservant pour elle la totalité du pécule, il y aurait eu un avantage injustifié à son profit.

En effet : elle aurait prélevé la moitié que le législateur

lui attribue sur cette partie des biens communs dont le mari est l'administrateur, elle serait intervenue au partage des produits du travail de son conjoint et celui-ci n'aurait pas eu le droit de réclamer sa part dans la liquidation du patrimoine réservé de sa compagne. Le législateur n'a pas voulu consacrer une pareille injustice.

Les biens réservés de la femme mariée seront donc compris dans la masse partageable au cas d'acceptation. Ils pourront former, remarquons-le incidemment, la plus grande partie des biens communs, si l'épouse est à la tête d'une très grande exploitation commerciale et si ses affaires sont prospères.

Cependant le mari ou ses héritiers, depuis la loi de 1907, pourront être quelquefois lésés par le fait de l'acceptation de l'épouse, car le législateur ne consacre pas au profit du mari des dispositions analogues à celles de la renonciation ou du bénéfice d'émolument. Ces solutions qui se justifiaient tout naturellement en 1804 sous un régime d'omnipotence du mari, deviennent au contraire discutables avec la loi nouvelle. Le mari ne va-t-il pas subir les conséquences d'actes qu'il lui était difficile d'empêcher ; n'est-il pas exposé à recevoir un patrimoine dont le passif dépasse l'actif ? Sans doute le texte de 1907 lui permet le retrait des pouvoirs, mais il pourra, arriver qu'insuffisamment au courant de l'exploitation commerciale par exemple de l'épouse, il n'en connaisse pas la situation véritable. Lorsqu'à la dissolution de la communauté, le mari sera

exactement renseigné, il sera trop tard et il devra subir toutes les conséquences désastreuses du négoce.

Au cas de prédécès de la femme, lorsque ses héritiers acceptent la communauté, ils n'ont droit qu'à la moitié du patrimoine commun. Il en résulte que la défunte n'a pu leur léguer l'intégralité des biens réservés. Si cependant elle le fait, la disposition ne sera pas nécessairement nulle : tout dépendra alors des résultats du partage ; et si les biens réservés sont mis dans le lot de la femme, la disposition testamentaire se trouvera rétroactivement validée.

Récompenses. — L'acceptation de la femme implique l'idée d'un partage de la masse commune, qui se compose à la fois des biens gérés par le mari et de ceux dont la femme aura exercé l'administration en vertu de la loi de 1907.

Avant de procéder à la répartition, il est nécessaire de faire un règlement de comptes, pour éviter que le patrimoine de l'un des conjoints ne s'enrichisse au détriment de l'autre. Certaines obligations qui doivent définitivement rester à la charge soit du mari, soit de la femme ont pu en fait être acquittées par un autre que le débiteur. La femme a, par exemple, payé sur ses biens réservés une dette personnelle du mari, ou à l'inverse, le mari a libéré l'épouse d'un engagement dont elle était seule tenue. L'équilibre ainsi rompu doit être rétabli.

C'est un principe du code civil qu'il ne peut y avoir de

récompenses entre les éléments d'un même patrimoine. Il semblerait par suite qu'ici aucune récompense ne doive exister entre les biens administrés par le mari et le pécule de la femme, puisque celle-là comme celui-ci font partie du patrimoine commun. Mais ici, la règle subit une dérogation, et cette exception s'explique au fond parce que les biens réservés, tout en demeurant biens communs n'en constituent pas moins en fait une sorte de petit patrimoine distinct, individualisé, ayant une existence propre et susceptible par conséquent d'avoir certains rapports avec les autres masses de biens, de s'enrichir à leur détriment ou de s'appauvrir à leur avantage.

Le dernier paragraphe de l'article 3 de la loi est ainsi conçu :

« Le mari n'est responsable ni sur les biens ordinaires de la communauté, ni sur les siens, des dettes et obligations contractées autrement que dans l'intérêt du ménage par la femme, lorsqu'elle a agi dans la limite des droits que lui confère l'article 1^{er}, mais sans autorisation maritale. »

Donc, si durant la vie commune, une dette relative à un bien réservé n'ayant pas le caractère d'intérêt du ménage a été réglée par les biens communs ordinaires, il sera nécessaire qu'en vertu de la théorie des récompenses, l'équilibre soit rétabli pour empêcher tout enrichissement injuste au détriment du mari.

SECTION II

La femme renonce

Le législateur de 1804, en organisant comme régime de droit commun la communauté de meubles et acquêts, a conféré au mari, chef de cette communauté, des pouvoirs excessivement étendus. Il lui a permis, en effet, de disposer dans une large mesure, de l'actif commun ; bien plus, il l'a autorisé à grever par ses dettes la masse commune, en partant de l'idée qu'il y avait confusion entre son patrimoine et celui de la communauté.

Comme contrepoids à ces pouvoirs presque absolus, le Code civil a organisé au profit de l'épouse une série de mesures de protection : il lui a notamment accordé le bénéfice d'émolument, qui limite sa responsabilité vis à vis des créanciers de la communauté aux biens qu'elle recueille en vertu de son acceptation (art. 1483). Il lui a octroyé un droit de préférence pour l'exercice de ses reprises et une hypothèque légale sur les biens de son conjoint. Mais l'une des prérogatives les plus importantes, est celle qui permet à la femme de répudier la communauté, de rejeter ainsi loin d'elle les conséquences d'une administration désastreuse.

Cette construction législative que l'on peut résumer dans

la formule : absence de pouvoirs, absence de responsabilités, pouvait à la rigueur se justifier en 1804, tant qu'il s'agissait seulement de protéger la femme ayant des biens propres. Au contraire, avec l'époque moderne et l'extension de l'activité économique de l'épouse, celle-ci se trouvait en face d'un dilemme dont les deux termes lui étaient également défavorables. Lorsque la gestion de la communauté avait été mauvaise, ou la femme acceptait et elle devait supporter sa part de dettes énormes assumées par le mari ; ou elle renonçait et elle perdait par là même tout droit sur les fruits de son travail.

M. Thaller, à la Société d'études législatives en 1902 (1), invoquant les principes traditionnels, s'opposait à ce que la femme renonçante gardât ses biens réservés.

« Cette application, en dehors de toute convention expresse, de la reprise d'apport franc et quitte présente, disait-il, plus d'inconvénients que d'avantages. Elle rend au point de vue juridique la situation plus trouble et compromet par là le succès de la proposition. Après avoir fait tomber les salaires de la femme en communauté on a l'air de se raviser et de les soumettre plutôt à un régime de séparation de biens. »

Mais la question est de savoir ce qui est préférable, d'une construction absolument logique, ou d'un système mieux adapté aux besoins pratiques. L'idée qui maintient

(1) *Bulletin de la Société d'études législatives*, 1902, p. 120.

à la femme, même après sa renonciation, ses droits sur le pécule, peut parfaitement se défendre à ce dernier point de vue. C'est qu'en effet, malgré les limites apportées par le texte de 1907, les abus du mari sont toujours possibles. Ils ne concernent plus les salaires de sa compagne, mais ils peuvent encore trouver une sphère d'application lorsqu'il s'agit soit des salaires du mari, soit des autres valeurs communes. La faculté de renonciation doit donc être maintenue.

Seulement, ne comporte-t-elle pas suivant les principes généraux, une conséquence choquante? Si on admet que la femme doit par là-même abandonner les fruits de son travail, ce n'est pas détruire, c'est simplement reculer la mainmise du mari. L'active ouvrière qui aura peiné longtemps pour atteindre une modeste aisance et pour subvenir entièrement aux besoins des enfants, se verra obligée de remettre les fruits de son épargne à un mari débauché. Ne vaut-il pas mieux dès lors que l'épouse conserve à titre de propriétaire cette fois, les biens qui proviennent de son travail personnel? N'est-il pas préférable que ni elle ni ses enfants, ne souffrent des fautes d'un homme qui n'a jamais compris ses devoirs de père et d'époux?

Toutes ces considérations conduisent à admettre un système mixte qui concède à l'épouse la faculté de renoncer, mais lui accorde en ce cas la possibilité de conserver ses biens réservés. Il y a sans doute là une importante déro-

gation au principe de l'article 1492 du Code civil, qui enlève à la femme renonçante tout droit sur les biens communs. C'est même cette dérogation qui avait permis à M. Saleilles, comme nous l'avons établi dans la première section de notre chapitre II, de refuser à ces biens le caractère d'éléments de la masse commune.

Quoi qu'il en soit, il est certain que le législateur français s'est rallié à la conception mixte que nous venons d'exposer. Il avait du reste déjà un exemple dans la législation du canton de Genève et c'est vraisemblablement dans ce texte qu'il a puisé son inspiration. Les discussions doctrinales de la Société d'études législatives avaient, d'ailleurs, insisté sur ce point de vue. M. Tissier (1) l'approuve pleinement dans son rapport : il y voit une combinaison ingénieuse favorable à la femme et dictée par un sentiment d'humanité. Elle ne présente du reste aucun danger pour les tiers, puisque, aux termes de l'article 5, alinéa 2 « les biens sont francs et quittes de toutes dettes autres que celles dont elles étaient antérieurement le gage en vertu de l'article 3 de la présente loi. » Il résulte de cette disposition que les créanciers qui ont traité dans l'intérêt du ménage et qui sont au fond les seuls dignes de protection, ne se trouvent aucunement lésés dans leurs droits. Il n'y a point là un privilège injus-

(1) Cf. rapport Tissier. *Bulletin de la Société d'études législatives*, *loc. cit.*, page 35.

tifié au profit de l'épouse comme c'en est été le cas si on avait exempté le pécule de toutes dettes.

Un rapprochement s'impose entre la faculté accordée à l'épouse laborieuse par l'article 5 de la loi du 13 juillet 1907, et celle qui est consacrée dans des termes généraux par l'article 1514 du Code civil. Une première différence très nette provient de ce que la première existe par la volonté même de la loi, alors que la seconde, dérogation au droit commun, doit être expressément stipulée par les parties dans leurs conventions matrimoniales. D'autre part, aux termes de l'article 1514, la femme peut « reprendre tout ou partie de ce qu'elle aura rapporté, soit lors du mariage, soit depuis, même au cas de renonciation à la communauté. » Mais il y a là une exception qui est soumise à la règle de l'interprétation restrictive. En agissant ainsi, elle ne supporte pas les dettes de la communauté et ne doit acquitter que les dettes à elles personnelles. C'est en ce sens que l'article 1514 déclare l'apport franc et quitte.

La loi de 1907 laisse dans la communauté les biens réservés à l'administration de l'épouse : ils sont donc tenus de toutes les dettes dont la cause est dans l'entretien du ménage, et la femme ne peut refuser d'en acquitter le montant lorsque le mari les a contractées.

Le droit de renoncer à la communauté et de reprendre le pécule n'appartient d'après la disposition de l'article 5 alinéa 2 qu'aux héritiers en ligne directe de la femme. Il

est assez difficile d'expliquer cette limitation ; il semble, en effet, au point de vue théorique, que si la femme peut exercer ce droit, tous ceux qui lui succèdent, ascendants, descendants ou collatéraux, devraient jouir de la même prérogative en répudiant une communauté obérée par le désordre du mari. M. Guillier, dans son rapport (1), donne la justification suivante : « Cette faculté appartiendra aux héritiers de la femme en ligne directe : n'est-ce pas en effet dans l'intérêt des enfants qu'elle s'est imposée des sacrifices ? Serait-il équitable que ses économies péniblement amassés soient enlevées à ses enfants par des créanciers personnels du mari qui en faisant crédit à celui-ci ont encouragé ses goûts de dépense ? »

Il n'y a aucun motif d'exclure les collatéraux de la femme qui viendront à sa succession. Le législateur a fait ici une omission regrettable, mais croyons-nous involontaire.

Il viole ainsi le principe de l'égalité entre héritiers, adopté par le droit successoral français : ce principe, ne devrait subir aucune exception.

La femme qui garde désormais en renonçant la totalité de ses biens réservés, ne sera-t-elle pas tentée quelquefois, par pur intérêt personnel, de profiter de cette faculté

(1) Guillier, rapport cité page 56.

organisée par la loi de 1907, même dans le cas où le mari a très sagement géré le patrimoine commun? En effet, il n'est point exigé de justification; la femme procède de son plein gré à cette répudiation et n'a besoin d'alléguer aucun motif.

Les renonciations deviendront-elles plus fréquentes?

Il nous semble que la disposition du deuxième alinéa de l'article 5 aura ce résultat. Souvent, la femme qui gagne un salaire, lorsqu'elle se trouvera en conflit avec les héritiers du mari, par exemple des enfants du premier lit, des neveux, pour lesquels elle n'aura aucune affection, refusera le partage du patrimoine commun. C'est peut-être grâce à son labeur quotidien que la masse commune est si considérable. La communauté se composant seulement des modestes meubles apportés par les époux au moment du mariage, l'épouse acceptante abandonne au mari ou à ses héritiers la moitié de son patrimoine réservé. Or elle peut d'après la loi, les conserver entièrement en renonçant. Il semble que, dans certains cas, la femme prendra ce dernier parti. Si par exemple, elle dirige une grande exploitation commerciale, dans laquelle, au moment de la dissolution de la communauté, d'importants capitaux se trouvent engagés pour une affaire à long terme, son acceptation aurait pour résultat de distraire une partie de ces capitaux indispensables à la réussite de l'entreprise, puisque le mari ou ses héritiers partageront par moitié les biens réservés.

Dans cette hypothèse, lorsque les produits du travail

constituent l'unique fortune des époux, s'il subsiste au point de vue théorique une scission entre le régime de séparation de biens et celui de la loi de 1907, les différences se trouvent en fait sinon détruites, tout au moins fortement atténuées.

CONCLUSION

Nous avons, au cours de notre étude, suivi la loi du 13 juillet 1907 dans ses causes, dans son élaboration doctrinale et parlementaire ; nous l'avons ensuite envisagée dans les dispositions qu'elle édicte relativement à la communauté légale et dans les modifications qu'elle y introduit.

Elle retire au mari des pouvoirs qu'il avait possédés de tout temps sur la partie des biens communs provenant du travail de sa compagne : elle transfère à celle-ci des droits nouveaux particulièrement importants.

Il y a là une transformation considérable, il ne faut pas se le disimuler, dans les mœurs françaises et dans les lois qui reflètent ces mœurs. Sommes-nous en présence d'une étape définitive ou seulement d'une première réforme appelée à bouleverser notre droit matrimonial tout entier ?

C'est ce qu'il nous reste à rechercher dans notre conclusion en essayant d'apercevoir dans les faits les conséquences de la loi du 13 juillet 1907.

I

Au point de vue théorique tout d'abord, la portée des modifications intervenues semble énorme. Leur étendue est des plus vastes puisque le champ d'application du texte nouveau embrasse tous les régimes : communauté légale, communauté conventionnelle, régimes exclusifs de communautés avec leurs modalités multiples.

Mais en réalité, c'est sous le régime de droit commun que l'influence de la réforme se manifeste le plus distinctement. La raison profonde en est que, le plus souvent, lorsque les parties stipulent un régime conventionnel, c'est dans un but de protection de l'épouse, et par conséquent en présence d'un contrat de mariage, la femme avait moins besoin de la sollicitude du législateur. Au contraire, sous la communauté légale, les fruits de l'activité de l'épouse, par l'effet de la loi nouvelle, passent d'un régime sous lequel ils étaient sacrifiés à un régime de protection sérieuse.

Est-ce à dire qu'en pratique la réforme de 1907 réalisera toujours et nécessairement le résultat qu'à entendu poursuivre le législateur ? Il est à remarquer tout d'abord,

que la loi est dénuée d'efficacité pour les bons ménages qui, fort heureusement, ne sont pas encore en France une quantité négligeable. Comme l'a constaté justement M. Maurice Faure à la tribune du Sénat au moment de la discussion des articles : « la loi serait absolument inutile s'il n'y avait que de bons époux au caractère loyal et droit (1). » Dans ces heureux ménages qu'aucun nuage ne vient assombrir, la femme s'en remettra encore à son époux du soin de gérer tout le patrimoine de la famille (2). Elle joindra son salaire à celui du mari pour l'entretien du ménage et pour l'éducation des enfants. C'est elle qui s'occupera des intérêts matériels de la maison, qui préparera les repas et veillera à la satisfaction des besoins de nourriture et de logement communs à tous les membres de la famille.

En vertu de son mandat tacite, et pour le bonheur de tous, cette bonne ménagère aura à sa disposition des sommes assez importantes qu'elle saura utiliser avec discernement. Elle les affectera à leur vraie destination qui est essentiellement une destination familiale. Elle ne se préoccupera pas, en fait, de rechercher si l'argent qu'elle emploie provient en tout ou pour partie du travail de son conjoint ou de son propre labeur. Les deux époux,

(1) *Journal Officiel*. Débats parlementaires. Sénat, séance du 24 mai 1907, p. 621.

(2) Turgeon, *Le féminisme français*, 1902, tome II, p. 109.

par le fait même de leur union, ont des intérêts communs puisqu'ils vivent sous le même toit, partagent la même table et poursuivent la même œuvre d'éducation. Pourquoi chercher à délimiter d'une façon précise l'emploi de leurs deniers respectifs ? Pourquoi faire deux bourses distinctes lorsque l'idéal est le même ? Pourquoi dans ce cas rejeter la vieille maxime coutumière, peut-être plus empreinte que les théories modernes de la vraie philosophie conjugale : « *simul collaborant, simul consumunt* ? »

La loi de 1907 est née uniquement du désir de réprimer les abus du mari, et l'idée qui l'explique doit par là même en limiter le champ d'application. Les abus du mari ne se font sentir que dans les mauvais ménages ; et c'est à leur égard qu'il importe surtout de déterminer si les modifications intervenues sont susceptibles d'exercer une heureuse influence.

Le texte voté depuis peu d'années, n'a pas encore eu le temps de pénétrer profondément dans les masses populaires. C'est que les réformes sociales qui sont, comme la loi du 13 juillet 1907 en grande partie des réformes morales, ne peuvent du jour au lendemain passer de la formule théorique à la réalisation pratique. Il ne suffit pas au législateur de promulguer un texte pour changer les mœurs et réaliser d'un seul coup une évolution qui est beaucoup plus lente et qui ne résulte que pour une faible part de l'action des lois.

Il faudra longtemps encore avant que la femme ait

conscience de ses droits, avant qu'elle connaisse et qu'elle pratique la liberté de disposition qui lui est conférée sur son salaire, lorsqu'elle a satisfait à son obligation primordiale, lorsqu'elle a subvenu en temps que besoin, à l'entretien du ménage. La meilleure preuve en est donnée par les comptes rendus des Caisses d'épargne qui constatent que les femmes mariées ignorent absolument qu'il est intervenu une loi du 13 juillet 1907 en leur faveur. Et lorsqu'on leur explique les avantages du régime nouveau, lorsqu'on leur dit, que, pour en profiter, elles devront apporter, par exemple, un certificat de leur patron, elles répondent le plus souvent qu'elles aiment autant verser tout de suite et ne pas revenir : et elles sont soumises alors au régime de la loi de 1881.

Faut-il donc déclarer que dans les mauvais ménages, la réforme sera dépourvue de toute importance pratique ?

Il y aurait alors dans l'œuvre du législateur l'affirmation d'un principe philosophique intéressant, une espèce de petite déclaration des droits de la femme, qui serait condamnée à ne pas recevoir d'application. Certains auteurs l'ont prétendu ; notamment M. Saint-Girons, à la Société d'études législatives en 1902, a fait remarquer que, si le mari s'emparait du salaire de sa compagne, il ne pensait pas user d'un droit (1), et l'idée d'absence de droit n'était

(1) Cf. *Bulletin de la Société d'études législatives*, année 1902, p. 51.

pas capable de l'arrêter. Ne va-t-il pas continuer comme par le passé à imposer son autorité brutalement, et la femme, par crainte de représailles, ne s'abstiendra-t-elle pas de porter plainte? En d'autres termes, la force ne paralysera-t-elle pas le droit? C'est ce qui autorise M. Planiol à dire : « La mainmise du mari sur le gain de sa femme est une question de mœurs plutôt qu'une question de droit, et ce danger se reproduira toujours, quel que soit l'état de la législation (1). »

Cette théorie, au moins lorsqu'elle est présentée sous cette forme absolue, est manifestement exagérée : sans doute, dans quelques rares ménages, le sort de la femme ne sera pas profondément modifié. Le mari usera d'arguments frappants et se fera remettre par sa compagne apeurée le salaire qu'il convoite pour satisfaire ses appétits.

Cependant, il est juste de reconnaître que la femme, en se servant du texte nouveau, et en portant ses économies à la caisse d'épargne, peut soustraire à ces réclamations qui ne reculent devant aucun moyen, une partie importante des fruits de son labeur. Il dépendra alors d'elle de garder ce livret soigneusement caché : dans cette hypothèse le mari abusera bien plus difficilement de la force physique ou tout au moins n'arrivera par elle à aucun résultat. D'une part, en effet, entre l'instant de la prise

(1) Cf. Planiol, *Traité élément de droit civil*, tome III, éd. 1910, n° 911.

de possession du livret (s'il vient à être découvert) et le moment de sa transformation en espèces, il s'écoulera un temps assez long qui suffira le plus souvent à faire disparaître les effets de l'ivresse ou de la colère. D'autre part, la caisse d'épargne à laquelle le mari doit nécessairement faire appel pour retirer les fonds exigera le consentement et même la présence de l'épouse.

Il y a là un premier remède : un second est procuré par l'article 7 de la loi nouvelle qui permet de contraindre l'époux gaspilleur à contribuer aux charges du ménage. La juridiction est assez simple pour ne pas effrayer la femme : surtout lorsqu'elle sera encouragée par l'intérêt des enfants et poussée par le besoin. Elle n'hésitera pas à s'adresser au juge de paix ; principalement si celui-ci a conscience de sa mission, et s'il se laisse facilement aborder par les justiciables.

Enfin, alors même que ces deux avantages pratiques ne se réaliseraient que dans une faible mesure ou mettraient longtemps à pénétrer dans les usages, l'argument mis en relief par M. Tissier dans son beau rapport de 1902 (1) subsisterait tout entier : « Au point de vue même des mœurs et de la morale, dit-il, il est bon que l'on sache que la loi écrite ne se prononce pas ici en faveur du mari. Il y aura un progrès le jour où l'on dira que le mari n'a plus le droit

(1) Cf. *Bulletin de la Société d'études législatives* 1901-1902. Rapport de M. Tissier, p. 37.

de prendre à la femme son salaire et ses économies. » Alors même que la loi ne serait pas capable de transformer la moralité des peuples qu'elle doit régir, ce ne serait pas une raison pour l'autoriser à consacrer des conséquences immorales.

II

La loi du 13 juillet 1907 dont nous venons de préciser la portée doit maintenant être considérée par nous à un point de vue critique. De même qu'après avoir examiné un tableau dans le détail, après s'être limité à différentes parties on sent le besoin de se reculer quelque peu pour saisir l'ensemble de l'œuvre et en dégager une impression dominante; de même est-il nécessaire, après avoir commenté les textes d'une construction législative, d'en apprécier la valeur à la fois dans la forme et dans le fond, dans les particularités de son exécution et dans sa conception maîtresse.

Or, *au point de vue de la forme*, on a pu faire à la loi du 13 juillet 1907 de justes critiques. Le mérite essentiel d'un texte de loi est la clarté qui exclut les incertitudes jurisprudentielles, et il est permis de douter que l'œuvre de 1907 présente cette qualité. On y relève en effet des expressions dont le sens est loin de s'imposer et qui seront diversement comprises suivant les besoins de la pratique

et l'ingéniosité des praticiens. « L'intérêt du ménage » qui est visé dans l'article 2 est-il spécial à cet article ou domine-t-il la loi tout entière? Que signifie dans le dernier alinéa de l'article 1 cette locution « tout autre moyen mentionné dans la convention »? Il appartient à la loi, et non à la convention des parties, de décider quel est le mode de preuve qui est regardé comme suffisant pour établir un droit.

Toutes ces incertitudes, toutes ces obscurités s'expliquent par ce fait que, malgré le long espace de temps qui a séparé la première idée de la réforme et sa réalisation, les membres du Parlement n'ont pas suffisamment étudié le texte qu'ils ont voté. La réforme fut déclarée d'urgence à la Chambre sur cette observation de M. Viollette (1) : « Il sera permis à votre commission de prendre acte de ce délai (1896-1907) pour vous demander d'adopter tel quel le texte qui vous est soumis en dépit de ses imperfections. » En d'autres termes, c'est dire qu'on a assez longtemps négligé la réforme pour ne pas s'en occuper sérieusement aujourd'hui.

Il y a là une expérience particulièrement précieuse pour nous renseigner sur ce que serait une revision du code civil entreprise à l'heure actuelle par nos Chambres.

Au point de vue du fond, si nous laissons momentanément de côté les objections de ceux qui trouvent que la réforme

(1) Viollette, rapport cité, page 960.

est trop complète et de ceux qui estiment qu'elle ne l'est pas assez, nous avons à examiner ici la situation faite aux créanciers personnels du mari qui n'ont pas contracté dans l'intérêt du ménage.

On a, en effet, protesté en leur nom et on est venu soutenir qu'ils étaient sacrifiés, que le texte nouveau les dépouillait de leurs droits. On s'est basé sur cet exemple pour soutenir que de nos jours on est bien plus heureux d'être débiteur que d'être créancier, parce que la loi réserve toutes ses faveurs à celui-là et toutes ses rigueurs à celui-ci.

Nous ne croyons pas que ces prétentions soient absolument justifiées. La solution de la loi de 1907 nous paraît ici désirable en pratique et conforme à l'intérêt bien compris du ménage et de chacun des deux conjoints. Cependant, il serait, selon nous, nécessaire que le créancier personnel du mari soit averti de cette limitation de son gage général, tel qu'il résulte à la fois des principes des articles 2092 et suivants du Code civil et des règles ordinaires de la communauté légale. Dans ce but, il nous semblerait utile d'introduire une institution qui a trouvé sa place dans les législations les plus modernes, dans le Code civil allemand (1) de 1896 et dans le Code civil suisse de

(1) Cf. article 1558 à 1564. « En Allemagne ce registre est tenu près de l'*Amtsgericht* du domicile du mari. Les mentions y sont faites sur la réquisition de l'un des conjoints, elles sont publiées et chacun peut d'autre part librement consulter le registre. »

1907 ; c'est le registre matrimonial sur lequel sont mentionnés les principaux événements qui surviennent au cours de l'union et qui peuvent avoir un intérêt pour les tiers.

III

Le rôle de l'interprète n'est pas achevé lorsqu'il a étudié une loi nouvelle. Après avoir décrit le présent, il lui appartient de rechercher les modifications dont l'état actuel est susceptible.

Or, le moyen le plus sûr est précisément de s'attacher au passé, de discerner les causes qui ont amené une transformation législative, de voir si l'action de ces causes a été totalement épuisée par la première conséquence qu'elles ont engendrée, si au contraire il n'y a là qu'un début appelé à bref délai à se poursuivre et à s'achever.

Les facteurs qui ont contribué à l'apparition et à la réalisation de la réforme du 13 juillet 1907 sont des plus importants, et c'est précisément là ce qui fait l'intérêt considérable de la thèse que nous avons choisie. Ils ont en effet manifesté leur action sur toute l'activité humaine et le droit n'a pas été le seul qui ait ressenti leur influence. Ils sont à la base de l'évolution sociale du dix-neuvième et du vingtième siècle.

C'est tout d'abord le facteur ouvrier. La masse investie du droit de vote, a naturellement songé à employer cette

arme puissante à l'amélioration de sa condition : et cette transformation a facilité l'émancipation sociale. C'est là ce qui nous explique l'extension à l'époque moderne du droit industriel assez considérable de nos jours pour qu'on pense à le codifier. Or c'est ce facteur qui est indiscutablement à la base de la réforme du 13 juillet 1907. Il ne faut pas oublier que c'est à l'occasion d'une communication sur le Code civil et la question ouvrière (1), que le problème a véritablement pris naissance en France. C'est parce qu'on voulait modifier le Code civil fait uniquement pour une société bourgeoise qu'on a songé à protéger les salaires de l'épouse.

Dans la suite des discussions, l'idée égalitaire est intervenue et, à raison, on a généralisé ce que les premiers projets avaient de trop restreint. On a pris seulement en considération l'activité économique de l'épouse sans se préoccuper si elle se manifestait dans un atelier ou dans un magasin, s'il s'agissait de défendre des salaires infimes ou des bénéfices commerciaux considérables.

N'oublions pas une autre influence, celle des féministes dans l'élaboration de la loi que nous venons d'exposer. Leur parti, peut-être moins fortement organisé en France que dans certains pays voisins, a offert à l'attention du

(1) C'est précisément l'importance de ce facteur ouvrier qui nous explique pourquoi tous les pays qui nous entourent, quelle que soit leur forme de gouvernement, monarchie ou république, ont consacré la réforme du libre salaire de la femme mariée.

public bien des réformes destinées à améliorer le sort des femmes dans la législation moderne. Il a fait triompher déjà dans notre pays quelques-unes de ses revendications (1). Lorsque les féministes attirèrent l'attention générale sur la triste condition de la femme pauvre, mariée sous le régime de la communauté légale, une vive sympathie succéda à l'indifférence qui accueillait la plupart des réformes qu'ils proposaient. Une de leurs revues, *L'Avant-Courrière* (2), publia en 1894 un projet de loi « sur la capacité de la femme mariée à disposer des produits de son travail. » Quelques journaux, puis bientôt la presse tout entière (3) s'emparaient de cette idée : on louait la modération de cette proposition dont l'exposé ressemblait si peu aux habituelles revendications du parti. Il ne s'agissait plus de substituer au régime légal la séparation de biens, comme l'avaient réclamé quelques enthousiastes, il était seulement question de laisser à la femme la libre administration du fruit de son labeur quotidien. Rien de plus juste en soi : à chacun son salaire.

Nous nous bornons à rappeler que c'est la proposition

(1) Cf. loi du 7 décembre 1897 complétant l'article 37 du Code civil et admettant la faculté d'être témoin sans distinction de sexe ; loi du 30 juin 1900, ouvrant aux femmes l'accès du barreau.

(2) Cette association s'était assigné lors de sa fondation deux buts très précis, le droit pour les femmes en témoignage et le droit sur les produits de leur travail.

(3) Lire en particulier *Le Temps* du 19 janv. 1894, *Le Journal des Débats* (18 janv.-15 fév., 17 juillet 1894.

rédigée à la demande de *L'Avant-Courrière* par M^{lle} Jeanne Chauvin qui se trouve à la base de la proposition Goirand. C'est par conséquent elle qui a largement contribué au succès de la loi nouvelle.

Ces deux influences, ouvrière et féministe subsistent après la loi de 1907, aussi et même plus puissantes qu'avant. La réforme est pour elles un succès qui doit les encourager dans leur action.

Il est par suite intéressant de voir quelles sont les revendications formulées, notamment par le parti féministe, et de nous demander dans quelle mesure elles sont susceptibles de passer dans la législation de demain.

Quelques dissentiments se sont manifestés à cet égard dans les trois importants congrès (1) tenus en 1900 à Paris, et représentant chacun des nuances bien différentes. L'élément le plus bruyant et le plus avancé, si nous nous en tenons aux questions de droit civil et si nous laissons de côté tout ce qui concerne le droit public, réclame sans retard une modification profonde des relations entre époux. En ce qui concerne les rapports personnels, toute incapacité légale tenant à l'état de mariage doit disparaître ; en ce qui touche les relations pécuniaires, la séparation de biens doit-être consacrée comme régime de droit commun.

(1) Cf. Damez, *Le libre salaire de la femme mariée et le mouvement féministe*, p. 62 et seq.

IV

La suppression de l'incapacité de la femme mariée, peut-être parce qu'elle est contraire à la tradition, a été très vivement critiquée, notamment par M. Cauwès (1) : « Si l'on rêve l'association conjugale, écrit-il, sans unité de direction, sans association d'intérêts, sans appui non plus pour la femme, est-ce bien ce qui répond à la communauté de la vie, à cette *individua vitæ consuetudo* que crée le mariage, à ce besoin de confiance et d'abandon qu'éprouve la femme qui unit sa destinée à celle de son mari ? L'union libre seule serait en conformité de principes avec l'autonomie de la femme. A la société formée par le mariage, il faut une cohésion, une force d'unité qui suppose un chef. Ce chef sera le mari ou la femme, mais il faut que ce soit l'un des deux. »

Il est pourtant permis de se demander s'il ne serait pas possible de reconnaître un droit de direction au mari, tout en admettant la capacité civile de l'épouse. Il n'y a aucune contradiction entre ces deux idées et la meilleure preuve en est qu'elles ont été consacrées l'une et l'autre dans l'ancien droit coutumier français jusqu'au XIV^e siècle, et

(1) Cauwès, *La protection des intérêts économiques de la femme mariée*, page 3.

à nouveau, dans les législations les plus récentes. Ce point de vue aurait eu le grand avantage de faire disparaître une difficulté considérable qui résulte de la conciliation entre la loi du 13 juillet 1907 d'une part et d'autre part les principes de notre législation civile et commerciale.

La première en effet reconnaît à la femme mariée la liberté de disposer des fruits de son travail en dehors de toute intervention du chef de la communauté. Les seconds au contraire, lui imposent avec la plus grande rigueur l'obligation de solliciter et d'obtenir l'autorisation du mari pour l'exercice d'une profession. Bien plus, il y a là une faculté jugée tellement essentielle par les législateurs de 1804 et de 1807, que le refus du mari ne peut être réformé en justice.

Dans ces conditions, n'est-il pas à craindre que le mari refuse son autorisation par simple mesquinerie ou par entêtement injustifié ? Il n'est plus tenté comme avant par l'espoir d'encaisser des salaires ou des bénéfices.

Pour résoudre le problème, il nous semblerait que le meilleur moyen serait de consacrer au profit de l'épouse la liberté d'engager ses services, mais de reconnaître au mari, en vertu de son droit de direction, la faculté de s'adresser au juge pour faire prononcer le retrait de l'autorisation, lorsque les intérêts du ménage se trouveraient gravement compromis. Cette solution admise par le code civil allemand, paraît la plus capable de concilier à la fois les droits du mari et ceux de l'épouse.

Si sur ce point, les réclamations féministes nous semblent dignes d'être, sinon intégralement appliquées, tout au moins en partie reconnues, il n'en est pas de même en ce qui a trait à la consécration de la séparation de biens comme régime légal.

La communauté n'est pas, comme le soutiennent certaines féministes à outrance un moyen d'opprimer l'épouse. Les critiques en grande partie justifiées qu'elles dirigent contre l'organisation du code civil français n'atteignent en rien le principe même de la communauté.

Ce qui caractérise véritablement l'esprit communautaire, c'est beaucoup plus la collaboration des époux et la formation par leurs efforts d'un patrimoine commun, que la supériorité consacrée en faveur du mari et son droit presque absolu de disposer de la masse commune.

Du reste, au cours de l'élaboration de la loi de 1907, aussi bien les membres du Parlement que les représentants de la doctrine, n'ont pas voulu porter sur la communauté « une main téméraire (1). » Il se sont rendu compte qu'un régime matrimonial n'est pas pour ainsi dire, un article d'exportation. De ce que le régime sans communauté fleurit en Allemagne, de ce que la séparation des biens est adoptée en Angleterre, il ne faut pas en conclure que la France doive imiter la première ou copier la seconde (2). Il y a là une institution nationale et les

(1) Cf. *Bulletin de la Société d'études législatives*, 1902, p. 64.

(2) Cf. Tissier, *ibidem*, p. 35.

traditions jouent un rôle considérable. C'est ce qu'a très remarquablement mis en relief M. Lefèbvre dans l'Histoire du droit matrimonial français (1) :

« C'est en notre pays de France, plutôt et plus largement qu'en toute autre région d'Europe, qu'avait grandi, à côté d'un douaire plus élevé qu'ailleurs, le régime matrimonial de communauté, devenu le droit général de nos pays coutumiers. Aussi la communauté est elle entre toutes une institution nationale, qui ne s'est rencontrée ni en Italie, ni en Angleterre, qui ne s'est développée au même degré ni en Allemagne où elle ne fut jamais droit commun, ni en Espagne où elle n'a pas été aussi largement conçue. C'était coutume de France ou de Gaule, comme on le disait jadis dans les pays voisins. »

La meilleure preuve de la valeur pratique du régime communautaire et de sa survivance dans notre droit moderne nous est fournie par une statistique intéressante établie en 1898 par l'administration de l'enregistrement (2) :

(1) Lefèbvre Charles. *Histoire du droit matrimonial français*, Larose 1906, p. 90.

(2). Cf. Le Courtois et Surville, *Du contrat de mariage*, tome II, p. 93 en note :

Régimes constitués par contrat en 1898

Communauté de meubles et acquêts... ..	866
Communauté réduite aux acquêts.....	67.288
Communauté universelle	258
Régime exclusif de communauté.....	1.692
Régime dotal.....	10.122
Séparation de biens contractuelle.....	2.128

elle démontre de la façon la plus certaine que, lorsque les conjoints veulent se soustraire au régime légal, ils n'en demeurent pas moins fidèles au principe de la communauté.

Cette orientation de la pratique ne nous indique-t-elle pas dans quel sens la doctrine et la législation doivent modifier la réglementation des rapports pécuniaires entre époux ? Quelles que soient les manifestations de la vie naturelle ou sociale, elles se trouvent dominées par un grand principe, c'est que le progrès se réalise lentement et que l'évolution ne doit pas se faire en un jour : *Natura non facit saltus*. La vraie méthode législative ne consiste donc pas à bouleverser le régime matrimonial, à substituer la séparation des biens à la communauté. Les changements trop brusques amènent immédiatement des réactions en sens contraire.

Il faut assurer la continuité du droit et satisfaire les besoins nouveaux en reprenant de vieilles idées. Il faut développer, étendre, assurer dans les faits le concours plus fréquent des deux époux dans la vie juridique, il faut restreindre les prérogatives excessives du mari ou tout au moins les tempérer en exigeant le concours de sa femme.

Le mariage doit être considéré comme une société dont les deux membres voient leur individualité reconnue et peuvent librement consacrer leur activité à la poursuite d'un même but. Et alors il sera permis de retourner le vieil adage « *Uxor est proprie socia : non speratur fore.* »

TEXTE DE LA LOI

LOI. — *Relative au libre salaire de la femme mariée et à la contribution des époux aux charges du ménage.* — **13 juillet 1907** (1).

Article premier. — Sous tous les régimes, et à peine de nullité de toute clause contraire portée au contrat de mariage, la femme a, sur les produits de son travail personnel et les économies en provenant, les mêmes droits d'administration que l'article 1449 du Code civil donne à la femme séparée de biens.

(1). — Promulguée au *J. offi.* du 15 juillet 1907, p. 4957.

Elle peut en faire emploi en acquisitions de valeurs mobilières ou immobilières.

Elle peut, sans l'autorisation de son mari, aliéner, à titre onéreux les biens ainsi acquis.

La validité des actes faits par la femme sera subordonnée à la seule justification, faite par un acte de notoriété, ou par tout autre moyen mentionné dans la convention, qu'elle exerce personnellement une profession distincte de celle de son mari ; la responsabilité des tiers avec lesquels elle a traité en leur fournissant cette justification, n'est pas engagée.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux gains résultant du travail commun des deux époux.

Art. 2. — En cas d'abus par la femme des pouvoirs qui lui sont conférés, dans l'intérêt du ménage, par l'article précédent, notamment en cas de dissipation, d'imprudence ou de mauvaise gestion, le mari pourra en faire prononcer le retrait soit en tout, soit en partie, par le tribunal civil du domicile des époux, statuant en chambre du conseil, en présence de la femme, ou elle dûment appelée, le ministère public entendu.

En cas d'urgence, le président de ce tribunal peut, par ordonnance de référé, lui donner l'autorisation de

s'opposer aux actes que la femme se propose de passer avec un tiers.

Art. 3. — Les biens réservés à l'administration de la femme pourront être saisis par ses créanciers.

Ils pourront l'être aussi par les créanciers du mari qui ont contracté avec lui dans l'intérêt du ménage, alors que, d'après le régime adopté, ils auraient dû, antérieurement à la présente loi, se trouver entre les mains du mari.

La preuve que la dette a été contractée par le mari dans l'intérêt du ménage incombe au créancier.

Le mari n'est pas responsable ni sur les biens ordinaires de la communauté, ni sur les siens, des dettes et obligations contractées autrement que dans l'intérêt du ménage par la femme, même lorsqu'elle a agi dans la limite des droits que lui confère l'article 1^{er} mais sans autorisation maritale.

Art. 4. — En cas de contestation, la femme pourra, tant vis-à-vis de son mari que vis-à-vis des tiers, établir par toutes preuves de droit, même par témoins, mais non par la commune renommée, la consistance et la provenance des biens réservés.

Art. 5. — S'il y a communauté ou société d'acquêts,

les biens réservés entreront dans le partage du fonds commun.

Si la femme renonce à la communauté, elle les gardera francs et quittes de toutes dettes, autres que celles dont elles étaient antérieurement le gage, en vertu de l'article 3 de la présente loi.

Cette faculté appartiendra à ses héritiers en ligne directe.

Sous tous les régimes qui ne comportent ni communauté ni société d'acquêts, ces biens sont propres à la femme.

Art. 6. — La femme pourra ester en justice sans autorisation, dans toutes les contestations relatives aux droits qui lui sont reconnus par la présente loi.

Art. 7. — Faute par l'un des époux de subvenir spontanément, dans la mesure de ses facultés, aux charges du ménage, l'autre époux pourra obtenir du juge de paix du domicile du mari, l'autorisation de saisir-arreter et de toucher des salaires ou du produit du travail de son conjoint une part en proportion de ses besoins.

Art. 8. — Le mari et la femme seront appelés devant le juge de paix par un simple avertissement du greffier, en la forme d'une lettre missive recommandée à la poste, indiquant la nature de la demande.

Ils devront comparaître en personne, sauf les cas d'empêchement absolu et dûment justifié.

Art. 9. — La signification du jugement rendu en conformité de l'article 7 qui précède, faite au conjoint et aux tiers débiteurs à la requête de l'époux qui en bénéficie, lui vaut attribution des sommes dont la saisie a été autorisée, sans autre procédure.

Art. 10. — Les jugements rendus en vertu des articles 2 et 7 de la présente loi seront exécutoires par provision, nonobstant opposition ou appel et sans caution. ils pourront, même lorsqu'ils seront devenus définitifs, être modifiés, si la situation respective le justifie.

Art. 11. — Les dispositions de la présente loi pourront être invoquées, même par les femmes mariées avant sa promulgation.

BIBLIOGRAPHIE

TRAVAUX ANTERIEURS A LA LOI DU 13 JUILLET 1907

Études doctrinales

GLASSON (E.). — *Le code civil et la question ouvrière*. Séances et travaux de l'Académie des sciences morales et politiques (Institut de France), 1886, 1^{er} semestre.

CAUWÈS. — « De la protection des intérêts économiques de la femme mariée ». *Revue d'économie politique*, 1894.

SCHMALL (Madame Henri). — *La question de la femme*. Publications de l'*Avant Courrière*, 1894.

BUFNOIR. — Communication relative à la loi genevoise du 7 novembre 1894 modifiant le régime matrimonial quant aux biens. *Bulletin de législation comparée*, n° février 1896.

PASCAUD (H.). — « Le droit de la femme mariée aux produits de son travail ». *Revue politique et parlementaire*, août 1896.

VIVIANI (René). — Rapport au congrès international de la condition et des droits des femmes. *Journal des Femmes*, octobre 1900.

HUGÉ (Paul). — *Les droits de la femme mariée sur les produits de son travail*. Thèse, Paris, Rousseau, 1902.

KAETHE SCHIRMACHER (M^{lle}). — *Musée social*. — Mémoires et documents (Supplément aux *Annales*, 1902).

BOISTEL — « Des limites à apporter aux pouvoirs du mari dans l'administration de la communauté ». *La Réforme sociale* janvier 1902, n° 1. Société d'économie sociale, Paris, 1902.

Bulletin de la Société d'études législatives, 1902. — « Des modifications à apporter aux droits et pouvoirs de la femme mariée quant aux biens et aux produits du travail et de l'industrie », question n° 1.

TURGEON. — *Le féminisme français*, tome II. Larose, 1902.

DAMEZ (Albert). — *Le libre salaire de la femme mariée et le mouvement féministe*. Paris, Rousseau, 1905.

Documents parlementaires

Proposition de loi présentée par M. GOIRAND, annexe à la séance du 9 juillet 1894, Chambre des Députés, n° 801.

Rapport fait par M. GOIRAND, annexe à la séance du 14 novembre 1895, Chambre des Députés, n° 1609.

Proposition de loi présentée par M. GOURJU, annexe à la séance du 26 juin 1906, Sénat, n° 304.

Rapport fait par M. GUILLIER, annexe à la séance du 20 mars 1907, Sénat, n° 77.

Journal officiel du 15 mai 1907, Sénat (Séance du 14 mai 1907).

Journal officiel, 25 mai 1907, Sénat (Séance du 24 mai 1907).

Rapport fait par M. VIOLETTE, annexe à la séance du 28 juin 1907, Chambre des Députés, n° 1128.

TRAVAUX POSTÉRIEURS AU VOTE DE LA LOI

CREVOISIER. — « Le libre salaire de la femme mariée et l'obligation pour chaque époux de contribuer aux charges du ménage ». *Bulletin des lois*, Belzacq, 1907.

SALEILLES. — « Le principe du libre salaire de la femme mariée érigé en règle d'ordre public ». *Bulletin de la Société d'études législatives*, p. 563 à 595, Rousseau, 1907.

LYON-CAEN (Léon). — « Notice et notes sur la loi du 13 juillet 1907 ». *Annuaire de législation française*, 1907.

VALÉRY. — *Annales de droit commercial*, 1907, p. 396.

SOURDOIS. — « Les droits de la femme mariée sur les produits de son travail d'après la loi du 13 juillet 1907 ». *Revue trimestrielle de droit civil*, 1907, p. 555 et suiv.).

LA GRASSERIE (Raoul de). — *Le libre salaire de la femme mariée et la contribution des époux aux charges du ménage*. Bureau des Lois nouvelles, 1907.

PICHON. — « Le libre salaire de la femme mariée et la contribution des époux aux charges du ménage ». *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1908.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
INTRODUCTION	1
I. et II. Régime du Code civil.	
III. Évolution de la condition de la femme au dix-neuvième siècle et au commencement du vingtième siècle.	
IV. Lois sur les retraites de la vieillesse et sur les Caisses d'épargne.	
V. Antécédents législatifs et études doctrinales.	
CHAPITRE I. — A QUELS BIENS ET A QUELLES PERSONNES S'APPLIQUE LA LOI	19
<i>Section première.</i> — Produits du travail	23
<i>Section deuxième.</i> — Economies provenant des produits du travail.. ..	27
<i>Section troisième.</i> — A quelles femmes s'applique la loi du 13 juillet 1907 ?.....	32
§ I. — La réforme s'applique à toutes les femmes quel que soit le mode d'exercice de leur activité..	32
§ II. — La réforme s'applique à toutes les femmes quel que soit leur régime matrimonial et quelle que soit la date de leur union.....	43
CHAPITRE II. — CONDITION DES BIENS RÉSERVÉS PENDANT LA DURÉE DE LA COMMUNAUTÉ	57
<i>Section première.</i> — Nature des biens réservés.....	57
<i>Section deuxième.</i> — Pouvoirs de la femme.....	71
§ I. — Actes d'administration.....	72
§ II. — Actes d'aliénation à titre onéreux et à titre gratuit.....	76
§ III. — Droit d'ester en justice.....	88
<i>Section troisième.</i> — Droits du mari.....	93

§ I. — Abus de l'épouse : retrait de ses pouvoirs....	93
§ II. — Contribution aux charges du ménage.....	103
CHAPITRE III. — LES CRÉANCIERS, LEURS DROITS SUR LES BIENS RÉSERVÉS.....	109
<i>Section première.</i> — Créanciers de la femme.....	111
<i>Section deuxième.</i> — Créanciers du mari.....	117
<i>Section troisième.</i> — Qui doit prouver dans quel intérêt la dette a été contractée? ..	123
<i>Section quatrième.</i> — Des preuves à fournir par l'épouse..	125
CHAPITRE IV. — SORT DES BIENS RÉSERVÉS A LA DISSOLUTION DE LA COMMUNAUTÉ.....	131
<i>Section première.</i> — La femme accepte.....	132
<i>Section deuxième.</i> — La femme renonce.....	137
CONCLUSION.....	145
I. Valeur théorique et pratique de la réforme,	
II. Étude critique de la loi au point de vue de la forme et du fond.	
III. — Transformation possible sous l'influence du facteur ouvrier et du facteur féministe.	
IV. — Appréciation personnelle de ces tendances et sens de l'évolution.	
TEXTE DE LA LOI.....	165
BIBLIOGRAPHIE ..	171

Vu :
Le Doyen,
P. CAUWÈS.

Vu :
Le Président de la thèse,
E. CHÉNON.

Vu et permis d'imprimer :
le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

